

Le prince Sihanouk reprend l'initiative

La réunion de Bogor (Indonésie) sur le Cambodge n'avait pas pour objet de définir les grandes lignes d'un règlement politique, et tout laisse penser qu'il n'y a pas eu de réelle percée de la négociation au cours de ces entretiens informels, qui devaient se conclure, au plus tard, le jeudi 28 juillet. Mais un premier bilan de ces conversations n'en constitue pas moins un pas en avant, le prince Sihanouk en ayant profité pour reprendre l'initiative.

Après avoir démissionné, le 10 juillet, de la présidence de la résistance — parce qu'il voulait couper les ponts avec les Khmers rouges —, l'ancien monarque cambodgien a refusé de participer à la « réunion informelle » de Bogor. Mais il s'est quand même rendu en Indonésie, et en a profité pour avancer un nouveau plan de paix que les Vietnamiens et leurs protégés de Phnom-Penh vont sans doute étudier avec soin, car il comporte des concessions.

Le prince tient toujours à ce qu'un gouvernement réunissant les quatre factions cambodgiennes — y compris, donc, celle des Khmers rouges — soit formé avant la tenue d'élections générales, ce que M. Hun Sen, actuel premier ministre de Phnom-Penh, continue de refuser, sans doute par peur de perdre le contrôle de l'administration. Norodom Sihanouk veut également un nouvel « Etat du Cambodge » et une « armée nationale » quadripartite.

Mais il garantit à M. Hun Sen de conserver un pied dans la place, quel que soit le résultat d'un scrutin populaire, en insistant sur le maintien, après des élections, d'un « système collégial quadripartite ». En outre, il abandonne — mais ne s'agit-il pas seulement d'une tactique ? — l'idée d'une force internationale de maintien de la paix, en raison, a-t-il dit, de l'hostilité qu'elle rencontrerait chez les Khmers rouges et à Phnom-Penh. En d'autres termes, il tend une perche à son principal interlocuteur cambodgien, M. Hun Sen, aussitôt après avoir refusé les propositions que ce dernier avait avancées quarante-huit heures plus tôt.

Le prince Sihanouk continue de manœuvrer pour tenter d'isoler les Khmers rouges et de priver, ainsi, les Vietnamiens de tout prétexte à un maintien de leur présence militaire au Cambodge. La compromission qu'il propose se situe dans la perspective de la « session spéciale » que Chinois et Soviétiques doivent prochainement consacrer au conflit, à Pékin. Or le principal obstacle à une neutralisation des Khmers rouges demeure l'aide qu'ils reçoivent de la Chine, avec la complicité de la Thaïlande.

Bogor aura donc permis de faire avancer le dossier, même si l'on peut s'attendre, de part et d'autre, à quelques marches arrière. Personne ne voulait vraiment s'y rendre, et tout le monde s'y est retrouvé : un succès pour l'indonésien, candidat à la présidence du Mouvement des non-alignés. Cette première pourrait être suivie d'autres rendez-vous. Les écueils ont beau être nombreux sur le chemin de la paix, on voit désormais mal comment le Cambodge ne bénéficierait pas, à son tour, de la détente.

(Lire nos informations page 4.)

M 0147-0728 0-4,50 F



3790147004500 07280

Alors que les négociations ont débuté à l'ONU

Les combats font rage entre l'Irak et l'Iran

L'aggravation de la situation sur le front, où, huit jours après l'acceptation par l'Iran d'un cessez-le-feu, les combats continuaient à faire rage le mardi 26 juillet, a incité le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, à intensifier ses efforts diplomatiques. Il a avancé la date des tractations « indirectes » entre l'Irak et l'Iran, les inaugurant dès mardi par deux longs entretiens avec le chef de la diplomatie iranienne, M. Velayati.

Les Moudjahidines du peuple, principal mouvement d'opposition au régime de l'imam Khomeiny, ont pris le relais de l'armée irakienne, revendiquant la responsabilité des dernières offensives contre les forces de Téhéran dans le secteur central du front. La force armée de l'organisation de M. Radjavi, l'Armée de libération nationale de l'Iran (ALNI), a ainsi affirmé avoir occupé deux localités en territoire iranien, Isfahabad et Karand, sur la route de Kermanshah, grande ville de l'Ouest iranien dont l'ALNI a fait son objectif.

Les autorités irakiennes ont indiqué avoir repris une partie des positions conquises par l'ALNI, dont Isfahabad, ce que les moudjahidines ont toutefois démenti depuis Bagdad, où se trouve leur

quartier général. Parallèlement, les Irakiens ont réaffirmé mardi leur intention de se retirer sur la frontière après avoir mené à bien leurs offensives de ces derniers jours. Téhéran a réfuté cette version, indiquant avoir repris par la force une partie de son territoire occupé, tout en accusant Bagdad d'avoir mené de nouvelles incursions.

A New-York, où se trouvent les ministres iraniens et irakiens des affaires étrangères, MM. Velayati et Tarek Aziz, M. Perez de Cuellar a commencé ses navettes entre l'un et l'autre, espérant toujours parvenir à un cessez-le-feu effectif la semaine prochaine.

(Lire page 3 les articles de FRANÇOISE CHIPAUX et JEAN GUEYRAS.)

Avant-poste de Taiwan aux abords de la Chine

Quemoy, îlot de guerre froide

Alors qu'une certaine détente se développe entre Pékin et Taïpei, l'îlot taïwanais de Quemoy, aux abords de la Chine, vit toujours à l'heure de la guerre froide.

QUEMOY de notre envoyé spécial

On a presque tout enterré, ici, sauf la lache de guerre froide entre nationalistes et communistes chinois. Cet avant-poste fortifié du régime de Taïpei, à quelques encablures du continent, truffé d'installations militaires souterraines, vit toujours à l'heure de la grande rivalité Est-Ouest, version chinoise.

Le visiteur, amené par l'armée nationaliste — l'accès de Quemoy est interdit aux touristes chinois comme aux étrangers — est mis dans l'ambiance dès qu'il a posé le pied sur cet îlot de 140 kilomètres carrés, peuplé de quarante-cinq mille civils et, surtout, d'un nombre important de militaires qu'on se refuse à divulguer officiellement. Premier contact avec la réalité de Quemoy : un film d'une quinzaine de minutes fait revivre la résistance du bastion nationaliste, avec force images héroïques, face aux tentatives de débarquement, aux bombardements et aux manœuvres d'intimidation de la part de l'armée communiste depuis 1949.

On ne parle pas ici en termes neutres « du continent », comme dans les milieux libéraux de Taïpei. On dit « la Chine rouge », et on lui oppose à longueur de discours Taïwan, « exemple pour le monde libre ». Il faut dire que si les canons se sont tus de part et d'autre du détroit depuis le début de la décennie — le dernier obus continental, chargé de tracts de propagande, est tombé sur Quemoy un jour de 1981, deux ans après la normalisation Pékin-Washington —, les affrontements antérieurs furent suffisamment graves pour que leur souvenir ne s'efface pas de sitôt.

Il y eut d'abord la bataille de Kunming, du nom de la pointe

nord-est de l'île, séparée du continent par 2 petits kilomètres de mer seulement. Vingt-cinq jours après la proclamation, le 1^{er} octobre 1949, de la République populaire par Mao à Pékin, trente mille soldats communistes y débarquaient mutuellement, promettant les nationalistes par surprise. Il fallut deux jours à ces derniers pour neutraliser les assaillants, au terme de combats très violents.

FRANÇOIS DERON.

(Lire la suite page 4.)



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; Grèce, 60 p. ; Italie, 90 p. ; Inde, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 150 esc. ; Sénégal, 250 F CFA ; Suisse, 1,50 fr. ; Thaïlande, 10 baht. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

Dans un rapport du Conseil constitutionnel

M. Badinter demande un contrôle plus sévère du financement des campagnes présidentielles

Dans un rapport adressé à MM. Mitterrand et Rocard le Conseil constitutionnel vient de souligner le caractère « indispensable » d'une « réflexion approfondie » visant à un contrôle plus sévère du financement des campagnes présidentielles. L'Assemblée des neuf Sages présidée par M. Robert Badinter a, en effet, relevé diverses anomalies dans les comptes de campagne des candidats aux scrutins des 24 avril et 8 mai derniers.



Lire page 6 nos informations et l'article d'ALAIN ROLLAT.

M. Verbrugghe préfet de police de Paris

Mouvement préfectoral décidé par le conseil des ministres.

PAGES 10 et 24

La présidence de la COB

M. Jean Farge remplace M. Yves Le Portz.

PAGE 21

Chronique de 1789

La sommation de Sieyès.

PAGE 2

Le sommaire complet se trouve en page 24

L'opposition critique le limogage de M. Dromer

Les deux capitalismes

par Bruno Dethomas

Le remplacement de M. Jean Dromer par M. Jean Peyrelevade à la tête de l'UAP provoque les critiques de l'opposition. « Chasse aux sorcières », dit M. Alain Juppé. « Décision que rien ne justifie », souligne M. Bruno Durieux (CDS). « L'ouverture n'était qu'un leurre », ajoute M. Gérard Longuet (PR).

cabinet de M. Mauroy à Matignon, écarté de la présidence de la Compagnie financière de Suez lors du retour de la droite au pouvoir en 1986. Non moins symboliquement, il est le premier président de nationalisées à être révoqué depuis plus de dix ans.

(Lire la suite page 20.)

La valse des généraux par FRANÇOIS RENARD PAGE 20

L'ENQUÊTE : la capitale et ses banlieues

Les enjeux du Grand Paris

L'Europe de demain sera sans doute l'Europe des villes. Paris a un atout : c'est avec Londres la seule cité de l'Europe de l'Ouest à dépasser les huit millions d'habitants. Mais le morcellement de l'agglomération est un handicap difficile à résoudre.

La ville est malade. Les médecins se pressent à son chevet : urbanistes, architectes, responsables politiques, élus locaux. Chacun établit son diagnostic et prescrit des remèdes. Michel Rocard, dans sa déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale, le 20 juin dernier, s'exclame : « Il faut réconcilier urbanité et urbanisme ».

Rude tâche. Le divorce est déjà ancien. C'est à la frange des grandes agglomérations que la situation est la plus préoccupante. Dans les cités sans âmes où les immigrés ont été regroupés, dans ces anciennes communes ouvrières dévastées par la crise et le chômage, le mal est suraigu. Ce n'est pas un hasard si le score du Front national — vote de défiance et de sanction à l'égard de toutes les politiques et des promesses non tenues — recoupe en grande partie la carte du mal-vivre urbain. Les meilleurs résultats de Jean-Marie Le Pen à la présidentielle s'inscrivent, après la région marseillaise, dans la périphérie de Paris : 20,56 % à Bobigny, 19,41 % à

Aubervilliers, 20,51 % à Saint-Denis, 20,73 % à Garges-lès-Gonesse, 21,44 % à Goussainville, 22,32 % à Gonesse.

Amplifiant les propos d'Harlem Désir, le Premier ministre dénonçait une réalité quotidienne faite d'ascenseurs en panne, de boîtes aux lettres cassées, de logements trop vétustes et de loyers trop chers. Il aurait pu aussi évoquer les trajets interminables, les autoroutes qui transportent les quartiers et les friches industrielles qui les rongent.

On a beau décrire symboliquement, devant les caméras de télévision, quelques « barres » particulièrement décrépies comme celle des « 4.000 » à La Courneuve, on a beau colorier de frais quelques HLM grisâtres, les problèmes demeurent. Ceux du voisinage comme ceux de la circulation.

EMMANUEL DE ROUX et CHARLES VIAL (Lire la suite page 6.)

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

■ Avignon : « le Géomètre et le Messager », d'après Kafka. ■ Salzbourg 1938. ■ Sony Rollins à Antibes.

Pages 11 à 13

كتاب من الاصل

CHRONIQUE DE 1789 L'ANNÉE SANS PAREILLE

10 juin 1789

Alors que le débat sur la vérification des pouvoirs s'enlise dans de longues discussions, la Cour vit un drame. Louis XVI et Marie-Antoinette viennent de perdre leur fils aîné, le dauphin. Le Tiers Etat, qui s'appelle désormais les Communes, exprime à l'unanimité ses condoléances au roi. Mais le deuil est de courte durée. Les des attermolements de la noblesse et du clergé, le Tiers, par la bouche de Sieyès, « comme les Chambres privilégiées » de se rendre dans la salle commune et demande que tous les représentants de la nation se réunissent en « assemblée active ».

par MICHEL WINOCK

QUE les Etats généraux se montrent décevants ! Un mois après leur ouverture, leur travail n'a pas avancé d'un pas, tandis que la nation guette leurs premières décisions dans l'attente. Cinq des trois ordres campent sur leurs positions : privilèges et non-privilèges, « aristocrates » et « démocrates » sont trop conscients que la partie se joue dès les premiers échanges. Qui cédera avant l'autre ? Les députés du Tiers, qui ont pris le nom de Communes, n'en demandent pas : les vérifications des pouvoirs se feront par l'assemblée de tous les élus, et l'on opérera par tête. Les représentants de la noblesse ont hâté la constitution de leur chambre ; à leurs yeux, la séparation ne peut être un objet de débat. Entre les deux, le clergé fait mine de jouer les médiateurs, mais il se sait divisé en lui-même. A la fin du mois de mai, les conférences sur la vérification des pouvoirs, composées des commissaires des trois ordres, se succèdent en vain.

De nouveau, pourtant, aux Communes. Le 25 mai, on s'avise qu'on ne peut plus continuer à débattre sans règlement. Qui en préche la nécessité ? Mirabeau lui-même, qui avait combattu l'idée quinze jours plus tôt. Il parle du « tumulte », de la longueur des délibérations : « La liberté, clame-t-il, exige la discipline. » Malouet lui fait remarquer à bon droit qu'il avait proposé la même chose et que le comte de Mirabeau en avait dissuadé l'Assemblée. Sur quoi une oreille sensible s'insurge : doit-on « monseigneur le comte » dans une assemblée d'hommes égaux ? Alors, le député d'Aix, superbe :

« J'attache si peu d'importance à mon titre de comte, déclare-t-il, que je le donne à qui le voudra ; mon plus beau titre, le seul dont je m'honore, est celui de représentant d'une grande province, et d'un grand nombre de mes concitoyens. »

On mettra donc au point un règlement, bien nécessaire en vérité, pour ces cent hommes, irrités par le prurit de l'éloquence, devant des galeries qui manifestent à tout bout de champ leurs humeurs. Malouet, le 28 mai, parle de faire sortir les « étrangers ». Indignation de Volney : « Des étrangers ! En est-il parmi nous ? » Non, il faut toujours débattre en public, les orateurs ne sont que les fondés de pouvoir de leurs concitoyens ! Volney ne se hasarde pas à examiner si le public présent dans la salle est représentatif de vingt-cinq millions de Français : il justifie au nom de la transparence, et avant la lettre, l'une des pratiques du jacobinisme, la pression des militants sur les députés : « Leur présence nous inspire et nous anime. Elle n'ajoutera rien au courage de l'homme qui aime sa patrie et qui veut la servir ; mais elle fera rougir le perfide ou le lâche que le séjour de la cour ou la pusillanimité auraient déjà pu corrompre. »

Quand, le 6 juin, on donnera lecture aux Communes du projet de règlement, ses rédacteurs auront pris conscience du danger : d'aucune place on ne pourra donner des signes de faveur ou de désapprobation. Pour le reste, l'organisation parlementaire se précise : heure d'ouverture, attribution des places, mesures d'ordre, dépôt des motions, formation des bureaux (les commissions spécialisées), échafaudage des derniers rangs en amphithéâtre... Peu à peu, sous la présidence de l'astronome Bailly, du doyen le 3 juin, la discipline de la liberté s'installe. Mais c'était une médiocre consolation au regard du dépit provoqué dans l'opinion par l'incertitude des Etats.

Le 25 mai, les conférences se sont terminées sans résultat. Le 27, sur l'initiative de Mirabeau, craignant qu'une trop longue immobilité ne compromette leur cause, les Communes envoient une députation au clergé pour prier ses représentants de les rejoindre. Le lendemain, alors que la réponse du clergé se fait attendre, une lettre du roi saisit l'Assemblée. Louis XVI demande la reprise des conférences, mais cette fois en présence du garde des Sceaux et de ses propres commissaires. Que répondre ? Mirabeau, qui a cru pouvoir débloquent la situation par son initiative vers le clergé, sabote la manœuvre : « Un piège en tous sens... Piège si l'on défère au désir du roi, piège si l'on s'y refuse. » Il faut naviguer entre deux écueils : montrer encore sa bonne volonté, sans transiger sur les principes. L'acceptation du Tiers, donnée le 25, est assortie de quelques conditions formelles, notamment la signature d'un procès-verbal de toutes les séances par tous les commissaires, et la rédaction d'une adresse au roi.

LES conférences se réunissent donc de nouveau. Elles prennent un tour grotesque. On voit les commissaires de la noblesse s'écarter les procès-verbaux des Etats généraux de 1560, 1576, 1588 et 1614 ; discuter même sur ceux de 1483, remonter à ceux de 1356. Ce n'est pas assez, l'un d'eux lit un mémoire selon lequel on délibérait par ordre, « même dans les temps les plus reculés de l'Antiquité et sous le règne de Charlemagne ! ». Et de citer Tacite, et de se prévaloir d'Hicquar. Un membre des Communes lui rétorque qu'il n'y avait point d'ordres parmi les Français. Ces colloques de paléographie paraissent insolites, au moment où la diète accable le peuple et où le Trésor royal est quasiment vide. Mais on dispute encore sur d'autres points d'actualité. Les représentants de la noblesse refusent de signer des procès-verbaux de séance si les commissaires du Tiers donnent à leur ordre le titre de Communes. Et ce, de justifier le mot, qui n'est nullement une innovation. Celui de « Tiers Etat » désigne le rang assigné à la partie la plus nombreuse de la nation, comme on dit « premier ordre » et « deuxième ordre » : on doit accepter qu'il y ait à côté du clergé et de la noblesse le peuple ou les Communes. Le 4 juin, Neckar, représentant le roi à la conférence, propose enfin une résolution de compromis.

Mirabeau à propos de Sieyès :
« C'est avec ses idées et ma parole que nous changerons la France. »

Le garde des Sceaux Barentin, vu le désaccord persistant entre les trois ordres, avait conseillé au roi de faire assurer par lui-même la vérification des pouvoirs. Neckar a refusé de suivre cet avis, mais nous en avons dit aux commissaires des Communes que le roi en aurait le droit. Finalement, il croit provoquer le dénouement de l'intrigue en proposant que chaque Chambre poursuive les vérifications, tandis que les résultats seraient communiqués aux deux autres. En cas de contestation, une commission des trois ordres serait amenée à trancher ; et si les trois Chambres ne pouvaient en ratifier les conclusions, alors le roi aurait le dernier mot. Il devait être clair enfin pour tout le monde que cette proposition ne préjugait d'aucune façon la solution à donner à la grande question de la délibération par ordre ou par tête.

Tandis que ces débats ajoutaient leurs normes répétitions à l'immobilité de la veille, la cour vivait un drame. Louis et Marie-Antoinette venaient de perdre leur fils aîné le dauphin, mort le 4 juin à 1 heure du matin à Meudon, où on l'avait transporté quelques semaines plus tôt dans l'idée qu'il y respirerait un air plus sain. Louis-Joseph avait huit ans. Sa dépouille sera accompagnée à Saint-Denis par le prince de Condé, l'épique des consignes ses parents à Versailles. Le père malheureux demande à l'archevêque de Paris de faire dire mille messes pour l'âme de son enfant défunt. Le prélat s'inquiète de savoir qui paiera. Et Louis XVI de donner cette consigne pathétique : « Faire payer cette somme par M. de La Ferté et la prendre sur les dépenses de l'argenterie. »

Le doyen Bailly a demandé la permission de témoigner à Sa Majesté la douleur des Communes. En attendant d'être reçu par les souverains, il propose à ses collègues d'aller jeter de l'eau bénite en leur nom sur le corps de monseigneur le dauphin. On acquiesce à l'unanimité. Mais le deuil sera bref. En ce matin du 5 juin, une voix — dont le Monteur ne précise pas l'origine — s'élève dans l'Assemblée :

« Hâtons-nous d'agir, il en est temps ; roidissons-nous avec courage contre les chicanes et les embarras qu'on nous suscite à chaque instant ; constituons-nous en Chambre nationale, nous avons assez employé les voies de modération, de temporisation pour ramener les esprits au bien ».



Deux portraits d'un même homme : l'abbé Sieyès, avec qui Mirabeau entretenait des relations étroites. Mais, contrairement à ce dernier, Sieyès n'était qu'un « chat maigre voué aux combats de l'ombre ».

public, si on le voulait réellement ; mais puisque l'on en a abusé et que l'on en abuse encore, il est temps de commencer l'œuvre impopulaire de la régénération que la nation attend depuis si longtemps. »

Cependant, alors que la Chambre du clergé ratifie la proposition de Neckar, celle de la noblesse la discute à l'aprem pour ne l'accepter finalement qu'au prix d'amendements dilatoires, qui déguisent un refus.

Que dit notre Duguesnoy de tout cela ? Rien de bon, on s'en doute. Atterré, effondré, indigné, la tête en quatre, Duguesnoy ! Comme d'habitude, il bongonne contre ses collègues babillards, l'« extrême désordre », le « mauvais esprit », le tapage des furieux qui enlèvent « les gens sages et modérés » de l'assemblée. A preuve, le doyen Bailly, « si supérieur dans tous les genres de mérite », et qui, nonobstant, se fait chahuter. Mais le pire est l'attitude de la noblesse : une intransigence inacceptable ! Et notre député de Bar-le-Duc si mesuré d'écrire : « Il est temps sans doute que le Tiers prenne enfin la place qui lui convient, et qu'il l'appelle à la fois son honneur et son devoir. »

Le 6 juin, l'Assemblée reçoit une délégation du clergé, conduite par l'évêque de Nîmes, qui donne lecture d'une délibération sur la cherté des grains et la misère du peuple. Le clergé propose aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère des misérables risquait d'écarter. Aussi était-il difficile de refuser la proposition présente, sous peine d'être déconsidéré dans l'opinion populaire. Mais on dénonça aussitôt la manœuvre, le « coup de politique ». Là-dessus, le député qui répondait au nom du peuple. Le clergé proposait aux deux autres ordres de créer une commission qui s'attellerait à ce rude problème. De fait, la situation devenait inquiétante et la colère

sommation de Sieyès



Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier de Cuellar, a entamé mardi 26 juillet un marathon diplomatique pour mettre fin à la guerre du Golfe et instaurer en premier lieu un cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran, en recevant le ministre iranien des Affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, pendant près de deux heures. Initialement, M. Perez de Cuellar avait prévu de consacrer ces négociations mercredi, le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, n'étant arrivé à New-York que mardi dans l'après-midi. Mais, considérant la situation militaire sur le front, le secrétaire général a décidé de ne pas perdre une minute dans cette course contre la montre.

Juste avant sa rencontre avec M. Perez de Cuellar, le chef de la diplomatie irakienne avait démenti que les forces irakiennes se soient retirées aux frontières internationales.

La presse militaire irakienne sur l'Irak a pris un nouvel aspect mardi 26 juillet avec l'annonce de grande envergure annoncée par les Moudjahidines du peuple de Massoud Radjavi, principal mouvement d'opposition au régime de Téhéran, basé à Bagdad. Selon les Moudjahidines du peuple, en effet, l'Armée de libération nationale iranienne (ALNI), commandée par M. Radjavi en personne, a depuis lundi après-midi une opération baptisée « Lumière éternelle » visant à prendre la grande ville irakienne de Kermanshah située à plus de 250 kilomètres de la frontière irakienne. L'ALNI affirme avoir déjà occupé les deux villes de Karand et d'Isfahabad, à 100 kilomètres à l'intérieur du territoire irakien, et détruit la grande garnison Behechti des gardiens de la révolution sur la route Isfahabad-Kermanshah, mettant en déroute la 27^e division de pasdaran. Les Moudjahidines comme le ministre irakien de l'information ont démenti toute participation de l'armée irakienne à cette opération.

On peut toutefois constater que celle-ci se déroule dans une zone occupée et « nettoyée » par l'armée irakienne depuis l'opération « Alal-lah IV », lancée vendredi dernier, et qui a permis aux forces de Bagdad de libérer tout le territoire irakien encore aux mains des Iraniens sur le front central. Bagdad a annoncé la fin, mardi à 12 heures, du retrait de ses troupes de ces zones, c'est-à-dire vingt-quatre heures après le début de l'opération des Moudjahidines. D'autre part, dans son communiqué quotidien, l'état-major irakien a affirmé que son aviation avait effectué deux cent vingt-neuf raids contre des concentrations de troupes irakiennes, sans toutefois préciser où et quand. Ses hélicoptères de combat auraient également bombardé des camps militaires à Saqqez, Sanandaj et aussi Kermanshah. L'aviation irakienne a d'autre part bombardé deux bases de l'armée de l'air iranienne.

Si elle était confirmée dans son ampleur, cette opération, la plus importante à l'intérieur du territoire

iranien depuis le début de la guerre il y a huit ans, serait un tournant dans la stratégie des Moudjahidines, qui s'étaient jusqu'à présent contentés d'actions ponctuelles à l'intérieur de l'Irak pour faire des prisonniers et capturer du matériel avant de regagner leurs bases situées le long de la frontière côté irakien. Bien que le porte-parole des Moudjahidines se soit refusé à dire si l'ALNI conserverait Kermanshah ou s'en retirerait, si toutefois la ville tombe, on estime à Bagdad que M. Radjavi

irakien. On souligne de source officielle irakienne que, dans le cas d'un traité de paix entre les deux pays, les Moudjahidines seraient priés de s'abstenir de toute offensive contre le régime de Téhéran à partir de l'Irak.

« Pas des collaborateurs » Cette opération qui n'a pu se monter sans une aide importante de l'Irak peut aussi signifier que Bagdad cherche à donner aux Moudjahidines des bases à l'intérieur de

réponse aux accusations portées par le président iranien Khomeiny contre les Moudjahidines (qualifiés de « collaborateurs à la solde de l'ennemi »). « Ce ne sont pas des collaborateurs. Ce sont des Iraniens qui coopèrent avec nous pour que s'instaure la paix entre les deux pays. » D'ailleurs, il avait ajouté en substance : ils vont intensifier leurs opérations à l'intérieur de l'Irak et gagner à eux de plus en plus d'Iraniens.

Les Moudjahidines, qui disposent à la télévision irakienne d'émissions quotidiennes, montrent depuis plusieurs jours des centaines de prisonniers iraniens qu'ils affirment détenir, criant en chœur : « Mort à Khomeiny et à ses Rajasdjans ». Les Moudjahidines déclarent aussi quasiment chaque soir depuis une dizaine de jours le très important matériel militaire récupéré, selon eux, à Mehran le 19 juin dernier. On indique toutefois à Bagdad qu'ils bénéficieraient aussi de dons de l'armée irakienne, qui dans toutes ses récentes victoires a pris une très importante quantité d'armement à l'ennemi iranien.

Ce nouveau développement dans la guerre ne va pas faciliter les conversations de New-York entre le secrétaire général de l'ONU et les ministres iraniens et irakiens des Affaires étrangères. Avant son départ de Bagdad, mardi, M. Tarek Aziz a été on ne peut plus net sur la position irakienne en déclarant : « La date du cessez-le-feu dépend d'un accord global entre les deux parties par le biais de négociations directes sur l'application totale de la résolution 598. Le refus par l'Irak de négociations directes signifie pratiquement son refus d'établir une paix juste et durable entre les deux pays », et en affirmant que Téhéran portait seul la responsabilité de son comportement.

En tout état de cause, Bagdad s'attend à de longues négociations, n'entend pas brûler les étapes et veut, avant tout, un cessez-le-feu, être bête de la médiation iranienne, ce qui, dit-on ici, pourrait demander beaucoup plus de six jours.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Dans le territoire de Gaza

Une adolescente palestinienne a été tuée par balle

Une jeune Palestinienne a été tuée mardi 26 juillet par les tirs de soldats israéliens dans le camp de réfugiés de Chatti, dans le nord du territoire de Gaza. Subair Fouad Assala, treize ans, a été tuée d'une balle dans le ventre quand l'armée israélienne a ouvert le feu pour disperser une « violente manifestation » dans le camp. Au moins une autre adolescente palestinienne a été blessée par balle lors des affrontements de Chatti.

D'autre part, des centaines de personnes ont participé mardi 26 juillet à Beit Jala, près de Bethléem en Cisjordanie, aux funérailles symboliques d'un Palestinien chrétien, Ghayy Yousef Konfar, tué dimanche par des tirs de soldats israéliens. Agé de quarante ans, père de quatre enfants, il avait été enterré, dans la nuit de dimanche à lundi, en présence seulement des membres de sa famille. C'est le troisième Palestinien chrétien tué en une semaine par l'armée israélienne, le quatrième depuis le début du soulèvement, le 8 décembre.

JEAN GUEYRAS.

Une étiquette abusive

On connaît la suite des événements : MM. Bani Sadr et Radjavi mettent fin à leur collaboration, et les amis de l'ancien président iranien quittent le CNR, suivis des Kurdes de M. Ghessemlou. Le « remariage politique » de M. Rad-

englobant des moudjahidines, des perchmegas kurdes et des prisonniers iraniens recrutés dans les camps irakiens.

M. Bani Sadr, qui n'assistait pas à la réunion du CNR, mais qui a le droit de prendre part aux délibérations en sa qualité de futur président de la République, qualifie le plan de Radjavi de « suicide », et met le CNR en garde contre toute « collaboration avec Bagdad ». Il adjure ses alliés de ne jamais se mettre à la merci d'une puissance étrangère quelle qu'elle soit. Il avait eu alors ces paroles qui paraissent aujourd'hui prophétiques : « Vous ne réussirez qu'à faire de votre organisation un otage des Irakiens, une « monnaie d'échange » que Saddam Hussein n'hésitera pas à sacrifier au moment opportun pour obtenir la paix qu'il réclame avec tant d'insistance ».

On connaît la suite des événements : MM. Bani Sadr et Radjavi mettent fin à leur collaboration, et les amis de l'ancien président iranien quittent le CNR, suivis des Kurdes de M. Ghessemlou. Le « remariage politique » de M. Rad-

Le rêve de M. Radjavi

En lançant son Armée de libération nationale iranienne (ALNI) — financée et équipée par l'Irak — contre Kermanshah, M. Massoud Radjavi, le chef des Moudjahidines du peuple, tente de réaliser un vieux rêve qu'il avait caressé lors de son exil d'Auvergne-sur-Oise : abattre le régime de Khomeiny à partir d'une tête de pont établie en Irak près de la frontière iranienne.

Dès janvier 1983, au cours d'une rencontre en France avec M. Tarek Aziz, il conclut une alliance avec l'Irak et songe déjà à transférer le gros de son mouvement en territoire irakien. Face aux remontrances de son beau-père, l'ancien président Bani Sadr, il a refusé de « serrer la main d'un agresseur » et bouclé la rencontre avec M. Tarek Aziz, il justifie sa politique de collaboration avec l'Irak par la « nécessité de libérer de notre pays le peuple ». Il va jusqu'au bout de sa logique en proposant en décembre 1983, devant le Conseil national de résistance (CNR), dont il est le président, que l'organisation s'installe en Irak dans une « portion de terre défendable », située près de la frontière iranienne (de préférence face à Kermanshah), et forme une armée de libération

Bagdad utilise les Moudjahidines comme moyen de pression sur Téhéran

Bagdad utilise les Moudjahidines comme moyen de pression sur Téhéran

Bagdad utilise les Moudjahidines comme moyen de pression sur Téhéran

Bagdad utilise les Moudjahidines comme moyen de pression sur Téhéran

Bagdad utilise les Moudjahidines comme moyen de pression sur Téhéran

Bagdad utilise les Moudjahidines comme moyen de pression sur Téhéran

Bagdad utilise les Moudjahidines comme moyen de pression sur Téhéran

Bagdad utilise les Moudjahidines comme moyen de pression sur Téhéran

Bagdad utilise les Moudjahidines comme moyen de pression sur Téhéran

Bagdad utilise les Moudjahidines comme moyen de pression sur Téhéran

Bagdad utilise les Moudjahidines comme moyen de pression sur Téhéran

Bagdad utilise les Moudjahidines comme moyen de pression sur Téhéran

Bagdad utilise les Moudjahidines comme moyen de pression sur Téhéran

Bagdad utilise les Moudjahidines comme moyen de pression sur Téhéran

Bagdad utilise les Moudjahidines comme moyen de pression sur Téhéran

Bagdad utilise les Moudjahidines comme moyen de pression sur Téhéran

Bagdad utilise les Moudjahidines comme moyen de pression sur Téhéran

Bagdad utilise les Moudjahidines comme moyen de pression sur Téhéran

Bagdad utilise les Moudjahidines comme moyen de pression sur Téhéran

Etranger

La guerre du Golfe et les négociations de New-York

M. Perez de Cuellar entame un marathon diplomatique

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier de Cuellar, a entamé mardi 26 juillet un marathon diplomatique pour mettre fin à la guerre du Golfe et instaurer en premier lieu un cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran, en recevant le ministre iranien des Affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, pendant près de deux heures. Initialement, M. Perez de Cuellar avait prévu de consacrer ces négociations mercredi, le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, n'étant arrivé à New-York que mardi dans l'après-midi. Mais, considérant la situation militaire sur le front, le secrétaire général a décidé de ne pas perdre une minute dans cette course contre la montre.

Juste avant sa rencontre avec M. Perez de Cuellar, le chef de la diplomatie irakienne avait démenti que les forces irakiennes se soient retirées aux frontières internationales.

nales, accusant même Bagdad d'avoir déclenché de nouvelles attaques avec des armes chimiques. A la sortie de la réunion, M. Velayati a qualifié de « très utile et très fructueux » son premier entretien avec le secrétaire général, ajoutant qu'il avait été consacré « à la mise en œuvre de la résolution 598 » du Conseil de sécurité de l'ONU. M. Velayati a indiqué que son premier échange de vues avec M. Perez de Cuellar avait été « très franc et très sincère ».

Cet entretien a donné le coup d'envoi d'une navette diplomatique, pour l'instant sous forme de pourparlers « indirects », qui devraient durer, selon M. Perez de Cuellar, une dizaine de jours. L'objet de ces conversations est de fixer les principales échéances d'un règlement de paix, à commencer par la date d'un cessez-le-feu. Le secrétaire général

espère être en mesure de l'annoncer dans une dizaine de jours. A moins de changements dans son emploi du temps, M. Perez de Cuellar devait rencontrer le chef de la diplomatie irakienne mercredi.

A Téhéran, l'actuel homme fort du régime iranien Khomeiny, M. Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, président du Parlement et commandant en chef par intérim des forces armées iraniennes, a évoqué l'avenir des relations avec les Etats-Unis par le biais de la question des otages. Il a déclaré que son pays pourrait contribuer à la libération des neuf otages américains au Liban si Washington libérait les avions iraniens bloqués aux Etats-Unis et si ceux-ci mettaient un terme à leur hostilité à l'égard de Téhéran. « Si les Américains veulent parler, qu'ils adoptent une attitude qui ne soit pas hostile en libérant nos avions. Dans ce cas, nous userons de

notre influence au Liban pour régler le problème des otages », a-t-il dit à la télévision. M. Rafsandjani avait, dans le passé, estimé ces avions à 1 milliard de dollars d'armes et autres biens achetés par le chah.

Lundi, le président Reagan avait indiqué que le temps était peut-être venu d'engager des discussions avec l'Irak sur le sort des neuf Américains détenus par des mouvements pro-iraniens au Liban. La Maison Blanche avait toutefois précisé qu'il n'était pas question de négocier leur libération. Mardi, Washington a accueilli plutôt fraîchement la proposition de M. Rafsandjani. « Il n'y a aucun lien entre les biens [sic] et les otages », a ainsi déclaré le porte-parole de la présidence, M. Marlin Fitzwater, ajoutant : « Si les Iraniens peuvent avoir une influence pour la libération des otages, qu'ils le fassent. » — (AFP, Reuter.)

Bagdad utilise les Moudjahidines comme moyen de pression sur Téhéran

BAGDAD de notre envoyée spéciale

La pression militaire irakienne sur l'Irak a pris un nouvel aspect mardi 26 juillet avec l'annonce de grande envergure annoncée par les Moudjahidines du peuple de Massoud Radjavi, principal mouvement d'opposition au régime de Téhéran, basé à Bagdad. Selon les Moudjahidines du peuple, en effet, l'Armée de libération nationale iranienne (ALNI), commandée par M. Radjavi en personne, a depuis lundi après-midi une opération baptisée « Lumière éternelle » visant à prendre la grande ville irakienne de Kermanshah située à plus de 250 kilomètres de la frontière irakienne. L'ALNI affirme avoir déjà occupé les deux villes de Karand et d'Isfahabad, à 100 kilomètres à l'intérieur du territoire irakien, et détruit la grande garnison Behechti des gardiens de la révolution sur la route Isfahabad-Kermanshah, mettant en déroute la 27^e division de pasdaran. Les Moudjahidines comme le ministre irakien de l'information ont démenti toute participation de l'armée irakienne à cette opération.

On peut toutefois constater que celle-ci se déroule dans une zone occupée et « nettoyée » par l'armée irakienne depuis l'opération « Alal-lah IV », lancée vendredi dernier, et qui a permis aux forces de Bagdad de libérer tout le territoire irakien encore aux mains des Iraniens sur le front central. Bagdad a annoncé la fin, mardi à 12 heures, du retrait de ses troupes de ces zones, c'est-à-dire vingt-quatre heures après le début de l'opération des Moudjahidines. D'autre part, dans son communiqué quotidien, l'état-major irakien a affirmé que son aviation avait effectué deux cent vingt-neuf raids contre des concentrations de troupes irakiennes, sans toutefois préciser où et quand. Ses hélicoptères de combat auraient également bombardé des camps militaires à Saqqez, Sanandaj et aussi Kermanshah. L'aviation irakienne a d'autre part bombardé deux bases de l'armée de l'air iranienne.

Si elle était confirmée dans son ampleur, cette opération, la plus importante à l'intérieur du territoire

iranien depuis le début de la guerre il y a huit ans, serait un tournant dans la stratégie des Moudjahidines, qui s'étaient jusqu'à présent contentés d'actions ponctuelles à l'intérieur de l'Irak pour faire des prisonniers et capturer du matériel avant de regagner leurs bases situées le long de la frontière côté irakien. Bien que le porte-parole des Moudjahidines se soit refusé à dire si l'ALNI conserverait Kermanshah ou s'en retirerait, si toutefois la ville tombe, on estime à Bagdad que M. Radjavi

irakien. On souligne de source officielle irakienne que, dans le cas d'un traité de paix entre les deux pays, les Moudjahidines seraient priés de s'abstenir de toute offensive contre le régime de Téhéran à partir de l'Irak.

« Pas des collaborateurs » Cette opération qui n'a pu se monter sans une aide importante de l'Irak peut aussi signifier que Bagdad cherche à donner aux Moudjahidines des bases à l'intérieur de

réponse aux accusations portées par le président iranien Khomeiny contre les Moudjahidines (qualifiés de « collaborateurs à la solde de l'ennemi »). « Ce ne sont pas des collaborateurs. Ce sont des Iraniens qui coopèrent avec nous pour que s'instaure la paix entre les deux pays. » D'ailleurs, il avait ajouté en substance : ils vont intensifier leurs opérations à l'intérieur de l'Irak et gagner à eux de plus en plus d'Iraniens.

Les Moudjahidines, qui disposent à la télévision irakienne d'émissions quotidiennes, montrent depuis plusieurs jours des centaines de prisonniers iraniens qu'ils affirment détenir, criant en chœur : « Mort à Khomeiny et à ses Rajasdjans ». Les Moudjahidines déclarent aussi quasiment chaque soir depuis une dizaine de jours le très important matériel militaire récupéré, selon eux, à Mehran le 19 juin dernier. On indique toutefois à Bagdad qu'ils bénéficieraient aussi de dons de l'armée irakienne, qui dans toutes ses récentes victoires a pris une très importante quantité d'armement à l'ennemi iranien.

Ce nouveau développement dans la guerre ne va pas faciliter les conversations de New-York entre le secrétaire général de l'ONU et les ministres iraniens et irakiens des Affaires étrangères. Avant son départ de Bagdad, mardi, M. Tarek Aziz a été on ne peut plus net sur la position irakienne en déclarant : « La date du cessez-le-feu dépend d'un accord global entre les deux parties par le biais de négociations directes sur l'application totale de la résolution 598. Le refus par l'Irak de négociations directes signifie pratiquement son refus d'établir une paix juste et durable entre les deux pays », et en affirmant que Téhéran portait seul la responsabilité de son comportement.

En tout état de cause, Bagdad s'attend à de longues négociations, n'entend pas brûler les étapes et veut, avant tout, un cessez-le-feu, être bête de la médiation iranienne, ce qui, dit-on ici, pourrait demander beaucoup plus de six jours.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Dans le territoire de Gaza

Une adolescente palestinienne a été tuée par balle

Une jeune Palestinienne a été tuée mardi 26 juillet par les tirs de soldats israéliens dans le camp de réfugiés de Chatti, dans le nord du territoire de Gaza. Subair Fouad Assala, treize ans, a été tuée d'une balle dans le ventre quand l'armée israélienne a ouvert le feu pour disperser une « violente manifestation » dans le camp. Au moins une autre adolescente palestinienne a été blessée par balle lors des affrontements de Chatti.

D'autre part, des centaines de personnes ont participé mardi 26 juillet à Beit Jala, près de Bethléem en Cisjordanie, aux funérailles symboliques d'un Palestinien chrétien, Ghayy Yousef Konfar, tué dimanche par des tirs de soldats israéliens. Agé de quarante ans, père de quatre enfants, il avait été enterré, dans la nuit de dimanche à lundi, en présence seulement des membres de sa famille. C'est le troisième Palestinien chrétien tué en une semaine par l'armée israélienne, le quatrième depuis le début du soulèvement, le 8 décembre.

JEAN GUEYRAS.

Une étiquette abusive

On connaît la suite des événements : MM. Bani Sadr et Radjavi mettent fin à leur collaboration, et les amis de l'ancien président iranien quittent le CNR, suivis des Kurdes de M. Ghessemlou. Le « remariage politique » de M. Rad-

englobant des moudjahidines, des perchmegas kurdes et des prisonniers iraniens recrutés dans les camps irakiens.

M. Bani Sadr, qui n'assistait pas à la réunion du CNR, mais qui a le droit de prendre part aux délibérations en sa qualité de futur président de la République, qualifie le plan de Radjavi de « suicide », et met le CNR en garde contre toute « collaboration avec Bagdad ». Il adjure ses alliés de ne jamais se mettre à la merci d'une puissance étrangère quelle qu'elle soit. Il avait eu alors ces paroles qui paraissent aujourd'hui prophétiques : « Vous ne réussirez qu'à faire de votre organisation un otage des Irakiens, une « monnaie d'échange » que Saddam Hussein n'hésitera pas à sacrifier au moment opportun pour obtenir la paix qu'il réclame avec tant d'insistance ».

On connaît la suite des événements : MM. Bani Sadr et Radjavi mettent fin à leur collaboration, et les amis de l'ancien président iranien quittent le CNR, suivis des Kurdes de M. Ghessemlou. Le « remariage politique » de M. Rad-

GRÈCE : la tuerie du « City-of-Poros »

Des policiers français ont été envoyés à Athènes pour aider la police grecque

Trois policiers français spécialisés dans les enquêtes sur les actes de terrorisme se trouvent en Grèce depuis le 22 juillet pour suivre l'enquête sur la tuerie du City-of-Poros, dans laquelle 9 personnes, dont 3 Français, ont trouvé la mort, a-t-on appris, mardi 26 juillet à Athènes. Ces policiers ont notamment rencontré samedi le responsable de la capitainerie du port du Pirée, compétente pour l'enquête.

Au ministère de l'intérieur, à Paris, on indique que ces policiers ont notamment « analysé » les éléments dont les Grecs affirment disposer contre le jeune touriste français Laurent Vigorin, mais qu'ils n'ont trouvé aucun élément accordant la thèse d'une implication du jeune Français.

Parallèlement, ajoute-t-on, les policiers français, qui sont toujours sur place, ont travaillé, à la demande des policiers grecs, sur « des éléments techniques » concernant le terrorisme, notamment sur le groupe Abou Nidal, le Fatah-Council révolutionnaire.

« Nous nous basons sur le mode opératoire de l'organisation, même si nous avons encore du mal à cerner les mobiles de l'attaque à bord du navire », a indiqué un spécialiste français. « Nous ne sommes pas loin de penser que l'opération initiale a dérapé ».

A Athènes, les enquêteurs grecs suivent cette piste depuis près d'une semaine. Ils privilégient depuis lundi l'hypothèse selon laquelle les assaillants avaient l'intention de s'emparer du City-of-Poros pour négocier des revendications avec le gouvernement.

Les policiers français disposaient dès le départ d'une « pièce à conviction non négligeable », une balle res-

semblable à celle d'un touriste français rapatrié à Paris. « Si cette balle, remise aux autorités grecques, ne correspond pas à l'une des armes saisies, cela voudrait dire qu'un membre du commando a réussi à s'échapper, c'est capital », a-t-on ajouté.

Commentant pour la première fois dimanche dernier la tuerie du City-of-Poros, le premier ministre grec, M. Andreas Papandreu, avait déclaré qu'elle constituait une « provocation » contre la Grèce. « Elle nous oblige à jouer un rôle constructif dans la lutte contre le terrorisme aussi bien dans le cadre européen qu'international », avait-il dit.

Devant les déclarations contradictoires des responsables de l'enquête, qui avaient mis en cause aussi bien les services secrets américains, israéliens, que ceux des touristes français tués dans l'attentat, une pluie de critiques s'étaient abattues de toute part sur la Grèce. On avait eu beau jeu dans les capitales concernées de rappeler discrètement que le gouvernement grec, qui comptait apparemment jusqu'à sa politique pro-arabe pour se prémunir de telles attaques, avait en matière de terrorisme une attitude particulièrement laxiste. Il avait fallu ces dernières années plusieurs détournements d'avion à partir d'Athènes pour que les autorités grecques se décident à prendre des mesures efficaces dans leurs aéroports de peur de voir les touristes fuir le pays. Plusieurs hauts fonctionnaires des services de sécurité, dont l'identité, il est vrai, n'a jamais vraiment été déterminée, ont également été mis en cause pour leurs liens anciens avec les organisations palestiniennes. — (AFP, AP, Reuter.)

RFA : le procès de Francfort

Mohamed Hamadé un terroriste maître de soi

BONN de notre correspondant

La septième journée du procès, à Francfort, de Mohamed Hamadé, le terroriste libanais accusé d'avoir participé au détournement d'un avion de la TWA sur Beyrouth en juin 1985 (un plongeur de l'armée américaine avait été assassiné), a porté, mardi 26 juillet, sur la reconstruction de ses séjours successifs en Serre entre 1982 et 1984 puis en 1988 et 1989. Séjourant avec son frère Abbas dans la ville de Sarrelouis, Mohamed Hamadé y avait fait la connaissance de Birgit Müller qui lui donna une fille, Lydia, née en 1984. La mère de Birgit, Mme Lydia Müller, quarante-huit ans, a expliqué à la barre qu'elle avait bien aimé que Mohamed Hamadé devienne son gendre. Pour elle, c'était un gentil garçon encore un peu « timide ». Au cours des débats, Mme Müller a formellement reconnu deux cartes postales que Mohamed Hamadé avait écrites aux Müller d'Athènes, les 11 et 13 juin 1985. Le 14, l'appareil de la TWA était détourné entre la capitale grecque et Rome.

Reconstituer ses faits et gestes

Jusqu'à la pause estivale qui durera du 10 août au 5 septembre, le tribunal s'est fixé pour objectif d'établir l'âge de l'accusé et les circonstances du trafic d'explosifs entre Beyrouth et la RFA qui a conduit à son arrestation en janvier 1987. Sur le premier point, le président Mückenberger a réussi à réduire la fourchette dans laquelle on situait la date de naissance de l'accusé. Avant le procès, elle allait de 1964 (date figurant sur son passeport) à 1968 (date avancée par un de ses anciens avocats). Désormais Mohamed Hamadé affirme être « un ou deux ans » plus jeune que l'indique son passeport. Ce point est important. Reconnu mineur au moment des faits, il ne risquerait que 10 ans de prison.

Sur le second point, le tribunal s'efforce de reconstituer les faits et gestes du jeune libanais lors de ses différents séjours en Serre. L'accusé a avoué avoir transporté à deux reprises de l'explosif liquide en RFA. Mais il dit avoir ignoré leur utilisation postérieure. Des rapports de la police criminelle allemande affirment, en revanche, que ces bouteilles étaient destinées aux attentats commis en France en 1986. La même substance a été découverte en France. Mohamed Hamadé affirme avoir été seulement chargé par un membre du Hezbollah, un certain « Tashin », nom qu'il n'a pas voulu prononcer à nouveau devant le tribunal, d'apporter les bouteilles en Allemagne. Les témoins appelés à la barre n'ont pu apporter d'éclaircissement à ce sujet. La semaine dernière, une jeune femme s'était refusée à reconnaître publiquement l'accusé, affirmant avoir reçu des menaces.

Le tribunal de Francfort n'a pas affaire à une « tête brûlée » du terrorisme qui s'emporterait au quart de tour. Mohamed Hamadé connaît bien les traditions judiciaires occidentales ; il en utilise toutes les ficelles. Tantôt il réclame un cachet d'aspirine et obtient une suspension de séance ; tantôt il demande la récusation de l'interprète. Ce

(Interim.)

Asie

BIRMANIE : le général Sein Lwin président du parti unique

Les partisans de M. Ne Win conservent le pouvoir

Le général Ne Win s'est trouvé un successeur, en l'occurrence l'un de ses plus fidèles partisans, le général Sein Lwin, nommé, mardi 26 juillet, président du parti unique, le BSPP (Parti du programme socialiste birman). Agé de soixante-quatre ans, cet ancien ministre de l'Intérieur passe pour avoir été favorable à la répression des émeutes de mars et de juin qui ont provoqué la crise actuelle et amené M. Ne Win à se retirer du devant de la scène.

Le général Sein Lwin a donc été nommé secrétaire général du parti, M. Aye Ko, dont il était l'un des adjoints, M. Aye Ko, qui a proposé de vastes réformes économiques qui devaient être débattues, mercredi, par l'Assemblée du peuple, conserve ses fonctions. La vice-présidence du parti — occupée par M. San Ya, démissionnaire — demeure vacante. Le vice-premier ministre et ministre de la défense, M. Tun Tin, devient secrétaire général adjoint du BSPP.

La responsabilité de la crise économique et des émeutes a été imputée à M. Maung Maung Kha, limogé de ses fonctions de premier ministre. Mardi, lors de la dernière séance du congrès extraordinaire du BSPP, M. Sein Lwin a, d'ailleurs, jugé que la crise était le fait d'"individus" et non le résultat de choix politiques. M. Sein Lwin, qui a longtemps été en charge de la discipline au sein du parti, a cependant appelé à une application rapide et réussie des réformes adoptées par le congrès extraordinaire du parti.

Outre M. Maung Maung Kha, le président du conseil des procureurs, M. Myint Maung, a été limogé. Lui aussi se voit reprocher son attitude pendant les émeutes de mars et de juin qui, selon des diplomates occidentaux, ont fait plus de deux cents morts.

Pour tenter de reconstruire une économie ruinée par plus d'un quart de siècle d'une gestion catastrophique, M. Ne Win a donc choisi une équipe de militaires qui l'ont aidé à prendre le pouvoir en 1962 et qui paraissent, dans l'ensemble, prôner le fermement face à toute dissension politique. Les manifestations, auxquelles ont participé de nombreux étudiants, n'ont donc pas ébranlé la direction du pays tout en l'amenant à changer de politique économique, une nouvelle orientation que devrait avaliser l'Assemblée réunie mercredi en session extraordinaire.

Pour l'instant, les héritiers de M. Ne Win restent donc à la barre, et l'ancien président du BSPP, qui a dirigé le pays pendant vingt-six ans d'une main de fer, devrait continuer de jouer un rôle décisif. Farnet politique et ouverture économique s'annoncent, cependant, comme un attelage difficile. La responsabilité des émeutes a été portée au compte de gens qui passent plutôt pour des technocrates. Les militaires reprennent tout en main, tout en sachant qu'en l'absence de réforme, la Birmanie ne peut que continuer à s'enfoncer.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

CAMBODGE : un rapport de l'UNICEF

Le sort des enfants demeure alarmant

GENÈVE
de notre correspondante

Selon un rapport de l'UNICEF rendu public le mardi 26 juillet, la mortalité infantile était, au Cambodge, de 300 pour 1 000 à la fin du règne de Pol Pot et des Khmers rouges. Elle est actuellement de 160 pour 1 000. En 1980, 313 enfants sur 1 000 n'atteignaient pas l'âge de cinq ans ; actuellement, ce chiffre est descendu à 200 pour 1 000. Les séquelles des destructions commises par les Khmers rouges sont toujours là, puisque, entre 1975 et 1979, les enfants n'ont pas été scolarisés et les trois quarts des enseignants ont été massacrés, de même que la presque totalité du corps médical.

La pénurie en riz se fait également sentir. Selon la FAO, un déficit de 180 000 tonnes vient d'être enregistré, alors que 40 % des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition. L'UNICEF, outre ses campagnes de vaccination, partage avec des organisations non gouvernementales la responsabilité des centres RINE (réhydratation, immunisation, nutrition et éducation

sanitaire), dont bénéficient 200 000 enfants en bas âge. Les activités de ces centres — au nombre de vingt-trois, dont onze à Phnom-Penh — pourraient être étendues à tout le pays si l'UNICEF en avait les moyens.

3 % seulement de la population cambodgienne ayant accès à l'eau potable — ce qui explique, en grande partie, le taux élevé de mortalité infantile et les maladies meurtrières, — l'UNICEF s'est attachée à percer en deux ans 1 200 forages, dont peuvent bénéficier 400 000 personnes, et projette d'en creuser 1 000 par an, sans compter nombre de puits classiques. Forages et puits sont dotés de pompes à main.

Dans le domaine de l'éducation comme dans celui des soins de santé et d'hygiène primaires, tout manquait en 1980 : papier, crayons, manuels, meubles, etc., et surtout les enseignants. 45 000 maîtres d'école ont pu être formés en catastrophe entre 1979 et 1983, et il convient maintenant d'améliorer les méthodes d'enseignement.

ISABELLE VICHNIAC.

AFGHANISTAN

Des tirs de roquettes ont fait plus de cinquante morts à Kaboul

Le bilan des victimes des tirs de roquettes sur Kaboul, la semaine dernière, s'est élevé à plus de cinquante morts, ont annoncé, mardi 26 juillet, des sources diplomatiques occidentales à Islamabad (Pakistan). Elles ont également annoncé que l'évacuation de la base de Shindand, dans l'ouest de l'Afghanistan, qui était la deuxième place forte dans le pays après Bagram, au nord de Kaboul.

Elle abritait plus de vingt mille soldats soviétiques.

D'autre part, le ministre pakistanais des affaires étrangères, M. Yacoub Khan, a entamé, mardi, à Washington, des consultations avec les responsables américains. Il s'entretenait jeudi avec le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, et le secrétaire à la défense, M. Frank Carlucci. — (AFP.)

Diplomatie

En visite aux Etats-Unis

M. Grosz exclut un retrait unilatéral des troupes soviétiques de Hongrie

Le numéro un hongrois, M. Karoly Grosz, ex-chef, mardi 26 juillet à Washington, un retrait unilatéral des troupes soviétiques de Hongrie, affirmant que tout mouvement devait être lié à des réductions de forces d'autres régions d'Europe. M. Grosz effectue la première visite officielle d'un secrétaire général du Parti socialiste ouvrier (communiste) hongrois aux Etats-Unis. Il a indiqué au cours d'une conférence de presse qu'il avait discuté de la présence des 65 000 soldats soviétiques dans son pays avec M. Gorbatchev. « Nous nous sommes mis d'accord pour continuer ces discussions », a-t-il dit. Mais, « pour que des troupes (soviétiques) se retirent, il faut que d'autres se retirent également ».

Des rumeurs sur un éventuel retrait de ces troupes avaient couru au cours des dernières semaines, notamment avant la récente visite de M. Gorbatchev en Pologne. Les

Etats-Unis les avaient accueillies avec une satisfaction prudente avant que Moscou ne les démentisse.

Le numéro un hongrois, qui est arrivé le 19 juillet aux Etats-Unis, où il a rencontré d'abord de nombreux hommes d'affaires, devait être reçu mercredi par le président Ronald Reagan à la Maison Blanche. — (AFP.)

● INDE : Visite de M. Mitterrand en février 1989. — Le chef de l'Etat se rendra en voyage officiel en Inde du 1^{er} au 4 février 1989, à l'invitation du gouvernement indien, a annoncé l'Elysée. A cette occasion, il inaugurera l'Année de la France en Inde. En juin 1985, François Mitterrand et le premier ministre indien Rajiv Gandhi avaient closé à Paris l'Année de l'Inde en France. Le président Mitterrand s'était déjà rendu en Inde en décembre 1983.

(Suite de la première page.)

D'après les chiffres officiels de Taiwan, la bataille fit 3 700 morts et blessés du côté nationaliste, 7 600 morts du côté communiste, et les forces de Tchiang Kai-shek capturèrent 7 300 soldats de Mao. Même si ces chiffres sont à prendre avec précaution, ils témoignent de l'ampleur des combats compte tenu des dimensions réduites des lieux. Aujourd'hui, un petit musée, contenant plus de peintures à l'huile réalistes que de pièces historiques, se dresse à deux pas du champ de bataille désert.

Dès lors, Quemoy allait apprendre à vivre sous la menace des canons de Mao, et les forces nationalistes prirent les dispositions qui s'imposaient pour conserver le contrôle de cet îlot stratégique.

On croisa, à la main d'abord, puis à la machine, un immense réseau de galeries souterraines, à même la roche de granit qui s'élève en deux sommets sur l'île. La longueur du réseau est un secret militaire, mais le visiteur peut en imaginer l'ampleur en parcourant ses bons deux kilomètres quelques-uns de ses hauts lieux : hôpital de plusieurs centaines de lits sur 1 300 mètres de galeries et sous 50 mètres de granit, théâtre de 1 000 places, et, surtout, le tunnel central, assez large pour faire passer des chars du sud au nord de l'île, à l'usage des voisins continentaux. Tout au long des galeries, la roche sainte dans la pénombre humide, percée de part et d'autre par la faible lueur d'un néon sous lequel se tient une sentinelle.

Au bout d'un des tunnels, une lumière tamisée indique qu'on arrive au cloû de la visite : un bunker d'observation aux meurtrières soigneusement dissimulées derrière des herbes. Des télescopes permettent de distinguer, sur la plage en face, le pêcheur civil « opprimé par le régime communiste » du soldat de l'armée populaire de libération qui monte la garde. Au beau milieu du village qui surplombe la mer, les autorités continentales ont construit une grande école : provocation qui permettrait d'accuser les nationalistes de barbarie si leurs canons la touchait ?

« La Porte d'or »

Car l'artillerie a longtemps été l'activité principale des belligérants dans ce coin de Chine naturellement nonchalant, aux villages d'une architecture très spécifique dont on trouve quelques exemples bien restaurés sur Quemoy. Toits recourbés aux deux extrémités, caractéristiques de la province du Fujian, en face du détroit, ornent des pièces des résidences autour de petites cours presque aussi hautes que larges, à l'abri du soleil. C'est presque un miracle qu'il en reste tant sur cet îlot dont le nom chinois signifie « la Porte d'or ».

Après leur tentative manquée de débarquement, les communistes déversèrent en effet sur Quemoy des quantités industrielles d'obus : 17 000 en 1954, une année de tension, et, record absolu en vingt ans, un bombardement intensif qui dura quarante-quatre jours en 1958. Le premier

Avant-poste de Taïwan aux abords de la Chine

Quemoy, îlot de guerre froide

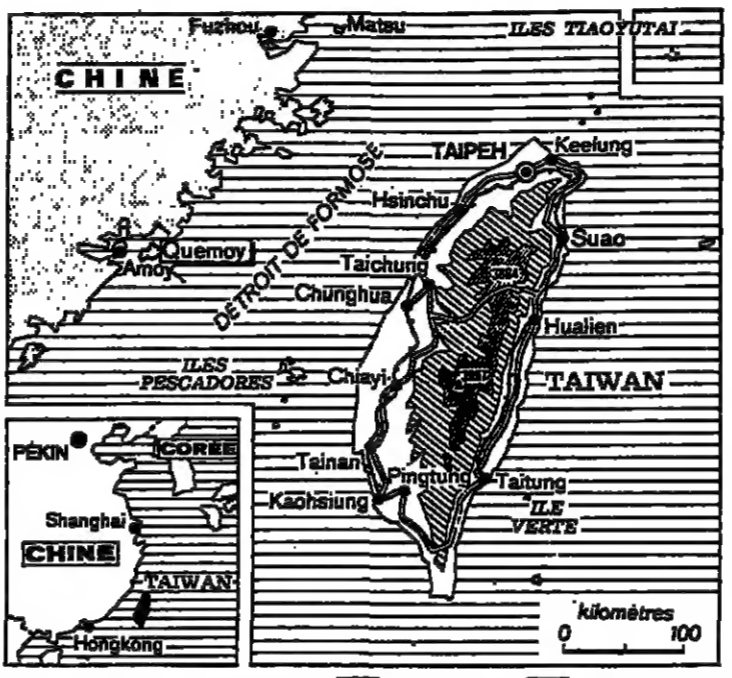
jour, le 23 août, pas moins de 57 000 obus — la plupart, de 105 millimètres — tombèrent sur l'île. L'Amérique crut à une tentative d'assaut communiste, dépêcha le porte-avions Midway puis le croiseur Los Angeles. Les affrontements s'étendirent aux marines de guerre rivaux chinoises, l'aviation s'en mêla. Jusqu'à ce que Pékin décrêtât un cessez-le-feu symbolique, qui n'empêcha pas les canons de cracher le feu de temps à autre, par la suite. Le trentième anniversaire de ce bombardement donne lieu cet été à diverses célébrations accompagnées de l'inauguration, à Quemoy, d'un nouveau musée militaire qui lui est consacré.

Les troupes de Quemoy, aujourd'hui, restent en alerte permanente, disent les responsables militaires pour dissiper l'impression de nonchalance qui se dégage

viennent distraire les soldats. En face, on laisse faire.

Malgré la menace, il faut bien vivre, et les civils de Quemoy vaquent sans problèmes à leurs occupations. La grande rue de la principale agglomération est hérissée d'enseignes, indiquant un commerce prospère, et dans la chaleur de l'été les paysans retournent, comme à l'accoutumée, les récoltes de sorgho qui ont été étalées sur la route pour laisser les véhicules effectuer le comassage.

Protégé, Quemoy ne l'est pas seulement militairement, mais aussi économiquement : le régime de Taïpeh a frappé les billets émis dans l'île des deux caractères de son nom en chinois, afin que les marchands ne transfèrent pas leurs économies à Taïwan. Qui veut se rendre dans l'île principale de la République de Chine (natio-



au premier abord. « En cas d'attaque, avec tout l'appareillage que nous avons enfoui dans les galeries souterraines, nous pouvons tenir trois mois, quatre mois, six mois... », dit un colonel de la section « guerre politique » du commandement de Quemoy, dont il est demandé aux visiteurs de ne pas révéler l'identité. Mesure de précaution supplémentaire, la couverture aérienne de l'île est assurée par le commandement de Taïpeh, les autorités préférant ne pas y laisser stationner des avions en raison de la proximité du continent.

Cependant, l'armée de l'air a suffisamment confiance dans le cessez-le-feu informel pour avoir mis récemment en place une liaison aérienne « civile » — le Boeing-727 qui relie Quemoy à Taïpeh n'est frappé que du soleil servant d'emblème au Koumintang — à l'intention des habitants de l'île qui se rendent dans la capitale nationaliste. L'horaire du vol quotidien est calculé en fonction des manœuvres de la chasse aérienne nationaliste, qui le protège. Il est emprunté par les commerçants, les Chinois d'outre-mer rendant visite à leur famille, les troupes de théâtre aux armées qui

Trêve et commerce

Anachronique, cette trêve armée à Quemoy, à l'heure où les milieux d'affaires de Taïpeh se précipitent sur les occasions commerciales avec le continent ? A en juger par les combles que l'on voit se tenir en haute mer entre ressortissants de Taïwan et continentaux, on pourrait le croire. A Taïpeh, on reconnaît que la politique officiellement prônée, interdisant les contacts directs à travers le détroit, est violée quotidiennement dans la pratique. Les pêcheurs de Taïwan s'occupent beaucoup moins de taquiner la poisson que de faire circuler la

monnaie de contrebande en échange de devises.

La main-d'œuvre de Taïwan devient-elle trop chère avec la hausse du niveau de vie ? Qu'à cela tienne ! Les patrons pêcheurs ont trouvé une solution de rechange : ils louent les services de continentaux, qu'ils payent un tiers ou un quart du salaire de leurs homologues de Taïwan. C'est beaucoup d'argent pour un continental, et une économie substantielle pour un employeur du côté nationaliste. Taïpeh n'a pas les moyens d'empêcher de tels trafics. Du côté communiste, on se frotte les mains devant cette application concrète de la politique de Pékin favorable à l'établissement de contacts personnels.

Cependant, on n'a ici nulle intention de baisser la garde. Si les canons se sont tus, la guerre psychologique elle est toujours d'actualité. Ces bateaux innocents qu'on voit croiser à travers le détroit depuis le poste d'observation peuvent se révéler à l'occasion des bateaux espions ou des provocateurs. « De temps à autre, dit un officier du secteur de la guerre politique, ils se rassemblent en nombre important, et se conduisent bizarrement, comme s'ils voulaient venir en force de notre côté. Nous devons alors tirer une salve d'avertissement. Généralement, cela suffit à les disperser... » Pour ce qui est des embarcations « d'un face » qui feignent parfois d'être en difficulté pour profiter de l'hospitalité accordée, dit-on ici, aux pêcheurs réellement en panne de moteur, « nous savons parfaitement faire la distinction. Les faux pêcheurs font demi-tour après un coup de semonce... ». Les vrais ont le droit de mouiller à Quemoy le temps de réparer. « Nous leurs faisons faire le tour de l'île, puis ils repartent ».

Cette guerre des nerfs fait douter les militaires des bonnes intentions à long terme de la Chine continentale, même si Pékin a décidé de faire de Amoy (Xiamen), en face, une autre « zone économique spéciale » ouverte sur l'extérieur et largement perméable au capitalisme dont se réclame Taïpeh. « Nous avons appris à nous méfier d'eux, nous n'avons pas l'intention d'oublier cette leçon », dit-on ici.

Que penser, alors, des ouvertures indirectes, prudentes mais réelles, du Koumintang envers le continent, en réponse à la politique du sourire des communistes ? « Je crois, dit ce colonel, que les hommes d'affaires qui veulent investir sur le continent prennent un très gros risque. Que se passera-t-il si les communistes changent de politique ? Il ne faut pas que cela mette en danger notre sécurité. Nous avons payé un prix trop lourd pour la négliger aujourd'hui ».

FRANCIS DERON.

La perspective du transfert de Hongkong à la Chine

L'arrivée des « triades » en Australie

En raison de la rétrocession, en 1997, de la colonie britannique à la Chine, la police de Hongkong a prévenu les autorités australiennes qu'elle craignait un exode massif des triades, les célèbres sociétés secrètes chinoises qui forment un syndicat du crime en Asie depuis des siècles.

SYDNEY
correspondance

Un officier de police de Hongkong, M. John Sheppard, a déclaré, lors d'un séminaire sur la corruption policière, à Sydney, que les triades chinoises cherchaient certainement à s'implanter dans d'autres pays, particulièrement en Australie. Le commissaire Sheppard ne pense pas que cet exode soit imminent ou disproportionné par rapport au nombre d'émigrants chinois ; mais ce n'est pas l'avis de M. Carmel Chow, délégué de la Commission indépendante contre la corruption à Hongkong (ICAC) auprès de

l'Autorité nationale contre le crime (NCA) en Australie.

Lors du même séminaire, M. Chow a déclaré qu'il y avait déjà au moins deux mille membres des triades opérant en Australie, soit près de 1 % de la communauté chinoise locale. Ces gangsters, selon M. Chow, sont responsables de 90 % du trafic d'héroïne, qui atteint 240 millions de dollars en Australie chaque année.

Selon d'autres sources officielles australiennes, ce trafic représenterait 960 millions de dollars, dont les deux tiers seraient empochés par les triades. Ces sociétés dirigeraient également des réseaux de prostitution, de racket et de paris illégaux.

Selon M. Chow, les triades ont recours à des réseaux de revendeurs vietnamiens déjà établis en Australie, où de nombreux jeunes Asiatiques ne trouvent pas leur place dans la société et se tournent vers la délinquance.

Les principales difficultés rencontrées par la police australienne

sont la barrière linguistique et l'aspect européen des policiers, lequel les rend repérables. La police de Hongkong propose d'envoyer dans les deux mois des policiers chinois coopérer sur le terrain avec les forces de l'ordre australiennes, principalement à Sydney, une des plaques tournantes du trafic de l'héroïne dans le Pacifique.

Un autre problème majeur est le manque de ressources financières dont dispose la NCA. Trois cent cinquante policiers seulement y travaillent contre mille employés de l'ICAC à Hongkong, pour une population de six millions de personnes, soit environ le nombre d'habitants de l'Etat australien des Nouvelles-Galles-du-Sud.

Une campagne d'information a été lancée et un téléphone rouge installé afin d'encourager les citoyens d'origine chinoise ou italienne à dénoncer des activités suspectes dont ils peuvent être témoins au sein de leurs communautés respectives.

JOËLLE ANDREOLI.

TI NISIE

Grand remaniement du

Le grand remaniement du

Le grand remaniement du

Le grand remaniement du

Le grand remaniement du

Le grand remaniement du

Le grand remaniement du

Le grand remaniement du

Le grand remaniement du

Le grand remaniement du

ibords de la Chine
guerre froide

Afrique

TUNISIE : la politique d'ouverture de M. Ben Ali

Profond remaniement du gouvernement

TUNIS
de notre correspondant

A quarante-huit heures de l'ouverture du congrès du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le président Ben Ali a procédé, mardi 26 juillet, à un profond remaniement du gouvernement, dont M. Hedi Baccouche demeure le premier ministre.

Le nouveau cabinet ainsi formé gagne apparemment en homogénéité et cadre mieux avec la politique d'ouverture et de promotion économique et sociale qu'entend mener M. Ben Ali. Il se caractérise par un renforcement de l'équipe de fidèles du président, avec déjà deux à s'entourer de son accession au pouvoir, par l'arrivée de jeunes techniciens et technocrates ayant fait leurs preuves dans l'administration ou la tête d'entreprises publiques, ainsi que par le départ de plusieurs personnalités qui avaient été maintenues dans des fonctions ministérielles après le changement du 7 novembre.

Des modifications intervenues dans l'équipe dirigeante, c'est la nomination de M. Abdelhamid Escheikh au poste de ministre des affaires étrangères, en remplacement de M. Mahmoud Mestiri, qui restait l'attentive. Considéré comme un proche du président, M. Escheikh est issu lui aussi de l'armée.

M. Habib Ammar, un autre proche du chef de l'Etat, venant lui aussi de l'armée, demeure ministre de l'Intérieur mais avec rang de ministre d'Etat. M. Mohamed Jeri, secrétaire général à la présidence de la République, prend rang, désormais, de ministre. Préfiguration d'une séparation plus nette entre les

fonctions ministérielles et les responsabilités au sein du parti au pouvoir, M. Ahmed Karoui abandonne son poste de ministre directeur du RCD, qui est supprimé, et devient ministre de la justice, à la place de M. Slaheddine Balli.

Une autre caractéristique de ce remaniement qui va dans le sens de la politique d'ouverture, est la nomination de M. Saadadine Zmerli au ministère de la santé publique. Chirurgien urologue, M. Zmerli ne milite dans aucun parti, mais il s'est souvent distingué, non sans courage, à la présidence tunisienne de la Ligue des droits de l'homme, qui a, en toutes occasions, ces dernières années, dénoncé les abus du pouvoir.

Nouvelle personnalité à faire aussi son entrée au gouvernement, M. Habib Boularès, journaliste et écrivain, ambassadeur au Caire depuis le début de l'année, qui prend la direction du ministère des affaires culturelles. Il remplace à ce poste M. Abdelmalek Laarif, nouveau ministre de l'Information, qui succède à M. Abdelwahab Abdallah. Ce dernier changement était attendu depuis que le chef de l'Etat avait désigné une commission chargée de faire le point sur les différents et épineux problèmes qui se posent dans le secteur médiatique.

Une autre modification apportée concerne essentiellement des départements à caractère technique. C'est ainsi, par exemple, que le ministère de l'économie est scindé en deux : un ministère de l'Industrie et du commerce, d'une part ; un ministère de l'énergie et des mines, d'autre part. En tout, quinze ministères et secrétariats d'Etat conservent leurs titulaires.

MICHEL DEURÉ.

La composition du cabinet

Le nouveau gouvernement comprend vingt ministres, huit secrétaires d'Etat, trois secrétaires généraux qui ont rang de ministre, comme le gouverneur de la Banque centrale. Le cabinet est ainsi composé :

Premier ministre : M. Hedi Baccouche.

Justice : M. Ahmed Karoui.

Affaires étrangères : M. Abdelhamid Escheikh.

Défense : M. Zine El Abidine Ben Ali.

Ministre d'Etat chargé de l'intérieur : M. Habib Ammar.

Plan : M. Mohamed Ghamouchi.

Finances : M. Nouri Zorgati.

Information : M. Abdelmalek Laarif.

Industrie et commerce : M. Moncef Beladi.

Energie et mines : M. Sadok Rabah.

Equipe et habitat : M. Moncef Moncelhi.

Transports : M. Ahmed Smaoui.

Tourisme et artisanat : M. Mohamed Jegham.

Affaires culturelles : M. Habib Boularès.

Education nationale : M. Hedi Khelil.

Enseignement supérieur et recherche scientifique : M. Abdesslem M'eddi.

Santé publique : M. Saadadine Zmerli.

Agriculture : M. Slaheddine Ben Mbarek.

Communications : M. Ibrahim Khouaja.

Affaires sociales : Taoufik Cheikhrouhou.

Jeunesse et sports : M. Hamouda Ben Slama.

Gouverneur de la Banque centrale avec rang de ministre : M. Ismail Khellil.

Secrétaire général du ministère de la défense avec rang de ministre : M. Abdallah Kallal.

Secrétaire général du gouvernement avec rang de ministre : M. Houdine Chérif.

Secrétaire d'Etat à la présidence de la République avec rang de ministre : M. Mohamed Jeri.

Secrétaire d'Etat à l'intérieur chargé de la sûreté nationale : M. Chadi Nefati.

Secrétaire d'Etat à l'intérieur chargé des collectivités publiques et de l'administration régionale : M. Amor Bejaoui.

Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères : M. Habib Ben Yahia.

Secrétaire d'Etat chargé de l'habitat et de l'aménagement du territoire : M. Mohamed Ali Bouleymane.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé publique : M. Tamer Aïan.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture : M. Mohamed Boujel.

Secrétaire d'Etat à l'agriculture chargé de la pêche et des ressources hydriques : M. Amour Horchani.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales : M. Souad Khadrouti Jomai.

AFRIQUE DU SUD

Le président de l'Anglo-American dénonce le « négativisme » des étrangers

La politique des sanctions et du désinvestissement « n'a fait qu'entretenir le mouvement de réforme et appauvrir ceux-là mêmes auxquels bien des hommes politiques étrangers souhaitent venir en aide », vient de déclarer M. Gavin Rely, président de l'Anglo-American Corporation of South Africa, l'une des principales entreprises de financement minier du monde, lors de la présentation du bilan annuel de cette société. « La réforme coûte cher, a-t-il ajouté. Elle ne peut aboutir que si elle est étayée par une économie en expansion, notamment pendant la période de transition d'une structure socio-politique à une autre. »

M. Rely a reproché aux milieux politiques étrangers leur « négativisme », qui crée « un climat de pessimisme prédisposant bon nombre de Sud-Africains blancs à un certain fatalisme et ne les incitant cer-

tainement pas à agir plus vite ou avec plus d'efficacité ». A son avis, cette attitude « n'encourage pas non plus les modèles de tout bord, puisqu'elle semble favoriser les extrémistes et est, de ce fait, en partie responsable du maintien des mesures d'exception visant à contenir l'agitation sociale ».

Pour M. Rely, « les milieux miniers et industriels sud-africains, qui pressent, à juste titre, les autorités de prendre des mesures plus décisives pour mettre un terme à l'apartheid, pourraient et devraient commencer par faire l'effort de balayer devant leur porte ». A l'inverse, « l'une des tâches les plus importantes, tant pour la stabilité du pays que pour l'avenir de la libre entreprise, est de créer et de développer des organisations non discriminatoires dotées d'un personnel instruit, bien formé et compétent ».

A TRAVERS LE MONDE

Somalie

Prochain échange de prisonniers avec l'Éthiopie

M. Meffin Gabrekral, ministre éthiopien de la défense, vient d'arriver en Somalie pour mettre la dernière main à un accord d'échange de prisonniers de guerre, a annoncé, le mardi 26 juillet, Radio-Mogadiscio. L'accord de paix du 8 avril entre les deux pays, qui s'étaient affrontés en 1977-1978 à propos de l'Ogaden, prévoit l'échange de prisonniers d'ici début août. Les deux parties ont refusé d'indiquer le nombre de prisonniers concernés, mais, selon le Comité international de la Croix-Rouge, qui est partie prenante de l'échange, ils seraient plusieurs milliers.

D'autre part, le nombre des réfugiés somaliens qui ont trouvé asile dans l'est de l'Éthiopie pourrait atteindre deux cent mille à la fin de 1988, a déclaré, le mardi 26 juillet, M. Nicholas Morris, directeur adjoint pour l'Afrique du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR). Ces dix derniers jours, trois mille personnes par jour ont franchi la frontière, a-t-il dit, pour fuir les combats entre les forces gouvernementales et les rebelles du Mouvement national somalien (MNS), qui, dans un récent communiqué, affirment avoir pris le contrôle de l'aéroport de Berbera. — (Reuters.)

URSS

Le militant arménien Parour Aïrikian expulsé vers l'Éthiopie

Le militant nationaliste arménien Parour Aïrikian, déchu la semaine dernière, de sa citoyenneté soviétique, a été expulsé le 21 juillet vers l'Éthiopie, a annoncé mardi 26 juillet à l'AFP M. Sergueï Grigoriants, res-

ponsable du bulletin dissident Glasnost.

M. Aïrikian, qui a été gardé quatre jours dans un hôtel d'Addis Abeba par des agents du KGB, a été autorisé à sortir mardi pour téléphoner à sa famille à Moscou et se rendre à l'ambassade des États-Unis, qui doit lui délivrer un visa. M. Aïrikian a indiqué à sa famille qu'il avait été emmené, le 20 juillet, menottes aux poignets, de la prison d'Erevan, où il était détenu depuis le 24 mars, à celle de Lefortovo à Moscou.

Par ailleurs, M. Arkadi Volok, envoyé par le Kremlin avec les pleins pouvoirs au Haut-Karabakh pour superviser les organes locaux du Parti et de l'Etat, est arrivé mardi à Stepanakert.

Un dirigeant local du Parti a affirmé que la transformation de la région autonome du Haut-Karabakh en « République autonome », toujours au sein de l'Azerbaïdjan, « pourrait intervenir à l'automne ». — (AFP.)

Etats-Unis

Le chef du Pentagone à Moscou

Le secrétaire américain à la défense, M. Frank Carlucci, doit quitter, jeudi 28 juillet, Washington pour Helsinki, puis l'URSS, où il séjournera du 1^{er} au 4 août. Le Pentagone attend beaucoup de cette visite, qui a lieu juste après celle du chef d'état-major de l'armée soviétique, le maréchal Sergueï Akhromev. Elle doit permettre aux responsables américains de voir de près des bases soviétiques pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale.

A Moscou, M. Carlucci doit notamment discuter les détails de deux accords annoncés lors de la visite de M. Akhromev aux États-Unis, l'un portant sur la mise en place d'un groupe de travail pour éviter les situations militaires dangereuses, l'autre concernant l'échange

de visites de professeurs d'académies militaires et d'écoles de navires de guerre. — (AFP.)

Inde

Fusion de quatre partis d'opposition

Quatre partis de l'opposition ont fusionné mardi 26 juillet, constituant le premier regroupement de l'opposition pour affronter le premier ministre, Rajiv Gandhi, lors des élections générales de l'année prochaine. Le parti Janata (du peuple, centre), le Lok Dal (parti des masses, à clientèle rurale), le Congrès-2 (socialiste) et le Jan Morcha (front du peuple, formé de dissidents du parti du Congrès) au pouvoir de M. Gandhi, ont annoncé leur fusion après plusieurs semaines de négociations.

Le chef du Jan Morcha, M. Vishwanath Pratap Singh, ancien ministre de la défense de M. Gandhi, a annoncé que le nouveau parti s'appellerait le Samajwadi Janata Dal (parti démocratique du peuple). Le mois dernier, M. Pratap Singh avait remporté de haute main une élection partielle considérée comme un test dans la circonscription d'Allahabad (Nord du pays), en s'attaquant à la corruption gouvernementale. Équivalent lors d'une conférence de presse, mardi, les questions insistantes sur la personne qui dirigerait le nouveau parti, il a déclaré que des détails seraient donnés le 15 août, jour de la fête de l'indépendance indienne. — (AFP.)

Argentine

Nouveau procès pour les anciens dirigeants militaires

Les six plus hauts responsables militaires argentins lors de la guerre des Malouines, dont le chef de l'Etat de l'époque, le général Leopoldo Galtieri, ont comparu, mardi 26 juillet, pour la première fois, devant un tri-

bunal civil de Buenos-Aires. Ils doivent répondre de leur conduite lors du conflit en 1982 contre la Grande-Bretagne autour de l'archipel de l'Atlantique sud. Le procès doit durer jusqu'en septembre.

Trois des inculpés, l'ex-amiral Jorge Anaya, l'ancien général et président Leopoldo Galtieri et l'ex-général Basilio Lami Dozo — qui formèrent à l'époque la junta militaire de gouvernement — avaient été condamnés en 1986 par le Conseil suprême des forces armées à respectivement quatorze, douze et huit ans de détention. Les trois autres accusés, l'ancien vice-amiral Juan José Lombardo, l'ex-général Mario Menéndez et l'ex-général Omar Pineda, responsables des opérations sur place, avaient été relaxés par la justice militaire. Une réforme du code militaire a permis la réouverture de leur procès devant le cour fédérale de Buenos-Aires.

Le procureur, M. Luis Moreno Ocampo, a annoncé qu'il allait demander des peines sévères pour les trois membres de la junta et la condamnation des trois autres militaires. — (AFP.)

Angola

M. Fidel Castro estime qu'une solution est proche

Le président Fidel Castro a estimé, le mardi 26 juillet, que le conflit en Afrique australe était « sur le point » d'aboutir à une solution politique impliquant le retrait des troupes cubaines d'Angola. « Il existe une possibilité réelle d'une solution juste, digne et honorable pour toutes les parties et qui comprend la sécurité de l'Angola et l'indépendance de la Namibie », a-t-il déclaré.

Le chef de l'Etat cubain a, cependant, ajouté que le retrait des troupes cubaines d'Angola, environ 45 000 hommes, ne se fera pas « en une seule fois » et qu'il nécessitera « un minimum de temps ». — (AFP.)

Amériques

Cuba à l'heure de la « castroïka »

Les limites de la « rectification » économique

LA HAVANE
de notre envoyé spécial

« Pagaille, gabegie... » Lorsque l'on évoque les résultats de l'économie cubaine, les lauriers sont rares, au dire même de responsables de La Havane. Si la situation n'est pas catastrophique, elle n'est guère reluisante. Tout d'abord pour des causes extérieures. La canne à sucre, qui représente l'essentiel de la production de l'île, est une culture relativement fragile. Avec trois mauvaises récoltes consécutives, Cuba a « perdu » 3 millions de tonnes de production en trois ans, jusqu'en 1986, lorsque le vice-ministre du commerce extérieur, M. Beracruz — une bonne récolte annuelle, comme celle inespérée de 1987, se situant aux environs de 8 millions de tonnes. L'URSS importe 80 % de cette production, à des prix supérieurs à ceux du marché mondial, devant la Chine (15 %). Le manque à gagner représente pour les autorités l'équivalent de 300 millions de dollars par an.

Les exportations de pétrole provenant d'économies faites sur les livraisons soviétiques ont, elles aussi, chuté considérablement : 500 millions de dollars en 1988, pour 220 millions en 1987, essentiellement en raison de la baisse des cours du baril. Le résultat ne s'est pas fait attendre. Ces deux dernières années, Cuba a dû réduire de 50 % ses importations en devises.

A ces difficultés conjoncturelles s'ajoutent d'énormes problèmes structurels dans un pays

où la bureaucratie est omniprésente. Beaucoup de secteurs sont paralysés. Les pesanteurs du plan quinquennal provoquent des aberrations. La construction d'une route étant budgétisée, on la considère réalisée lorsque la somme prévue a été dépensée. Dans certaines régions, les habitants ont attendu près de vingt ans pour qu'elle soit utilisable.

Pour tenter une remobilisation des énergies, les dirigeants cubains ont lancé un programme dit de « rectification ». Il s'agit en fait de revenir à l'origine de la révolution, d'écarter les déviations et les obligations du révolutionnaire. L'exemple-phare toujours présenté est celui de la construction. Alors que ce secteur stagnait et ne répondait plus aux besoins de la population, les autorités ont mobilisé les énergies dans des « microbrigades » regroupant par quartier les volontaires pour participer à l'effort commun. Selon les autorités, le nombre de logements construits a été multiplié par dix.

Mais les effets de la « rectification » peuvent être contraires. Dans cette même ligne, où la référence à l'esprit du « Che » est constante, les marchés privés ont été supprimés pour revenir à une distribution gérée par la planification de l'Etat. L'expérience d'un moment tentée avait profité, selon l'un des responsables économiques, « à de simples intermédiaires qui s'enrichissaient au mépris de tous ». « Dans un système aussi centralisé et planifié, dit un observateur, il est surtout très difficile de soulever la courvoisier, et la voie est étroite. »

Fausse monnaie...

Pour l'heure, la thèse officielle de cette « rectification » s'oppose donc dans l'esprit à la « perestroïka » et à la « glasnost » soviétiques. Le vice-ministre du commerce extérieur reconnaît cependant qu'il s'agit d'un « même effort pour rendre à l'économie son efficacité ». Une exigence qui se complique pour Cuba avec l'interdiction, en raison du blocus américain, de commercer en dollars. Cuba est donc obligé d'acheter des devises et, en fin de compte, dépend étroitement du billet vert. Les responsables économiques insistent ainsi que les réductions drastiques imposées aux importations cubaines proviennent pour la moitié de la mauvaise récolte sucrière, pour un quart de la baisse des prix du pétrole et pour le dernier quart de la chute... du dollar.

Ce « dieu honni » est en effet omniprésent. L'Etat cubain doit être l'un des rares à frapper... de la fausse monnaie, en l'occurrence le dollar. La raison en est simple. Le touriste qui se rend dans l'île doit pratiquement tout payer en devises américaines. La monnaie manquant, des pièces d'intour — l'organisme d'Etat chargé du tourisme — représentant un quartier, circulent partout. Le Monopoly existe même pour les Cubains, qui reçoivent lorsqu'ils vendent or, argent ou antiquités à l'Etat, des bons d'achats libellés en dollars.

Cette course permanente à la devise inspire d'ailleurs aujourd'hui aux autorités cubaines un projet qui s'éloigne considérablement des « valeurs révolutionnaires » de la rectification.

« Mal nécessaire »

L'un des artisans du futur développement du tourisme cubain ne répute pas ces critiques. M. Abraham Maciques Maciques dirige le Palais des conventions, qui organise une bonne soixantaine de festivals et de congrès par an. Il a aussi pris la direction de la Corporation Cubacan SA. Cette nouvelle entreprise, qui entretient en concurrence avec l'intour, est chargée des grands projets de l'échéance 1992. Elle réalisera près de neuf mille chambres nouvelles réparties entre La Havane, Varadero et un nouveau site, Cayo-Coco, un lagon au nord-est de l'île.

Pour plus des deux tiers, ces nouvelles réalisations seront financées par des capitaux mixtes. Des négociations sont en cours avec des entreprises espagnoles, italiennes, françaises, allemandes, japonaises et canadiennes. Dans le cadre de ces accords, les firmes étrangères pourraient même, selon M. Maciques Maciques, assumer la direction des hôtels. Mais ce projet, très classique dans sa conception, provoque un certain bouleversement dans l'île.

« dans son réalisme très capitaliste ». Il s'agit de développer considérablement le tourisme en partant de deux évidents constats. Tout d'abord, à peine deux cent mille étrangers se sont rendus en vacances en 1987 à Cuba. Un chiffre dérisoire si on le compare aux dix millions de visiteurs que reçoit le sous-continent américain chaque année. Le deuxième constat est tout aussi simple : l'Etat n'ayant pas les moyens de procéder aux investissements nécessaires, il faut faire appel aux capitaux étrangers, avec pour objectif de doubler, d'ici à 1992, la capacité d'accueil de l'île et de recevoir quatre cent mille touristes par an.

Cet objectif — somme toute modeste — n'est pas nouveau, mais, pour la première fois, le régime semble se donner les moyens de le réaliser. Jusqu'ici le tourisme était entre les mains du seul intour et vivait principalement dans la capitale et à Varadero, la « vitrine touristique » de Cuba sur la mer des Caraïbes, une station balnéaire à 150 kilomètres à l'est de La Havane.

Les visiteurs, en majeure partie des groupes, et pour un bon tiers en provenance du Canada, ne sont guère satisfaits. Le service est le plus souvent déplorable, l'accueil indifférent, la cuisine médiocre. Les griffes sont énormes, et se sont les basés des plages de sable fin, la richesse des constructions coloniales et le coût très modique du séjour cubain attirent un touriste qui ne revient qu'en très faible proportion (moins de 10 % pour un deuxième séjour).

Le directeur de Cubanacan SA en est conscient et s'efforce de nouvelles, avec la satisfaction évidente d'avoir convaincu les autorités d'une telle évolution, pour l'instant réservée à son domaine : « Nous aurons la possibilité de limoger les gens incompetents, les salaires seront bien évidemment supérieurs à la moyenne. La gastronomie c'est un art, par exemple, et il n'est pas insensé qu'un chef gagne plus qu'un médecin. » Le sacro-saint « équilibre » en cours dans le pays et nombre de règles bien établies seront donc batus en brèche.

Mais la réalisation de ce projet pourra provoquer bien d'autres bouleversements. Cuba considèrerait jusqu'ici le tourisme comme « un mal nécessaire » et non comme l'un de ses futurs piliers de développement. Le doublement des visiteurs dans un avenir proche et l'accélération de la priorité donnée à ce secteur ne sont pas sans risques et se situent bien loin de la « rectification » et du retour aux sources de la révolution. « La nécessaire efficacité économique est à ce prix », dit-on à La Havane.

DENIS HAUTIN-GURRAUT.

Politique

Les ministres centristes veulent créer un « courant de l'ouverture »

Ils sont huit. Huit à symboliser l'ouverture au sein du gouvernement. Le mot a beau être « gauchiste », comme dit M. Michel Rocard, il n'a traduit pas moins une nouvelle donne dans la « composition » du paysage politique commencée avec les scrutins du printemps. A l'initiative de M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan, les « huit » ont décidé de s'organiser.

Ce « courant de l'ouverture » devait se retrouver, mercredi 27 juillet, autour de la table de M. Michel Durafour. Le ministre de la fon-

ction publique et des réformes administratives, dont nous publions ci-dessous un point de vue, a invité, outre M. Lionel Stoléru, MM. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, Jacques Pellerin, ministre de la coopération et du développement, Jean-Marie Ransch, ministre du commerce extérieur, Théo Bram, ministre délégué chargé des personnes âgées, Thierry de Beaucourt, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales, et M^{me} Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargée de la famille.

POINT DE VUE

L'obligation du choix

par Michel Durafour
ministre de la fonction publique
et des réformes administratives

L'OUVERTURE, les centristes, tout le monde en parle depuis six mois. La première a paru tourner court à ceux-là mêmes qui s'y sont refusés. Quant aux centristes, ils demeurent mal connus, en dépit de leurs efforts pour faire entendre leur voix. Un point cependant est acquis et irrévocable : les Français veulent un gouvernement de coalition ; ils y voient un contrôle permanent de leurs dirigeants, donc une sécurité. En exprimant le vœu qu'un seul parti, même majoritaire, n'occupe pas à lui seul tous les leviers de commande de l'Etat, le président de la République a répondu à une aspiration populaire profonde, que tous les sondages confirment.

La condition de centriste est rude : exposé aux coups de la droite et de la gauche, accusé de trahison ou d'opportunisme par tous ceux dont il n'accepte pas les yeux fermés les idées et les comportements, il est la victime désignée du discours bipolaire, toujours à la mode, remarquablement imbécile et réducteur, mais séduisant.

Il faut comprendre, même si on est justement irrité, les interroga-

tions, les hésitations, les retournements des responsables centristes : ils sont mal aimés de tous côtés, ils ont dû arracher à la force du poignet quelques rapports budgétaires, leurs élus rendent. Mais ils ont eu tort de céder aux menaces du RPR, en renonçant à la présidence de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale. Force est de constater que ce rapatriement, et prétendre le mettre au passif de la majorité présidentielle n'est pas convenable.

L'élection du président du conseil régional d'Aquitaine, intervenue à la suite, n'a rien arrangé : non seulement une cohabitation coupable est apparue entre le centre droit et le Front national, mais des conversations sont engagées en vue d'accords plus formels à l'occasion des prochaines élections, dont quelques-uns sont d'ores et déjà signés. On conçoit qu'au plus haut niveau de l'Etat on se soit ému, au nom de la défense des valeurs historiques de la République, et qu'on ait mis chacun au pied du mur.

Désormais, les choses sont claires : au-delà du diverge gauche-droite, dont l'élection présidentielle a démontré qu'il était dépassé, il y a ceux qui refusent l'acquiescement avec le Front national ou seulement

le voisinage ; et il y a les autres. Nul n'échappera à l'obligation de faire un choix, lors des élections municipales de mars prochain. Et cette fois-ci, il ne sera pas confidentiel, en raison du mode de scrutin : il faudra bien dire avec qui on s'associe et au nom de quelle morale. L'heure de la vérité approche.

Naturellement, le bouleversement politique actuel et celui, plus important encore, qui se prépare n'ont pas sans grincements de dents. Chacun, dans son parti, a ses ayatollahs. Mais les plus petites coges abritent souvent les plus grosses bêtes, enragées de l'étroitesse de leur prison. Il faut donc se garder de jeter des anathèmes sur ceux-ci ou sur ceux-là.

Quelques échéances se dessinent qui obligent les masques à tomber. Dieu merci : les projets de loi relatifs à l'impôt sur la fortune et au revenu minimum d'insertion, le budget, les élections municipales, la préparation du grand marché européen. Sur tous ces points, à propos desquels la droite se déchire, des convergences réelles existent entre les centristes et les socialistes. Il faudra en tirer la conséquence, ouvrir le dialogue. Ou bien, une fois de plus, la langue de bois l'emportera. Là aussi l'heure de la vérité sonnera bientôt. Elle ne sonnera pas deux fois.

Le secret d'Hélène Dorlhac

« Un cœur simple... »
Si elle était péjorative en politique, on emprunterait volontiers à Flaubert cette expression pour résumer Hélène Dorlhac de Borne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale chargée de la famille.

Cette petite femme de cinquante-trois ans, au teint sinistrement hâlé, à la chevelure brune ébouriffée, n'a pas l'élégance pétillante de Michèle Barchini ni la vivacité chaleureuse de Georgina Dufour, ses deux prédécesseurs dans cette fonction. Elle n'a pas non plus leur fidélité partisane et leur militantisme convaincu. Elle incarne aujourd'hui, aux yeux de la gauche, la politique de l'ouverture intelligente et, aux yeux de la droite, la technique méprisante du ralliement opportuniste.

Difficile à vivre ? Je suis totalement en paix avec ma conscience, je me sens une femme libre, répète-t-elle inlassablement.

Médecin du travail dans un service inter-entreprises de Nîmes, M^{me} Dorlhac de Borne s'inscrit, au début des années 70, au Parti républicain, et fonde en 1972 le club local Perspectives et réalités. Elle reconnaît avoir été « séduite » par les idées neuves défendues alors par un jeune et déjà ancien ministre des finances de Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing. M^{me} Dorlhac soutient ferveusement la candidature de celui-ci à l'élection présidentielle de 1974 et se retrouve, quelques mois plus tard, secrétaire d'Etat chargée de la condition pénitentiaire dans le premier gouvernement de Jacques Chirac.

Créée pour elle, cette fonction ne lui survit pas lors du remaniement ministériel de 1976. Hélène Dorlhac prend alors peu à peu ses distances avec son parti, abandonnant sans fracas les réunions du bureau politique, et reprend son activité d'inspecteur régional dans la vie politique, elle la quitte sur la pointe des pieds.

Quatorze ans plus tard, le 6 mai 1988, elle signe dans les colonnes du Monde un appel à voter pour François Mitterrand. Le soutien à la « France unie » est pour elle l'expression d'une continuité avec les « deux Français sur trois » chers à Valéry Giscard

d'Estaing. Mais cet engagement est aussi et surtout l'aboutissement d'un long cheminement personnel.

Comme on confie un vrai secret, Hélène Dorlhac raconte d'une voix douce, un peu fatiguée, dressant haut ses sourcils en accent circulaire sur ses yeux noisette, ce que fut sa première expérience politique, depuis ce premier conseil des ministres où, par habitude très provinciale, elle était arrivée avec un quart d'heure d'avance dans la cour de l'Elysée, jusqu'à sa sortie sans gloire en 1976.

Pendant ces deux années, les ministères sont nombreux. Un gardien de la maison d'arrêt de Brive-la-Gaillarde (Corrèze) est tué par deux détenus qui tentent de s'enfuir. Le mécontentement général et l'inquiétude gagnent les syndicats de surveillants. Multipliant les rencontres et les visites dans les prisons, et entraînant en août 1974 Valéry Giscard d'Estaing dans l'une d'elle, à Lyon, Hélène Dorlhac découvre avec effarement la réalité pénitentiaire.

« Un écho de mes propres convictions »

Face à des députés incrédules qui lui parlent de « prisons quatre étoiles », face à une opinion publique hostile qui s'alarme que l'on se soucie davantage des victimes, elle défend avec acharnement son projet d'amélioration des conditions de vie des détenus et annonce une série de réformes destinées à faciliter leur réinsertion. On ne la laissera pas achever sa mission. Léchée par son ministre de tutelle, Jean Lecrux, gardé des soupçons, Hélène Dorlhac comprend que la condition pénitentiaire n'est pas un sujet électoralement très « vendeur ».

De cette expérience, elle garde une sourde méfiance à l'égard des partis politiques, de quelque bord qu'ils soient, et une passion pour un sujet qui a « bouleversé » sa vie. « J'ai vu ce qu'était l'intolérance, l'exclusion, j'ai changé à ce moment-là », observe-t-elle.

En septembre 1983, après les accusations de « laxisme » et les manifestations de policiers qui défilent au cri d'« assassin » sous les fenêtres de Robert Badinter, Hélène Dorlhac sort de sa retraite nîmoise et rend, dans le Monde,

un hommage appuyé à la politique du garde des sceaux. Sans doute ressent-elle alors une solidarité toute particulière à l'égard de ce ministre confronté aux plus féroces critiques du monde politique et qui tente à son tour d'humaniser les prisons.

Un an plus tard, dans un livre intitulé *Changer la prison*, l'ancien secrétaire d'Etat de Valéry Giscard d'Estaing raconte son « cœur qui se détraquait » devant le spectacle de détenus muets après une émeute « avec, dans le regard, une angoisse et un désespoir insupportables ». Ses préoccupations se rapprochent peu à peu de François Mitterrand, qu'elle avait tenu à féliciter au lendemain du 10 mai pour sa campagne en faveur de la suppression de la peine de mort. « J'ai trouvé dans son discours un écho de mes propres convictions sur le refus de l'exclusion », elle se définit « comme une femme de droite par fidélité à [son] passé » et se situe « à gauche de la droite bloquée, qui refuse de comprendre que la France ne peut pas s'offrir le luxe d'être coupée en deux ».

Aujourd'hui, Hélène Dorlhac se veut sans rancune à l'égard de ses amis politiques qui ne l'ont « eue » que pour la soutenir dans son action. « J'ai tiré un trait sur les mauvais souvenirs », affirme-t-elle, mais les problèmes de la prison, je ne les oublierai jamais.

Lorsque, dans son vaste bureau du 8, avenue de Ségur, elle parle de ses ambitions pour son secrétariat d'Etat, Hélène Dorlhac n'oublie pas, en effet, que « les chances d'un adulte dépendent beaucoup de sa vie familiale », et que les milieux dévalorisés sont encore trop souvent les fermes de la délinquance.

Passionnée par sa nouvelle tâche, elle reçoit depuis tous les semaines les partenaires sociaux dans le bureau inchangé de son prédécesseur. « Je choisis tout de même d'autres tableaux », confie-t-elle en jetant un regard vaguement hostile aux toiles contemporaines et au paysage alsacien placardés sur le mur. De son logement elle ne s'est pas encore préoccupée, « mais ce n'est pas vraiment urgent », ajoute-t-elle. Pour le moment, « l'habitat des couples ».

PASCAL ROBERT-DIARD.

et M. Sarre confie à l'architecte Canal-Dupont une mission sur les voies d'eau. — M. Georges Sarre vient de confier à l'architecte Michel Canal-Dupont, l'un des responsables avec Roland Castro de Banlieue 89, une mission d'étude et de réflexion pour « valoriser nos fleuves, rivières

et canaux sur tous les plans, et plus généralement pour leur redonner un rôle central dans la vie quotidienne de nos concitoyens ». « Vous recherchez la participation active des élus des régions concernées », précise dans la lettre de mission le secrétaire d'Etat chargé des transports routiers

Communication

La spéculation sur le passage des films à la télévision

Main basse sur les catalogues du cinéma français

C'est une ruée. Une vraie flambée. Les sociétés d'achat de droits audiovisuels, ces nouveaux « marchands de films », se livrent une concurrence acharnée pour acquérir les derniers longs métrages disponibles sur le marché. Comp sur coup, UGC Droits audiovisuels vient de reprendre les catalogues de Télé-Hachette et de Trésors, la société de M. Yves Roussel-Rouard. Et la Compagnie européenne des droits (CED) vient d'acheter tous les films du producteur Alain Terzian. Des contrats qui se chiffrent à plusieurs dizaines de millions de francs, et que les acheteurs espèrent rentabiliser en louant des longs métrages aux télévisions.

La crise du cinéma n'existe pas pour tout le monde. Pas pour M. Yves Roussel-Rouard, en tout cas, qui vient de vendre une vingtaine de films « pour un montant élevé », comme le reconnaît l'acheteur, M. Guy Verrochia, président du groupe UGC. Parmi les titres cédés, il est vrai, figurent des films aussi populaires que *Les Bronzés*, *Le Père Noël est une ordure* ou les trois premiers *Emmanuelle*. Et pas pour M. Alain Terzian, non plus, qui vient de céder à la Compagnie européenne des droits (CED) un catalogue riche de la *Crime*, *l'Année des méduses*, *Rive droite, rive gauche*, etc., pour dix-onze millions de francs. Des transactions à faire rêver même des professionnels du cinéma.

Récente, l'apparition des sociétés d'achat de droits a suivi ces dernières années le développement des télévisions privées. Jusque-là, en effet, le marché du septième art, presque entièrement tributaire du succès des films en salles, demeurait un univers à haut risque ignoré des financiers. La multiplication des chaînes a changé tout cela.

Sur le petit écran, la guerre des films à 20 h 30 et l'obligation de diffuser 50 % de longs métrages français ont dopé la demande de films et fait flamber les prix d'acquisition. Le cinéma est devenu ainsi une sorte de matière première, enjeu de spéculations financières. Nombre de groupes de communication et d'établissements bancaires ont créé des sociétés d'achat de droits. Objectif ? Ratisser le marché des films — et parfois des séries — disponibles pour constituer un « portefeuille de fictions » à louer aux télévisions.

Parti le premier, le groupe UGC, associé à Paribas, la Générale d'Images et Europe 1, reste aujourd'hui leader avec 15 % du marché et 110 millions de francs de chiffre d'affaires. Mais la Fimac, le groupe de Robur (Robur DA), le groupe Suez associé au producteur Marin Karmir (la Compagnie européenne des droits), la Caisse des dépôts et consignations à travers l'Institut Group, la Lyonnaise de banques (les Films de la Tour), la Compagnie luxembourgeoise de Télédiffusion

(CLT), enfin, se sont eux aussi lancés dans cette activité.

« Bref, résume un professionnel, si vous ajoutez à ces catalogues récents ceux — historiques — de Gaumont et de Pathé Cinéma, vous n'en trouvez plus dans les mains de producteurs indépendants ! ». Presque plus serait plus juste. Claude Berri (associé, il est vrai, aux Chergens de M. Jérôme Seydoux), Christian Focher (lié à Gaumont), Claude Zidi, Eric Rohmer, Anatole Dauman, ont gardé jusqu'ici la propriété des films qu'ils ont produits. Résisteront-ils aux offres qui leur sont faites ?

La rentabilité de ce négoce est en effet difficile à apprécier. Elle dépend tout autant de la qualité de chaque catalogue, de l'ancienneté et de la notoriété des films qui la composent, que de l'état du marché. Sauf exception, les sociétés d'achat de droits ne sont propriétaires des négatifs que pour une durée déterminée. Elles doivent donc se rémunérer en multipliant les ventes de droits de diffusion aux télévisions.

PIERRE-ANGEL GAY.

En Italie

La Cour constitutionnelle refuse le partage de la télévision entre la RAI et M. Berlusconi

Le gouvernement italien devra sans doute revoir sa copie avant de présenter au Parlement son projet de loi sur l'audiovisuel, adopté en conseil des ministres après de nombreuses tractations entre les partis au pouvoir (le Monde du 7 juin). La Cour constitutionnelle vient en effet de rendre un arrêt qui rappelle la nécessité de maintenir le pluralisme des ondes et critique « l'option zéro » retenue par le premier ministre démocrate-chrétien, M. Ciriaco De Mita.

Ce projet de loi-cadre devait enfin réglementer le paysage audiovisuel de la péninsule, soumis depuis douze ans à tous les bouleversements. De fait, il consacrait l'essentiel des positions établies, et notamment celle de Silvio Berlusconi, qui pouvait conserver ses trois réseaux et les connecter pour faire du direct, à la seule condition de renoncer à son quotidien *Il Giornale*.

Mais la Cour estime que le pluralisme qui est une valeur de « rang constitutionnel », n'est pas garanti par un duopole public-privé, en clair, le partage du mar-

ché entre la RAI et M. Berlusconi. Dans une décision qui rappelle la *Repubblica*, le président de la Cour précise que la concentration des médias doit s'apprécier sur la base des audiences réelles, et non seulement sur le nombre de chaînes détenues par un groupe. Il souhaite également que la loi d'urgence au marché publicitaire pour éviter son contrôle par des conglomérats — une mise en garde qui vise aussi bien M. Berlusconi que la FIAT, tentée par l'ouverture télévisuelle. Enfin, il juge que l'interdiction de cumuler la possession de journaux et de télévisions ne doit pas être insupportable, mais appréciée en fonction des circonstances, pour ne pas freiner la concurrence.

Bref, la Cour ne se satisfait pas d'un projet de loi que beaucoup estimaient « une mesure » pour M. Berlusconi, et prévient d'embûche qu'elle refusera toute loi qui ne prendrait pas en compte ses exigences de pluralisme.

M. C.-I.

est surtout connu pour ses livres religieux, et notamment sa nouvelle version de la Bible, la plus vendue sur le marché américain.

● RECTIFICATIF. — Une coupe malencontreuse a rendu incompréhensible la fin de l'article consacré à M. Jean Miot, nommé médiateur dans le conflit de l'imprimerie Jean Didier (nos premières éditions datées 27 juillet). Il fallait lire : « Aussi M. Miot veut-il aller vite pour désamorcer une extension du conflit, et se garde-t-il de jeter de l'huile sur le feu, en rendant hommage au « réformisme » des deux parties et en prenant exemple sur la modernisation des imprimeries de la presse quotidienne parisienne, qui se déroule pour l'instant sans heurts. Les déclarations antérieures de M. Didier montrant pourtant qu'il n'est pas décidé à réintégrer les vingt-quatre salariés de Misy, dont dix-neuf délégués CGT, qu'il souhaite licencier. »

PROGRAMME PRE-UNIVERSITAIRE

Programme de deux semestres préparant les étudiants, après 10 à 12 ans de scolarité, à intégrer Schiller International University, au campus de Wickham Court, Londres. Logement au campus ou en famille (Sessions commençant en septembre ou janvier). Schiller est une université américaine en Europe offrant une formation internationale pour préparer un diplôme américain BBA et MBA. Enseignement en anglais.

SCHILLER INTERNATIONAL UNIVERSITY (Dept. UP4)
51 Waterloo Road, London SE1 8TX
Tel (01) 928 8484 Telex 881248 SCOL
(Accredited member AICS Washington DC, USA)

L'ESPAGNE EN TRAIN

Voyagez sans limitation de kilomètres pendant 8, 15 ou 22 jours dans tous les trains intérieurs du réseau espagnol RENFE

A PARTIR DE 490 F
Renseignements :
RENFE
1, av. Marceau, 75116 PARIS
Tél. 47-52-52-51

Enquête

L'aménagement de la capitale

Les enjeux du

(Suite de la première page.)

Par plaques entières, le tissu urbain se nécrase. Les transports en commun fonctionnent parfois à la limite de la saturation. Il suffit d'un incident, comme toute mineur, sur l'une des quatre cents rames qui transitent chaque jour par la gare de Lyon pour que la catastrophe défile.

Pourtant, ce n'est pas faute d'avoir rêvé l'organisation de l'agglomération parisienne. Dans les années 60, Paul Delouvrier fut le chef d'orchestre d'un schéma directeur particulièrement ambitieux. Le SDAU (Schéma directeur de l'aménagement et de l'urbanisme) élaboré sous sa férule prévoyait l'extension des allures de scénario de science-fiction. La capitale devait, vers la fin du siècle, compter quinze à seize millions d'habitants. L'assise de son développement traditionnel — en tache d'huile — devait être bridée, stoppée même sur la petite couronne. Cinq métropoles d'équilibre poussaient harmonieusement à une distance raisonnable de Paris, reliées au centre par un réseau de voies ferrées express et des autoroutes rapides.

Ce plan fut en grande partie exécuté. Il a produit quelques résultats heureux, mais a généré beaucoup d'effets pervers. Dans une agglomération qui dépasse à peine huit millions d'habitants, les autoroutes, infranchissables, ont contribué à créer des files. Certes, les RER facilitent les mouvements de population, mais ils ont aussi accentué le déséquilibre socio-géographique de la région parisienne. Les bureaux enrichissent les communes de l'Ouest où ils s'implantent par centaines, tandis que les logements grignotent l'Est, là où le terrain est moins cher, sans profit financier pour les municipalités qui les supportent.

Les lignes transversales sont toujours aussi fragmentaires. La rocade A86, entreprise il y a plus de quinze ans, n'est toujours pas achevée : si vers l'Est, elle enjambe sans soucis des pavillons de meulière et taille à vif dans le tissu urbain, à l'Ouest, quelques maires se sont acharnés avec succès à écarter de leur commune — c'est-à-dire à geler purement et simplement — tout tracé qui bouclerait la boucle. Enfin, si les villes continuent inévitablement à croître de façon centrifuge, leurs habitants gardent des comportements centripètes : le Châtelet ou toutes les lignes du RER convergent, est devenu le forum chaotique de ce grand Paris en miettes.

Singulièrement muets dans les années 60 et 70, les architectes reprennent aujourd'hui le débat pour ne pas laisser aux seuls ingénieurs, réputés sans âme, le soin de décider de tout. Mais aussi parce qu'une nouvelle génération de professionnels de qualité a émergé depuis une quinzaine d'années et que les lois de décentralisation, qui donnent en matière d'urbanisme de larges pouvoirs aux maires, ont redistribué les cartes.

Dès 1982, Roland Castro a présenté au Président de la Républi-

que son projet *Banlieues 89*. Missions, expositions, succès médiatiques ont familiarisé le public avec la silhouette trapue de cet ancien soixante-huitard qui brasse cent idées à la minute. Son plan, dans la région parisienne, n'a guère fait bouger les choses. Cela ne l'a pas découragé. Il attend beaucoup du retour des socialistes aux affaires.

Mais il n'est plus seul sur ce terrain. Récemment, une quinzaine d'architectes groupés sous le sigle 75021 tirent à leur tour le signal d'alarme. Ils présentent dans une brochure les grandes lignes du renouveau de l'agglomération. Sans parler des multiples individualités qui, carton à dessin sous le bras, proposent ponctuellement tel ou tel projet destiné à rénover un pâté de maisons, restructurer un quartier, déplacer une gare, implanter un monument ou un équipement.

Ce renouveau n'est pas passé inaperçu des pouvoirs publics qui partagent souvent la même analyse mais sont désarmés devant la complexité des tâches. Seules les municipalités enchanteresses de leurs nouvelles responsabilités semblent impénétrables à toute réforme profonde des structures de la région parisienne, réforme qu'elles imaginent comme un amoindrissement de leurs prérogatives récentes.

Injustice criante

Première constatation : étonné par le périphérique, le Paris intra-muros étouffe dans ses limites. « Paris se complait dans son image de ville-musée où l'histoire est privilégiée par rapport à la géographie », affirme Gérard Thurnauer, l'un des 75021. Les dernières grandes opérations immobilières s'achèvent ou vont s'achever : La Villette, Bercy, Montparnasse, Tolbiac. Il n'y aura bientôt plus de terrain disponible ; aussi le prix du foncier atteint-il des proportions japonaises. Roland Castro ne dit pas autre chose : « Paris est trop petit, son avenir débordant largement du périphérique. Tant que la ville continuera à exister ses pouvoirs hors de ses murs, aucune solution ne pourra être trouvée ».

Marcel Debarge, maire du Pré-Saint-Gervais, sénateur socialiste de Seine-Saint-Denis, tonne lui aussi contre les spéculateurs parisiens : « A cause d'eux, les prix ont augmenté sur ma commune. Aujourd'hui, nous n'avons plus un pouce de terrain libre. Et je ne parle pas des problèmes posés par les populations dont Paris ne voulait plus et que nous avons dû accueillir. » Jack Rallite, maire communiste d'Aubervilliers, constate les mêmes phénomènes : « Aubervilliers souffre de la proximité de Paris et de sa spéculation foncière effrénée. Pour éviter l'envol des prix, la municipalité est obligée d'acheter des terrains ».

Michel Sapin, député socialiste des Hauts-de-Seine, distingue deux logiques — néfastes — pour traiter le problème capital du logement : « Les communes gérées par la droite ne tiennent

compte du marché. Les habitants les plus défavorisés sont alors obligés de déménager, remplacés par des résidents aux salaires plus élevés. La municipalité de droite s'en trouve renforcée. Autre logique tout aussi perverse, bien souvent appliquée par les municipalités communistes : maîtriser le terrain de façon absolue. Ainsi, rien ne bouge, et surtout pas une population qui est censée bien voter ».

Mais dans tous les cas, pour financer des programmes de logements ou d'équipement, il faut disposer de ressources toujours plus grandes. C'est la course folle aux bureaux. « Sur quatre communes, Boulogne, Issy-les-Moulineaux, Levallois et Rueil, on trouve un million de mètres carrés de bureaux », constate Nicolas Politis, le directeur de l'APUR (Atelier parisien d'urbanisme). Chaque maire règle son POS (plan d'occupation des sols) comme il l'entend, sans se préoccuper de son voisin. C'est une source de déséquilibre foncier et d'inégalité fiscale considérable ».

Patrick Balkany, maire RPR de Levallois-Perret, ne jure que par le tertiaire. Il justifie ce parti : « La richesse, c'est à nous de la créer. La POS nous permet de faire des choix qui ne regardent que la commune. Dans certaines localités, on préfère avoir des pavillons, des espaces verts, et payer plus d'impôts. C'est là la liberté ». Choix souvent illusoire. Jean Vons, maire socialiste de Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine), constate qu'on a imposé à sa commune l'implantation de deux grands complexes : l'Ecole centrale et la faculté de pharmacie. « Ici, il n'existe plus de terrains pour attirer le siège des grosses sociétés », remarque-t-il. L'équation est simple : pas de bureaux, pas de taxe professionnelle, donc pas d'argent. L'injustice est criante. Juges des inégalités : ma commune, de 29 000 habitants, reçoit 7 millions au titre de la taxe professionnelle, et celle de Gennevilliers, 50 000 habitants, donc moins du double, grâce au Port autonome, touche 163 millions. Près de vingt fois plus ! Courbevoie, grâce à la Défense, 126 millions pour 60 000 habitants ».

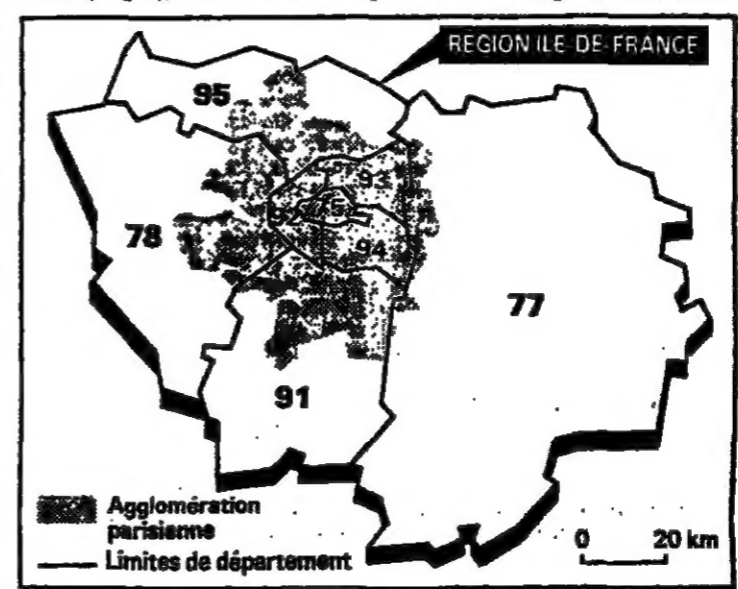
L'origine du mal

C'est ainsi que se crée, selon Nicolas Politis, une spirale de la richesse ou de la pauvreté : « Les villes de l'Ouest s'enrichissent de plus en plus, puisqu'elles peuvent offrir aux grosses sociétés des équipements de plus en plus sophistiqués. Celles de l'Est doivent se contenter des populations les plus défavorisées, qui sont obligées de passer des heures dans les transports en commun pour aller travailler vers l'Ouest. Aussi il est absurde de raisonner en opposant le Paris des vingt arrondissements à celui de la banlieue. La véritable ligne de clivage Est-Ouest traverse toute l'agglomération parisienne et passe à travers la capitale. La politique des transports en commun continue hélas de favoriser cet état de fait ».



On a beau détruire symboliquement quelques « barres » particulièrement décriées, comme celles des « 4 000 » à La Courneuve, les problèmes demeurent. Carte ci-dessous : l'agglomération parisienne (en gris), au centre des huit départements de la région Ile-de-France.

Mais l'égoïsme sacré des municipalités et l'obsession centralisatrice de quelques technocrates seraient-ils les seuls responsables de l'enkystement de la région ? Pour Jacques Gonzales, conseiller municipal communiste de Drancy et vice-président du conseil général du département de Seine-Saint-Denis, le découpage actuel de la région parisienne n'est pas un obstacle à son développement : « Deux cents ans après la Révolution française qui a vu la naissance des libertés communales et départementales, il ne faut pas revenir sur ces acquis. Si l'on a pu dire à juste titre que la création des départements de la petite couronne, en 1964, a été conçue pour casser les banlieues rouges, en vingt ans d'existence l'identité de ces nouveaux départements est devenue un fait ».



routes, grands ensembles et zones industrielles. C'est la politique du « sac de sable » — chacun derrière son créneau — également dénoncée par Nicolas Politis. « Il y a 187 potentiels pour huit millions d'habitants », s'exclame de son côté Gérard Thurnauer. D'ailleurs, le fait est révélateur, personne ne s'entend sur le nombre des communes qui composent l'agglomération parisienne proprement dite : 370 ? 180 ? 120 ? Les chiffres varient avec les interlocuteurs. Les administrations et leurs compétences se chevauchent. Il est quasi impossible de savoir, par exemple, quelles sommes globales sont affectées aux transports dans la région parisienne.

Le schéma directeur, vieux de vingt-cinq ans, est devenu inopérant. Les opérations fragmentaires ne débouchent plus sur aucun grand projet d'envergure. Yves Dauge, responsable de la toute nouvelle Mission interministérielle à la ville et au développement social urbain, reconnaît qu'une planification minimale fait défaut. « Il faut échapper au règne du chacun chez soi ».

Le 21^e arrondissement

Pour venir à bout de ce puzzle politico-administratif, il faudra vaincre à la fois l'esprit de clocher et la crainte de « l'impérialisme parisien ». « Nos communes sont des espaces à taille humaine, plaide Patrick Balkany. Dans la périphérie, nous nous sommes battus pendant vingt ans pour avoir une identité. Ce n'est pas maintenant, alors que nous sommes sur le point de l'obtenir, que nous allons nous dissoudre dans le néant d'un Grand Paris diffus ».

Diffus ? Pour Roland Castro, apôtre du Grand Paris pur et dur, le terme est mal choisi : « La France n'est pas un lotissement de communes. On a trop laissé pourrir les choses. Au nom des petits pouvoirs, va-t-on refuser les grandes ambitions ? Il est temps de rétablir la synthèse du jacobinisme et du girondisme. » Il dessine un Grand Paris étendu jusqu'à la ligne des forts. Sur ce territoire, chaque commune, y compris les arrondissements de Paris, élit son maire. Réunis en assemblée, ils désignent un supermagistrat doté de super-pouvoirs, notamment en matière d'urbanisme.

Avec ses propositions maximalistes, Roland Castro manie de la dynamite. Pour Michel Sapin, le problème du Grand Paris se résume en une question posée à ses habitants : « Voulez-vous être administrés par Jacques Chirac ? » Marcel Debarge renchérit : « Même si je n'étais pas socialiste, je refuserais de devenir le vassal de Paris. C'est un poids trop lourd pour nous, et il faut avoir la fierté de sa commune ».

Clivage droite/gauche ? Ce n'est pas si simple. Patrick Balkany, baron RPR de Levallois, refuse catégoriquement d'être avalé par le roi RPR de Paris : « Levallois, 21^e arrondissement ? Jamais, même pas en rêve ». Et, pour être sûr d'être bien compris, il énumère les différences fondamentales qui, à ses yeux, séparent la capitale d'une ville comme la sienne : « Ici, rien n'est anonyme. Paris est soumis à son énorme administration, elle met dix ans à prendre une décision, alors que nous, en un mois, nous avons décidé la démolition des anciens terrains Citroën. Ici, je peux visiter chaque permis de construire. A Paris, ce ne sont même pas les adjoints qui reçoivent la délégation du maire, mais les directeurs de l'administration municipale. Ici, je peux recevoir cinquante personnes par semaine sans rendez-vous préalable ».

Cette peur panique du colosse parisien n'exclut pas toutefois le souhait d'une certaine concertation, puisque, aussi bien, comme le dit Jean Vons, « le tout-à-l'égout n'est ni de droite ni de gauche ». Mais cette concertation doit-elle se limiter à des problèmes de voirie ou débouchera-t-elle sur la création d'un Grand Paris ? « Ce n'est pas réaliste », constate Michel Giraud, qui fut pendant onze ans et jusqu'en juin dernier président de la région Ile-de-France, tous les maires y sont hostiles ».

Alors, quel cadre faut-il lui donner ? Tout le monde semble d'accord pour s'appuyer sur des structures déjà existantes. On ne revient pas sur la décentralisation. Jean-Pierre Fourcade, maire de Saint-Cloud et sénateur UDF des Hauts-de-Seine, penche, comme Michel Giraud, pour la coopération intercommunale (pérenne sur les taxes, grands aménagements) pourrait se déployer. Michel Sapin prend la

et de ses banlieues

Grand Paris

Le thème du Grand Paris n'est pas nouveau. Il a été évoqué à maintes reprises, mais sans jamais aboutir. Pourquoi ? Parce que, derrière ce terme, se cachent des intérêts très différents. Les uns veulent un Grand Paris étendu, d'autres un Grand Paris renforcé, d'autres encore un Grand Paris décentralisé. Mais tous s'accordent à dire que le Grand Paris est une nécessité. C'est pourquoi, aujourd'hui, on se penche de nouveau sur ce problème. On veut savoir ce que l'on peut faire, ce que l'on doit faire, pour que le Grand Paris existe enfin.

Le débat sur le Grand Paris est un débat complexe. Il touche à des questions de territoire, de population, de transports, de logement, de services publics. Il est un débat qui concerne tous les habitants de la région parisienne. C'est pourquoi, il est important de l'aborder avec sérieux et de chercher à trouver des solutions concrètes. Le Grand Paris n'est pas un projet utopique, c'est un projet réaliste. Il faut le construire, pierre par pierre.

Le débat sur le Grand Paris est un débat qui se poursuit. Il est un débat qui doit continuer. Car le Grand Paris est une nécessité. C'est pourquoi, nous devons continuer à travailler ensemble pour le réaliser. Le Grand Paris n'est pas un projet, c'est une réalité. Il faut le construire, pierre par pierre.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-87-27

Tél. MONDAPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ABONNEMENTS BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-87-27

Tél. MONDAPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ABONNEMENTS BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-87-27

Tél. MONDAPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ABONNEMENTS BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

BULLETIN D'ABONNEMENT

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-87-27

Tél. MONDAPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ABONNEMENTS BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Enquête

et de ses banlieues

Grand Paris

municipalité comme point de départ. Il incline vers la création de mécanismes de « solidarité intercommunale » pour mieux répartir les ressources. Yves Dauge attend, pour sa part, que l'Etat reprenne l'initiative. Sans rien renier de la régionalisation toute neuve, il peut renforcer son intervention légitime sur les grands organismes qu'il contrôle : SNCF, RATP, Education nationale, Port autonome de Paris. Il doit suggérer aussi la création de syndicats intercommunaux pour harmoniser les POS et établir des systèmes de péréquation. A l'exemple de ce qui s'est passé dans les villes nouvelles, il peut favoriser la naissance de syndicats d'agglomération.

Jacques Gonzalès est sceptique sur ce rôle de l'Etat, qui, plus qu'un moteur, lui apparaît souvent comme un frein. Le vice-président du conseil général de Seine-Saint-Denis cite l'exemple du projet de tramway qui reliait Saint-Denis et Bobigny. Tout est prêt, dit-il, il ne manque que le feu vert de la RATP, c'est-à-dire de l'Etat. Même chose pour la portion de l'A-86 qui doit traverser La Courneuve, Drancy et Bobigny, où seul fait défaut l'accord de l'Etat.

Commercer le périphérique

« Le problème à résoudre, poursuit-il, n'est donc pas celui du Grand Paris, mais celui du désenclavement de l'Etat. Le département est un cadre parfaitement viable qui coexiste fort bien avec celui de la commune. Il n'y a pas de hiérarchie entre eux. Chacun a des compétences propres. Sans doute doit-on préciser ou compléter certaines attributions, dans le domaine social par exemple. Mais il faut de toute manière se rendre compte que l'ensemble des départements de la petite couronne est hostile à l'idée d'un Grand Paris hégémonique et tentaculaire. Ce n'est pas la création de structures supra-communales qui répondra aux exigences de la population en matière d'emploi, de logement, de niveau de vie ou de transports. Ce n'est pas l'existence d'un Grand Paris qui empêchera le désenclavement industriel de cette région. Bien au contraire puisque ce projet répond à l'objectif européen de 1992 — celui du grand capital : faire de cette ville une place forte financière, une cité de bureaux. Le but du Grand Paris, c'est de déplacer la population parisienne dans les champs de betteraves, à 100 kilomètres du centre. »

Comme Jacques Gonzalès, Marcel Debarge et Jack Ralite pensent qu'il ne peut exister au sein de la région parisienne que des contrats de coopération libres, multilatéraux. Avec des communes de même importance, mais aussi avec Paris, le Grand Satan, tapi derrière son bruyant périphérique. « Il faut des compromis qui respectent la spécificité de

chacun, insiste Jack Ralite. Paris est riche de sa banlieue. »

Le Grand Satan, muselé dans ses limites, n'est pas, lui non plus, à l'aise. Si la « périphérie » l'intéresse, il sait qu'au moindre mouvement de sourcil il aura contre lui toutes les questions politiques confondues, l'ensemble des communes de la grande et de la petite couronne. Pourtant, Bernard Rocher, l'adjoint au maire chargé de l'urbanisme à la mairie de Paris, est convaincu que l'on ne pourra éluder les problèmes indéfiniment. « Le jour où il y aura cinquante morts étouffés sur la ligne A du RER, qui est dangereusement engorgée aux heures de pointe, ou un carambolage dramatique sur l'A-86, il sera peut-être temps d'envisager une solution globale. » Celle-ci ne peut venir que du ciel, c'est-à-dire de l'Etat, par le biais d'une loi votée en bonne et due forme par l'Assemblée nationale.

Aussi, en attendant cette manifestation divine, Bernard Rocher commence plus prosaïquement à nouer des fils avec ses voisins immédiats. Car si Jacques Chirac avait prévu d'évoquer globalement ces problèmes lors d'une réunion du Conseil de Paris au mois de juillet, il y a renoncé. Il préfère d'abord débattre le terrain en pratiquant la politique du tête-à-tête avec les maires voisins. Jean-Jacques Salles, maire CDS des Lilas, et Jack Ralite sont les premiers interlocuteurs de l'Hôtel de Ville. L'aménagement du bassin de La Villette et celui du canal Saint-Denis ont été parmi les sujets abordés avec ce dernier. Le réajustement de l'Est parisien a bien sûr été évoqué. « Mais à quel titre ce plan de réajustement, demande Bernard Rocher, et Neuilly continue de construire des bureaux à la pelle ? »

Les carrefours de communications

Les élus qui traitent les pieds pouront-ils longtemps s'opposer aux bouleversements en cours ? Beaucoup d'architectes estiment que le Grand Paris est déjà inscrit dans la croissance de la capitale. « Si le tissu urbain parisien est le reflet du désordre de la société, constate l'urbaniste Gérard Grandval, son traitement architectural est aussi une thérapie. » Une thérapie qui doit avoir un point de départ : les carrefours de communications. « Ce sont des points sensibles que l'architecture doit exalter. Les grands bâtiments publics ne doivent pas être anonymes. Car ils génèrent des alentours positifs. Il ne faut donc pas avoir peur de recourir au monumental. Diderot disait que les grands édifices se reconnaissent à la qualité de leurs entrées. Les espaces collectifs aussi. Pour rétablir une jonction entre Paris et sa banlieue, la première chose à faire est de donner le périphérique, recoudre les axes interrompus par la voie rapide et éle-

ver sur la tranchée recouverte des monuments majestueux. » Gérard Grandval travaille d'ailleurs à des projets de ce type du côté de Vincennes.

Mais si la couverture partielle du boulevard périphérique fait l'unanimité, l'idée des portes monumentales est d'autant plus contestée que l'architecte Olivier Clément Cacoub avait imaginé porte Maillot une entrée triomphale particulièrement réulsive. La mairie de Paris lui a demandé de revoir sa copie et vient de le flanquer d'un urbaniste. Un couple qui risque d'engendrer un produit singulièrement bâtarde... Jean-Paul Vigier, l'architecte du centre de recherche du Gaz de France à Saint-Denis, considère que le périphérique doit être un simple boulevard rapide : « Une ville n'existe qu'en fonction de son centre historique. Les grands événements architecturaux doivent prendre naissance dans Paris pour agir sur la périphérie. Ainsi le désenclavement du 13^e arrondissement devrait-il avoir un renouveau direct sur l'Yvry. Mais il faut aussi travailler au-delà de la ligne des forts, dans la grande couronne, encore peu dense et plus malléable. »

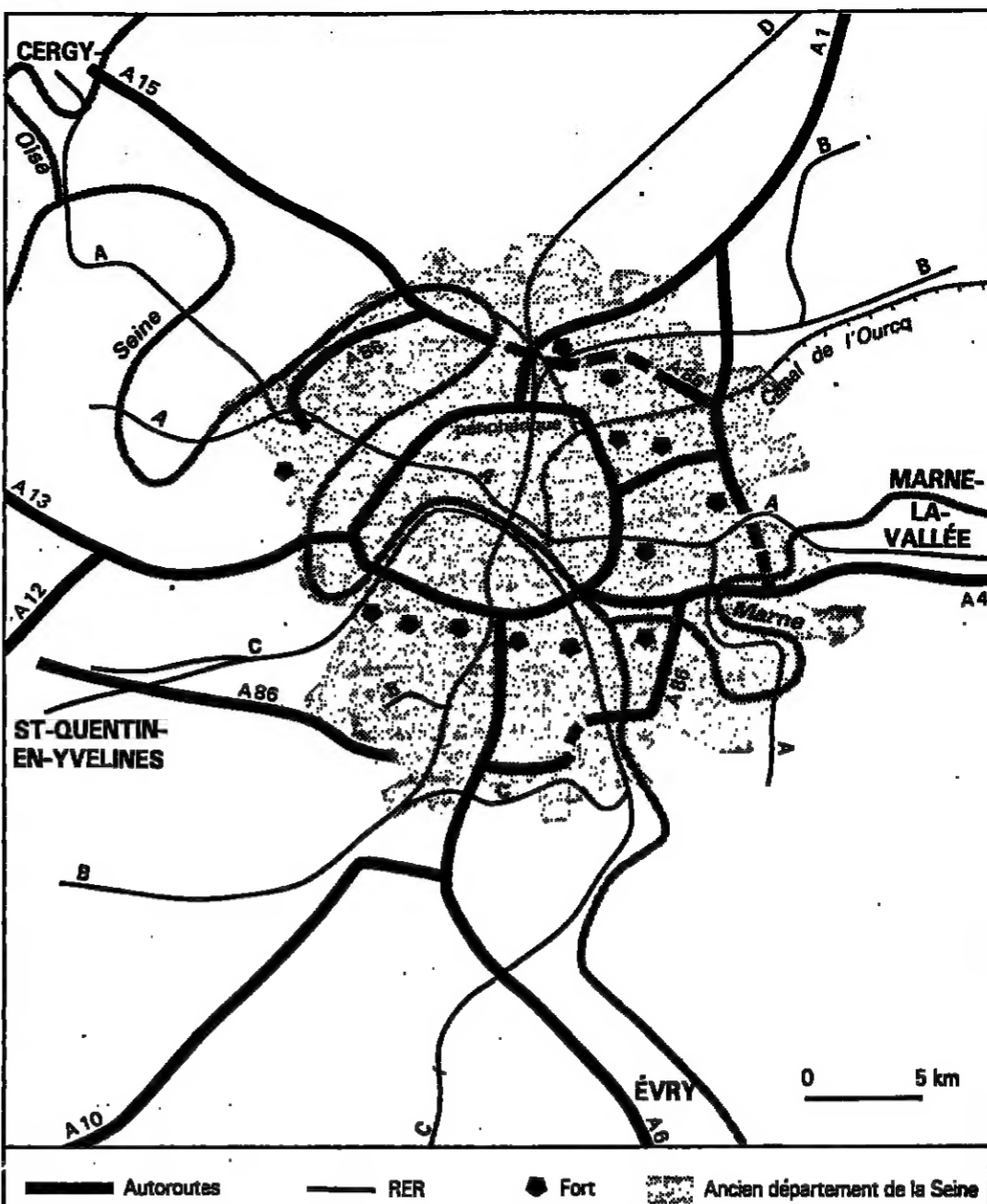
La ligne des forts

La ligne des forts, c'est le « sésame » de Roland Castro, sa « ligne bleue » des Vosges. Ces bastions balisent la frontière du Grand Paris puisqu'ils en sont les ultimes défenses militaires et que Paris s'est toujours développé comme un oignon en se déplaçant régulièrement d'une enveloppe de fortifications trop exigüe. Ces forts devraient tous être reliés entre eux par des tramways et les métros prolongés jusqu'à leurs courtoises. Autres voies de communication à utiliser : la Seine et ses canaux. Sur le périphérique — recouvert — viendront se poser les nouvelles gares de Paris. Les friches industrielles devraient se reconstruire en espaces structurés, jardins, places et avenues.

Le groupe 75021 critique implicitement le plan Castro. Paris, soutient-il, doit abandonner son développement métro-railoconcentrique. L'A86 ne doit pas devenir, comme aujourd'hui le périphérique, une barrière infranchissable. « Il a fallu trente ans pour faire la Défense sur l'axe historique de Paris, il faut préparer maintenant de nouveaux sites pour des opérations de cette ampleur. » Deux lieux sont envisagés, l'un entre Saint-Denis et la gare du Nord, l'autre à cheval sur la Seine, entre Bercy, Tolbiac, Ivry et Charenton. Il prévoit surtout un axe majeur, grande tangente à l'est de Paris, qui reliera les aéroports de Roissy et d'Orly, les deux portes réelles du Paris du XXI^e siècle.

Paris doit donc faire une volte-face vers l'est. Regarder l'Europe, qui sera demain l'Europe des villes. Et de ce point de vue, Paris a une chance : « Il n'y a que trois métropoles de plus de huit millions d'habitants sur notre continent, observe Michel Cantal-Dupart : Paris, Londres, et Moscou. » Or Londres, notre rival direct, déploie des efforts considérables pour consolider son hégémonie, en réaménageant par exemple ses anciens docks à plus de 2 250 hectares ! « L'Europe met en place son espace économique, remarque Paul Chemetov, l'architecte du nouveau ministère des finances. Sa structure, c'est un réseau de villes. Les cités de notre continent seront-elles des comorbidités moelles à l'image de Los Angeles ? Ce serait dommage. Nous avons la chance de pouvoir vivre dans un système dense qui permet le maximum de rencontres et d'échanges. Gardons-le. »

« L'investissement sur les villes sera la grande affaire de nos prochaines années, continue Paul Chemetov. C'est même l'une des conditions de la survie de la société française. Nous sommes hélas, sur ce plan, légèrement sous-développés. Au lieu d'un modeste comité interministériel des villes, il aurait fallu créer un véritable ministère, quitte à transformer l'Équipement et le Logement, ces bras séculiers, en secrétariats d'Etat. Sa première tâche aurait été de régler le sort de la région parisienne. On voit apparaître actuellement une floraison de plans qui vont constituer plus ou moins reconstituer



Les points noirs représentent les forts, vestiges de la ligne de fortifications construite par Thiers et dont ils étaient les bastions avancés. Cette ligne est considérée par Roland Castro comme la limite naturelle du Grand Paris.

l'ancien département de la Seine. C'est-à-dire étendre Paris en gros jusqu'à l'A86. C'est peut-être une erreur de ne pas l'avoir fait dans les années 60. Aujourd'hui, ce n'est plus une question administrative ou d'urbanisme, mais un problème politique majeur. Et l'on ne peut pas traiter la politique avec la même innocence que Le Corbusier. On ne peut pas ignorer que la base de la politique, c'est le territoire. Il n'y a pas de politique sans découpe. Pour que le Grand Paris se fasse, il faut d'abord définir sur quelle base d'échanges, sur quelles alliances, reposeront les nouveaux pouvoirs. Enfin pour que ces nouveaux pouvoirs se mettent en branle, il faudra de l'huile, beaucoup d'huile : un arrosage financier considérable qui ne pourra venir que de l'Etat.

« Mais il ne faut surtout pas rêver. Sans ambition politique, ces projets relèvent de l'utopie et, dans ce cas, le Grand Paris ne se fera jamais. »

EMMANUEL DE ROUX et CHARLES VIAL

CORRESPONDANCE

A propos de pauvreté

M. Frédéric Doray nous a adressé la lettre suivante :

Le Monde du 14 juillet a publié une photographie me montrant en train de cirer des chaussures à proximité de la Bourse. Je suis très choqué de l'utilisation de cette photo, réalisée par l'AFP. Je retiens une phrase de votre article : « Les pauvres, en fait, se cachent. » J'exerce actuellement un métier en régression dans les statistiques officielles, celui de cireur de chaussures, ni plus ni moins lucratif que celui d'ouvrier ou d'artisan.

Je demande sans cesse à la mairie de Paris le droit de pouvoir travailler librement contre le paiement des charges légales à la chambre des métiers. Sa publication dans un tel contexte compromet gravement cette démarche. En effet, cette photo sert de support à un article sur la pauvreté, et tend à illustrer une situation dans laquelle je ne me reconnais pas. Elle me range sans rémission parmi ces « pauvres qui se cachent » dont parle Guy Herzig. Parmi les « héros de la pauvreté », la première reste le droit au travail et, sur ce point, il n'y a pas de « métier ».

Avez-vous envie de partager votre whisky, vos habitudes, votre studio de célibataire ?



Oui ? Alors, saisissez votre chance. Partez à la découverte de l'Autre avec la certitude d'un choix illimité de partenaires dont le caractère, l'affectivité et même la sexualité seront complémentaires des vôtres.

Oui ! Téléphonnez ou écrivez...

Ion International

Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement, sous pli neutre et cacheté, votre livre d'information en couleurs

M., Mme, Mlle _____
Prénom _____ Age _____
Adresse _____

■ PARIS (75009) 94, rue Saint-Lazare TEL. (1) 45.26.70.85
■ TOULOUSE (31300) 16, rue Nungesser-et-Coli TEL. 61.59.48.58
■ BRUXELLES (1000) rue du Marché-aux-Herbes 105 BP2 TEL. 511.74.30
■ GENEVE (1206) 4, route de Florissant TEL. (022) 46.84.68

M 36

Le débat dans le Monde

SUR ce thème du Grand Paris et de la nécessaire réorganisation du territoire urbain de l'agglomération parisienne, le Monde a donné, au cours des dernières semaines, la parole aux principaux responsables politiques.

Roland Castro lance le débat dans le Monde du 29 mars. « Le bon territoire pour l'aménagement de la capitale et de sa banlieue, explique-t-il, c'est le département de la Seine un peu élargi. C'est là que peuvent s'établir des solidarités, se dégrader une zone de chaleur... »

Réactions rapides et vives de Yannick Bodin, président du groupe socialiste au conseil régional d'Ile-de-France. Il est « absolument indispensable », nous dit-il, de rechercher une meilleure forme de coopération entre les communes de la banlieue parisienne, et pour cela il serait judicieux de demander au législateur d'étendre les pouvoirs des conseils régionaux. Georges Valbon, président communiste du conseil général de Seine-Saint-Denis, est plus catégorique : « Ce projet de Grand Paris condamne l'autonomie communale et départementale, cet accord de dix siècles de lutte, au profit d'un chef tout-puissant [visiblement M. Chirac] et de

sujets sans voir » (le Monde du 28 avril).

Olivier Philip, préfet de la région Ile-de-France et du département de Paris, reconnaît lui aussi, dans le Monde du 14 juin, la nécessité de coordonner l'action des communes de la banlieue, mais, ajoute-t-il aussitôt, « il ne saurait être question de recoder le département de la Seine. » « La communauté urbaine est une bonne solution technique, explique-t-il encore, mais faut-il envisager un niveau supplémentaire d'administration ? » La décision, quoi qu'il en soit, « ne pourra être prise que par le pouvoir politique » et « doit faire l'objet d'une large concertation ».

Quant à Michel Giraud, député du Val-de-Marne, ancien président RPR du conseil régional d'Ile-de-France, il défend une solution qu'il a d'ailleurs inscrite dans une proposition de loi. « Il ne faut, dit-il, à aucun prix compliquer davantage le code d'urbanisme, qui est devenu d'une complexité excessive. Il s'agit simplement d'achever l'édifice de la décentralisation en transférant aux régions certains outils juridiques qui sont encore de la compétence de l'Etat, dans le respect des libertés communales en matière d'urbanisme. »

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

AVIGNON 88

Bulle Ogier



« Le Géomètre et le Messager », d'après Kafka

Bonjour les enfants !

« Sans ancêtres, sans mariage, sans descendants. Avec un violent désir d'ancêtres, de mariage, de descendants », Kafka écrit le Château chef d'œuvre dont s'est inspirée Isabelle Pousseur.

DES enfants ! Sur la scène, enfin des enfants ! Toute une bande, dans les dix-douze ans. En sarras, en péloriens. Ils ne font pas les anges savants : ils sont là, de vraies images, assis devant leur pupitre, ou debout au milieu de la classe. Ils se taisent. Deux ou trois fois ils chantent. Franchement, un vrai bonheur. C'est le Géomètre et le Messager, spectacle d'Isabelle Pousseur, d'après Kafka.

Franz Kafka a appelé « K. » le protagoniste de son roman le Château. K. est un homme encore jeune. Il est étranger. Il dit n'avoir pas revu sa patrie depuis plusieurs années déjà. Il est marié, il a un enfant. Mais ici, dans ce village où il est venu chercher du travail, il est un homme seul. Bientôt il se retrouvera dans le cœur de l'école. D'où la présence de ces enfants.

Kafka s'est mis à écrire le Château en février 1922, après s'être séparé de la femme que, peut-être, il a le plus aimée, Milena Jesenska. La rupture, une fois de plus, impliquait que Kafka ne se marierait pas, ne serait pas le père d'un enfant, comme l'est le K. du Château, malgré sa solitude. L'ami de Kafka, Max Brod, a dit qu'écrire le Château avait été la réaction de Kafka à ce nouvel échec.

Ce livre n'est certes pas l'histoire d'un amour : nous pourrions croire plutôt que Kafka a pensé à la coercition de l'Etat, ou bien — c'était chez

lui une obsession — à la question juive. Kafka n'agit pas d'habitude, pour des motifs apparents, mais, dit-il, « pour d'autres raisons qui touchent de très près à mon existence ».

Un livre n'a-t-il pas plus d'un affût ? En 1914, cinq ans avant de rencontrer Milena Jesenska, Kafka avait écrit l'un de ses plus beaux récits : Tentation au village, qui est tenu pour une première ébauche du Château. S'ébattait dans ces pages les enfants qui réapparaîtront dans l'école de village du Château. Ils jouent et rient, non pas sous un préau, mais dans les greniers d'une ferme. « Plusieurs enfants venaient du jardin entrèrent en courant, l'un d'eux tomba tout de son long et se mit à pleurer, les autres s'arrêtèrent au milieu de leur course et restèrent dispersés dans la chambre, le vieux dit : Allez dormir, les enfants ».

Le théâtre répétitif

Dans les récits de Kafka, les enfants sont comme des coups de vent qui apportent une trêve, une respiration. Les adultes y paraissent toujours tendus, engagés dans un combat. Ils n'ont pas un désir de persécution, exactement, mais un désir d'antagonisme. Les autorités municipales du Château, dans un premier temps, annoncent par erreur à K. qu'il est engagé comme arpenteur. Réaction de K. : « Cela montrait qu'au Château on avait pesté les forces en présence et qu'on acceptait le combat ». Quelques jours plus tard, alors que K. a commencé de croire qu'il n'obtiendra pas de travail dans ce village, jamais, il apprend qu'en fin de compte la place de concierge de l'école lui est proposée. Réaction de K. : « Le maire estime que je suis capable d'accomplir, pour me défendre, certaines choses que la commune doit contraindre au besoin à mettre en place ».

Ces arrière-pensées, cette altération des faits par l'idée fixe d'un combat, manquent peut-être au spectacle le Géomètre et le Messager. Isabelle Pousseur est tombée à pieds joints dans deux poncifs du théâtre de ces années. D'une part, elle fait interpréter par des comédiens différents, qui se succèdent, un seul et même personnage. Cette pratique a pour origine les exercices d'élèves, en cours dramatique, et aussi, d'une façon bien plus cérébrale, certains écrits de psychanalyse. D'autre part, le texte de la pièce est constitué par huit ou dix phrases, pas plus, lesquelles sont redites et redites, durant toute la soirée. C'est le théâtre répétitif. Enormes dépenses de décors mobiles, d'éclairages, de costumes. Un spectacle très lourd, dans tous les sens du mot. Kafka dirait qu'Isabelle Pousseur, pour se défendre d'on ne sait quel soupçon, a contre-attaqué en force. La lumière et la bouffée d'air frais de la soirée, ce sont ces enfants sur la scène : leurs visages sont attachants, ils ont une liberté, une aisance, ils sont moins bruyants que dans le livre de Kafka, moins remuants. Pourquoi pas ? Ils irradiant un mystère. N'oublions pas que quelques-unes des pages les plus attachantes de Kafka sont celles où il apparaît lui-même, soi-disant, sous les traits d'un petit garçon. Citons celle-ci, prise au hasard : « Il est là, la poitrine rentrée, les épaules en avant, avec des bras qui pendent et des jambes qu'il peut à peine soulever. C'est un chauffeur. Il prend une pelletée de charbon et la jette dans le four plein de flammes. Un enfant s'est glissé furtivement à travers les vingt cours de l'usine et le tire par son tablier de cuir : Père, lui dit-il, je t'apporte le repas ».

MICHEL COURNOT.

• Clôture des Carnes. 22 heures. Jusqu'au 1^{er} août.

UNE reine amoureuse victime de la folie jalouse de son époux. Une mère arrachée à son enfant. Dans l'immensité de la cour d'honneur, Bulle Ogier en longue robe de soie blanche vient de jouer pour la dernière fois le Conte d'hiver, mise en scène de Luc Bondy. En courte jupe virevoltante, ses cheveux blonds cachés sous un feutre noir, Bulle Ogier promène la douceur vulnérable de son visage encore rond, le bleu de ses yeux las.

Elle n'a jamais l'air d'être tout à fait là où elle est, et sur scène, elle incarne des personnages qui viennent d'un autre monde, ou qui en rêvent. Qui regardent à travers une vitre, et qui brusquement, brutalement, sont présents. Bulle Ogier raconte qu'elle a fait du théâtre par hasard, parce qu'elle y voyait un moyen de voyager, de rencontrer des gens. « Enfant, je voulais devenir hôtesse de l'air. J'imaginais un métier très glamour ».

J'ai suivi des cours dans une école de journalisme, mais je m'ennuyais. Pour moi, être actrice, ça n'existait pas. C'était Brigitte Bardot, voilà tout. Je suis allée dans un lycée à côté de sa maison, on la regardait promener son chien... Et puis j'ai rencontré Marc O. Comme j'étais maladivement timide, il m'a demandé de participer aux cours qu'il dirigeait, au Centre américain du boulevard Raspail. C'était l'époque des improvisations proches du psychodrame. Nous formions un groupe, nous ne nous quitions pas. J'en avais besoin. Mes parents sont divorcés, j'ai vécu avec ma mère. Mon frère et ma sœur étaient ailleurs. J'ai besoin d'une famille.

Je ne sais pas ce que j'attendais du métier d'actrice. Je l'ai fait, ça s'est fait. Il m'a permis de connaître des gens qui n'appartiennent pas forcément au spectacle. Des peintres, des écrivains, des musiciens, des éditeurs... Je ne cherche pas les

rôles, j'attends les gens. Glauber Rocha, Marguerite Duras, Portal, Fassbinder, Schroeter, Daniel Schmid, Rivette...

Dernièrement, j'ai beaucoup travaillé au théâtre. J'aimerais revenir au cinéma. Retrouver cette nécessité de donner toute une histoire dans un plan d'une minute. J'ai joué des personnages complexes, ambigus, dans ce qu'on appelle les films d'auteurs. Leur public s'est amené, les temps ont changé. Il faudra bien que moi aussi je change. Je ne sais pas comment. J'ai des idées... Par exemple, quand j'étais aux Etats-Unis, j'étais fasciné par les feuilletons soap. J'avais envie d'en écrire. Mais c'était il y a quinze ans, et depuis tout le monde en a fait, c'est trop tard.

Je ne suis pas une femme d'entreprise. Il le faudrait pourtant. Je suis arrivée à cet âge où les actrices doivent prendre leur carrière en main, parce qu'elles ne sont plus assez jeunes et pas encore assez vieilles. Il n'y a pas de rôles pour nous. J'appartiens à la génération des « nouveaux vieux » comme on a dit les nouveaux philosophes. Une génération qui est allée jusqu'au bout de beaucoup d'expériences. Ceux qui ne sont pas morts boivent de l'eau, mangent des graines, courent le matin. Ils se privent pour survivre.

Pendant des années, je me suis réservé de longues plages personnelles entre deux films, deux spectacles. Je n'ai pas des goûts luxueux, donc je suis suffisamment bien payée pour le faire. Mais depuis la mort de ma fille je dois enchaîner sans répit. Sinon, je ne sors pas de chez moi. Je ne sais pas ce que j'attends à présent de mon métier... De travailler.

COLETTE GODARD.

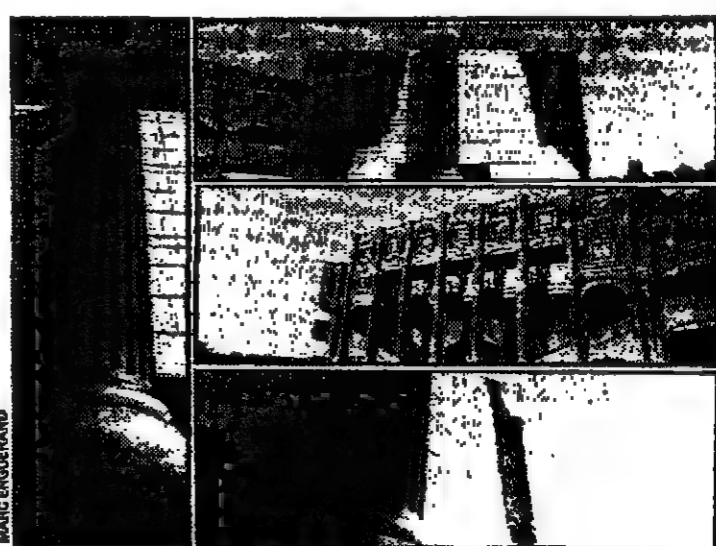
Les Rencontres internationales de Miramas

Mirage et réalité

Un théâtre post-moderne dans une ville nouvelle; des Rencontres internationales de Miramas, c'est le double pari de Miramas.

ON se frotte les yeux : le palais des mirages surgit d'un terrain vague où des végétations sèches rappellent l'état sauvage. Des briques rouges forment des arcades muettes et, au milieu du bâtiment, une colonne tronquée, d'un bleu intense, s'élève en façade sur un dégradi de céramique blanche. Derrière son toit, une entrée dessine une ombre. Car la merveille est pénétrente. Elle porte en ses flancs un théâtre où un même jeu de citations combine dans la briquette, le bois de pin des charpentiers, le velours des fauteuils, et par la grâce des colonnes, d'arabesques, de galeries, des allusions au Globe élisabéthain et au Colisée de Rome. La jonglerie entre mémoire, architecture moderne et technique très évoluée est à son comble quand le rideau de fond, qui est de verre, s'élève pour ouvrir l'espace intérieur sur son double, un théâtre de plein-air à l'ambigüité dont les gradins sont couronnés de colonnes doriques supportant un appareillage métallique pour projecteurs...

On est à Miramas, à quelques lieues de la vieille cité dominée par le château de Berre qui, à cette distance, bordé d'oliviers et de pins, paraît plus hellénique que pétrolier. Inauguré en septembre 1986, l'incroyable mais vrai Théâtre de la Colonne a été voulu par la municipalité, dirigée par Georges Thorrard. Il est dû à un architecte, Jean-Jacques Morisseau, à qui on avait demandé de marquer d'un signe monumental le cœur d'une zone à urbaniser. Le théâtre et le lycée, de même style, qui lui est accolé, doivent donc



Le Théâtre de la Colonne à Miramas

déterminer la « mise en scène » de la ville nouvelle, encore en projet.

On s'interroge, pourtant. Une population de vingt-deux mille âmes peut-elle alimenter régulièrement en spectateurs une salle intérieure et un théâtre en gradins, respectivement de huit cents et six cents places ? Fier, à juste titre, de son instrument, le directeur technique estime qu'en jouant sur le dispositif mobile de la salle et en présentant des manifestations allant du théâtre classique à l'opéra, au concert de rock et aux variétés, on peut satisfaire une clientèle suffisamment large.

Pour l'été, on compte sur le « Miramas estival » composé de trois volets : les Soirées de Miramas, un festival coproduit par Radio-France et Montpellier, et enfin les Rencontres internationales de théâtre. Corine Zaibentand et Michel Benedetti dirigent celles-ci avec l'ambition déclarée de les substituer au Festival mondial de Nancy et au

Théâtre des Nations. Avec un budget de 800 000 F cette année, ils se contentent d'accueillir six spectacles représentant la Suède, l'Italie, le Congo, la France, la Belgique et l'URSS.

C'est le vieux Otomar Krejca qui a réglé le premier d'entre eux pour la compagnie suédoise de Västana. Le spectacle a eu lieu sur un espace défini par des toiles peintes. Mais apprécier Molière en suédois n'est pas facile, même pour un public averti — d'ailleurs peu nombreux.

La plupart des autres représentations étaient heureusement données en français. Le clou cependant était Vite-à-vis, en russe, par Anatoly Vasiliév. Le spectacle n'était pas à sa place dans cet espace trop grand. On peut se demander si les animateurs des Rencontres n'ont pas mis la barre trop haut, et s'ils peuvent, seuls, conduire une telle aventure. Peut-être devraient-ils prévoir une collaboration avec le Festival d'Avignon.

JEAN-JACQUES LERRANT.

V.O. : 14 JUILLET ODÉON - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - PATHÉ MARIGNAN - PUBLICIS ÉLYSÉES - GAUMONT HALLES - GAUMONT PARNASSE
V.F. : PATHÉ IMPÉRIAL - GAUMONT CONVENTION - GAUMONT ALÉSIA - MIRAMAR - PATHÉ CLICHY - NATION - FAUVETTE - ST-LAZARE PASQUIER - U.G.C. MAILLOT
Banlieue V.F. : VERSAILLES - PATHÉ BELLE-ÉPINE - C2L ST-GERMAIN - FRANÇAIS ENGHEN - 4 TEMPS DÉFENSE - PATHÉ CHAMPIGNY - BOULOGNE GAUMONT OUEST - ARIEL RUEIL
GAUMONT ÉVRY - 3 VINCENNES - ARTEL CRÉTEL - ARTEL NOGENT - VÉLIZY CHARTRES

MARIN KARMIZ PRÉSENTE



LE TEMPS DU DESTIN

A TIME OF DESTINY

UN FILM DE GREGORY NAVA
MUSIQUE ENnio MORRICONE

www

MUSIQUES

Festival made USA

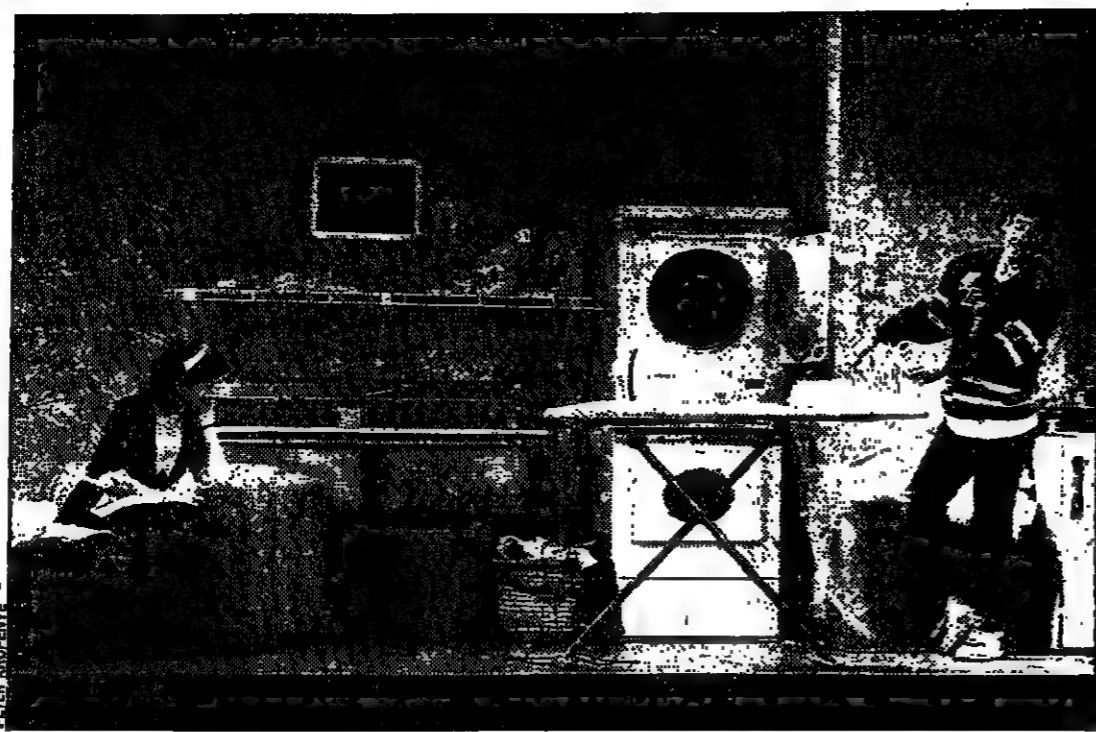
L'opéra qui fait «pschitt»

Opéra bouffe – et opéra bouffe-tout ! – telle était, dimanche 24 juillet, l'affiche du Pepsico Summerfare Festival, sur le campus de l'université de l'Etat de New-York, à Purchase. A une heure environ de Manhattan, Peter Sellers, l'enfant terrible de l'art lyrique américain, présentait sa relecture des «Noces de Figaro», John Cage offrait son opéra-collage, «Européras 1+2».

Pour *Européras 1+2*, interprété par l'Opéra de Francofort, John Cage s'est livré à un joyeux pillage dans le grenier à opéras européens tombés dans le domaine public : *Carmen*, *la Norma*, *la Walkyrie*, *la Flûte enchantée*, *Parsifal*, *la Gioconda*, *le Barbier de Séville*, etc.

Collage happening : on lance les pièces en l'air, on voit comment elles retombent. Elles retombent différemment à chaque représentation. Cage a choisi au hasard des feuillets de partition dans la bibliothèque du Metropolitan : ses chanteurs obéissent dans leur tessiture l'aria qu'ils ont envie de chanter – ça peut varier d'une représentation à l'autre. Leurs costumes peuvent avoir un rapport avec ce qu'ils chantent – ou non. Pas de chef d'orchestre, mais une série de moniteurs affichant un décompte digital, tandis qu'une batterie d'ordinateurs, programmés au hasard, régit les lumières et les mouvements de certains éléments du décor : des reproductions en noir et blanc de portraits de chanteurs (ou de détails de portraits) de chanteurs, de compositeurs, ou de maquettes de décor.

Européras 1 dure une heure trente et mobilise dix chanteurs. *Européras 2*, quarante-cinq minutes, on n'y compte que neuf chanteurs. Pourquoi ? Pourquoi pas. Pour le spectateur non inconditionnellement cagien, le voyage à travers ce musée sonore imaginaire un tantinet dadaïste du Trivial poursuit, le jeu pourrât durer un heure de plus – ou de moins.



Jeanne Oumert et Susan Larson dans «Les Noces de Figaro».

Avec les *Noces de Figaro*, Peter Sellers met en scène son troisième Mozart. Les deux précédents avaient suscité l'idolâtrie et la controverse. Le processus est clair : transposer l'action dans un cadre contemporain. Son *Cost fan tutte* se passait dans un restaurant fréquenté par des vétérans du Vietnam, son *Don Juan* avait pour cadre le Harlem hispanique.

Les *Noces* se déroulent dans un duplex situé au cinquante-deuxième étage de la Trump Tower, un immeuble pour milliardaires sur la Cinquième Avenue. Le premier acte se passe dans la chambre à coucher de Suzanne et Figaro – le comte leur a royalement attribué la buanderie, avec lit pliant entre machine à laver et table à repasser. C'est le décor du troisième acte qui soulève l'admiration. Il est délicieusement et ironiquement tape-à-l'œil, avec vos somptueuses sur les toits et les buildings de Manhattan. Le quatrième acte (qu'il fait beau ce soir

sous les grands maronniers...) est curieusement replacé sur la terrasse du duplex, où même les pins miniatures ont l'air d'être en plastique.

Le jeu de la transposition est amusant à jouer : Bartholo a un téléphone cellulaire, le comte joue du revolver et les invités de la noce prouvent (grâce au chorégraphe Mark Morris) qu'on peut bouger disco sur du Mozart. Chérubin a une allure de punk joueur de hockey ; loin de poser à l'ingénu en bas de soie, il est un adolescent hirsute violemment tourmenté par sa sexualité naissante. Dès lors, la scène de l'acte II où le comte se débaille est d'un érotisme générallement absent des productions à perruques poudrées. Bien sûr, ça et là, la transposition coince (tout ce qui concerne le droit de cuissage, la hiérarchie féodale et l'envoi à l'armée de Chérubin supporte mal le voyage), mais, là-dessus, Sellers passe très vite.

En revanche, il ne passe pas sur l'exigence musicale. Sa partition est

«intégrale». Traduisez que sont maintenus les arias attribués aux personnages mineurs, souvent coupés. Un adagio instrumental prend maintenant place entre le premier et le deuxième acte. De plus, «en accord avec la coutume en vigueur au dix-huitième siècle», écrit Peter Sellers, une aria destinée à Chérubin a été rétablie là où, au troisième acte, le livret original viennais l'avait prévue. Il s'agit du *Moto di Gioia K579* écrit pour la reprise des *Noces* en 1789 (il devait remplacer celui de Suzanne, *Deh vieni*, au dernier acte).

L'opéra est interprété par la troupe qui emigre généralement le jeune metteur en scène à Boston. Une mention particulière pour Sanford Sylvan (Figaro) et James Maddalena (Almaviva) qui étaient respectivement Chon En-lai et Richard Nixon dans *Nixon et Pékin* (le Monde du 5 novembre). L'an prochain, le Pepsico Summerfare a prévu d'inscrire à son programme la trilogie Mozart-Sellers.

HENRI BEHAR.

Salzbourg

Un océan

La soixante-neuvième édition du plus prestigieux des festivals, celui de Salzbourg, s'ouvre ce 27 juillet. Le gratin des mélomanes viendra s'y abreuver comme à l'accoutumée d'opéras de Mozart («la Clémence» et «Don Giovanni» notamment, par le duo Levine-Ponnelle), d'un cycle Schubert (par Brendel), des quatuors de Beethoven par les Alban Berg. Professeur d'histoire à l'université de Washington, auteur d'une «Histoire du Festival de Salzbourg» parue à Londres, aux Etats-Unis et prochainement éditée en Allemagne, Stephen Gallup évoque le Salzbourg d'il y a cinquante ans, quatre mois après l'Anschluss.

Le 23 juillet 1938, Wilhelm Furtwängler ouvrit le Festival de Salzbourg à la tête de la Philharmonie de Vienne avec les *Maîtres chanteurs* de Wagner. Joseph Goebbels, Rudolf Hess et d'autres notables nazis étaient dans l'assistance : ce soir-là, le public ressemblait à un océan d'uniformes et de croix gammées. Depuis le 12 mars, jour de l'Anschluss, tout était changé. L'Autriche était entrée dans un processus d'intégration au Reich hitlérien et les pratiques courantes chez les nazis – autodafés de livres, persécution raciales et politiques, développement d'un Etat totalitaire – s'appliquaient désormais à cette nouvelle province allemande.

A l'évidence, le Festival de Salzbourg était un objectif de première importance dans la politique de «réorganisation» des nazis. N'était-il pas devenu depuis 1933 un point de rassemblement pour l'art allemand libre, dégagé de toute idéologie raciale ? Il était apparu comme le grand rendez-vous d'été de l'élite internationale des poètes et des politiciens, des aristocrates par le sang ou par l'argent, qui, tous à leur manière, témoignaient de leur attachement à la fois au grand art et à la préservation de l'indépendance autrichienne. Et, sous les baguettes de Bruno Walter et d'Arturo Toscanini, avec la puissance magique du *Faust* de Reinhardt, Salzbourg avait atteint des sommets de succès artistique et financier.

Depuis 1933, ce succès était une épave dans le pied des nazis. La ville avait subi de fréquents bombardements, le spectacle effrayant de gigantesques croix gammées en flamme sur les collines allemandes qui dominaient la ville, et des pluies de pamphlets menaçants lancés dans le ciel par la Luftwaffe. Hitler avait imposé une taxe de 1 000 marks pour les Allemands qui souhaitaient voyager en Autriche, décimant ainsi l'audience allemande du festival. Par ailleurs, Goebbels jouait au chat et à la souris avec la direction du festival, qui, jusque-là, avait dépendu d'artistes allemands.

Souvent, le ministre de la propagande donnait son accord tacite pour tel interprète, puis le retirait à la dernière minute. Après 1936, quand l'Autriche et l'Allemagne signèrent un traité d'ordre culturel, la situation s'améliora légèrement, mais la tension était encore élevée à la frontière de Freilassing, qui n'est qu'à quelques kilomètres du Festspielhaus. Les Allemands ne revinrent pas. Ils furent remplacés par des festivaliers toujours plus nombreux en provenance d'Angleterre, de France, d'Europe de l'Est et des Etats-Unis.

En février 1938, la direction du festival était en pleine euphorie. Les entrées étaient de beaucoup supérieures à celles de 1937, l'année des plus grands profits enregistrés en dix-sept ans de festival. Même après la fatale ren-

PHOTO

Au Centre culturel français de Tchécoslovaquie

Le hérisson de Prague

La capitale tchèque respirent du travail réalisé en trois ans par un attaché culturel français amoureux de cette ville.

Le Centre culturel français de Prague est situé à quelques pas de la place Venceslas. Il abrite derrière son austère façade 1930 une salle de cinéma de deux cent soixante places, une bibliothèque de cinquante-trois mille volumes et un local polyvalent où alternent les expositions de peintures (Combas, Laurent Joubert, Patrick Raynaud), d'architecture («Banlieues 89») et surtout de photographies. Michel Métayer, quarante et un ans, germaniste de formation, est arrivé de Bonn à Prague le 1^{er} septembre 1985. «La photographie a tous de suite été une priorité, remarque-t-il. D'abord, parce qu'elle est aisée à transporter. Encore que nombre d'œuvres actuelles soient de grande taille. Ensuite, parce qu'il y a dans ce domaine une très forte tradition tchèque, issue de Dřitel et Sudek.

«L'image est un bon moyen de se comprendre sans parler la même langue. Mais valoriser seulement la culture française ne suffit pas. Mon rôle consiste à créer des contacts, à susciter des échanges. La demande, ici, est énorme, mais les références ne sont pas les mêmes qu'en France.

En réalité, Michel Métayer s'est pris d'un amour absolu pour Prague. Son activité est intense. Il a monté jusqu'ici huit ou neuf expositions par an. Il y en aura vingt-cinq en 1988. Non content de se répandre dans la ville, son activité s'étend aussi dans le reste du pays, en Slovaquie, comme François Méchain qui expose ses

sculptures éphémères, en ailes naturelles, à 100 kilomètres de Prague, près de Hradec-Kralove.

Il présente donc les classiques (Man Ray, Blumenfeld) à côté d'artistes contemporains (Patrick Bailey Maître Grand, Faigenda et Fleischer, ces derniers pensionnaires de la villa Médicis). Sa rétrospective Cartier-Bresson («Paris à vue d'œil») remporte un triomphe (trente mille visiteurs), comme les «Chambres d'amour» et «Chambres d'or» de Faucon. Si montrer Drahos, exilé depuis vingt ans, serait une provocation, il intègre les travaux de ce photographe à l'exposition «Constructions et fictions» présentée après Venise par Régis Durand.

«Mon rôle n'est pas d'exposer les artistes tchèques. Mais il m'est arrivé de soutenir des créateurs de ce pays, boursiers en France. L'art tchèque est moins connu chez nous qu'en Hollande et en Allemagne. Je m'efforce de faire connaître aussi la peinture et le cinéma. Mon but était de faire du Centre culturel français un lieu actif, totalement intégré à la vie pragueoise.

Autour de lui, Métayer a tissé tout un réseau de connivences et d'amitiés. En sa compagnie, on peut découvrir, de nuit, sur un coin de table, dans une cave, les tirages des jeunes opérateurs locaux. Ainsi, Tono Stavo, vingt-huit ans, leader de la nouvelle génération. Un travail qui s'inscrit dans la droite fil d'une tradition : celle de George Platt Lynes, dont il a hérité le sens de la composition de groupe, et d'Irving Penn, présent il y a trois semaines dans la capitale avec Helmut Newton.

On peut aussi passer des heures, au cinquième étage d'un HLM de briques grises, dans l'appartement tamisé de Jan Saudek, pour découvrir ses dernières créations. Visiter à Konepsova, dans la proche banlieue, l'atelier mythique qui depuis vingt ans lui sert de studio. Et, en admirant les bâtisses cubistes bordant la Vltava, voir à minuit, dans les rues désertes, un hérisson, solitaire, rasant les murs du Musée d'histoire naturelle.

Michel Métayer quittera Prague le 31 août prochain. Muté en Allemagne, il prendra à Fribourg un nouveau départ.

PATRICK ROEGIERS.

CHÂTEAU DE CHENONCEAU

Tél.: (16) 47.23.90.07

WEISBUCH

Jusqu'au 30 Octobre

1938

de croix gammées

«L'opéra qui fait «pschitt»...»

«L'opéra qui fait «pschitt»...»

«L'opéra qui fait «pschitt»...»

Un océan

1938

de croix gammées

contre à Berchtesgaden entre le chancelier autrichien von Schuschnigg et Hitler, les autorités de Salzbourg envoyèrent des communiqués en Europe et aux États-Unis (d'où venait l'essentiel des réservations) pour affirmer qu'il n'y avait pas de problèmes et que le festival aurait lieu dans la paix et la tranquillité.

Toscanini, pas dupe, envoya un câble à Franz Rehr, gouverneur de la province de Salzbourg et homme-clé du festival, avec ces simples mots : « Face à situation change, doit annuler ma participation. » Malgré les efforts désespérés des directeurs pour faire revenir le maestro, Toscanini ne céda pas.

Rétablir la tradition « allemande »

Quelques semaines plus tard, les Allemands arrivaient. De mars à juillet, la hiérarchie nazie s'engagea dans un débat confus et navrant sur ce que le Salzbourg « allemand » devait être. Bien sûr, on ne verrait plus les noms de Reinhardt, Hugo von Hofmannsthal, Toscanini et Rehr. Bernhard Paumgartner, qui avait apporté au festival une contribution extraordinairement précieuse en remettant à l'honneur les œuvres « mineures » de Mozart, fut accusé d'infamie morale et politique. Seule la présence d'un vieil ami au sein du gouvernement nazi à Vienne l'empêcha de connaître pis que l'exil.

Cependant, si Goebbels et Goering entendaient détruire la tradition « juive » de Salzbourg (notion étendue bien évidemment à de nombreux ariens antinazis), par quoi la remplacer ? Goering déclara à Vienne que le Reich rétablirait la tradition « allemande » de Salzbourg, ce qui était bien sûr impossible puisque cette tradition avait été l'origine de l'œuvre d'hommes comme Reinhardt, Hofmannsthal et Walter — désormais considérés comme les corrupteurs de l'art allemand.

Un autre élément entrainait en jeu : le souci qu'avaient les nazis de leur image. Ils voulaient prouver au monde qu'ils pouvaient faire mieux que leurs prédécesseurs. Il devint rapidement clair, cependant, que, malgré le changement de quelques noms et le raccourcissement des programmes, le festival de 1938 serait à peu près l'équivalent de celui de 1937, au moins dans sa partie symphonique et lyrique.

Finalement, le grand problème était d'organiser et de financer une entreprise culturelle immense à une époque où tout l'appareil administratif et politique de l'Autriche était sous des yeux. Le festival, à présent, était dirigé depuis Berlin. Il fallait très souvent engager de nouveaux chanteurs, de nouveaux metteurs en scène, de nouveaux logisticiens. Il est même assez remarquable que le festival était donné le contexte de chaos contrôlé qui fut celui des premiers mois de l'Anschluss.

En fin de compte, le festival de 1938 ne démontra rien de la capacité des nazis à créer un festival « allemand ». Ce fut une célébration de ce qui avait été auparavant. Toscanini et Walter avaient été remplacés par Furtwängler, Hans Knappertsbusch, Vittorio Gui et l'étoile montante : Karl Böhm. Mais les opéras étaient les mêmes que par le passé et les distributions, renforcées par quelques nouveaux chanteurs de Berlin, n'étaient guère différentes de celles de 1937. Certes, le nom d'Herbert Graf manquait à l'affiche des *Maîtres chanteurs* (il avait émigré), mais le nouveau chef, Erich von Wymetal, n'avait ni le temps ni l'envie de saboter le travail de Graf. Il en fut de même pour les autres ouvrages.

Au théâtre, en revanche, il y eut de vrais changements. Impossible pour les nazis de monter *Jedermann* et *Faust*, car ces deux pièces étaient étroitement asso-

ciées à Reinhardt le homme. Pour remplacer *Faust*, on fit appel à Heinz Hilpert, de Berlin, pour diriger l'*Egmont* de Goethe, dans le même endroit. Hilpert avait été un proche collaborateur de Reinhardt, et, quand ce dernier avait quitté le théâtre allemand de Berlin en 1935, il avait demandé à son ami de rester et d'en prendre la direction. Ainsi, *Egmont*, dans le style et dans la mise en scène, fut du Reinhardt sans Reinhardt.

Les tentatives des nazis de monter une pièce en plein air dans le square de la cathédrale (le Domplatz) pour remplacer *Jedermann* échouèrent faute de temps, d'argent et d'inspiration. Cela valut peut-être mieux pour les nouveaux maîtres de l'Autriche. La production de Reinhardt avait été un grand choc artistique. Toute tentative pour la remplacer était vouée à l'échec.

Salzbourg 1938 ne fut donc pas un renouveau mais un hommage au passé. L'atmosphère, pourtant, avait changé. Puisque tous les efforts pour faire revenir le public international avaient échoué, l'Allemagne se moquerait de lui si les nazis et les sièges de Salzbourg restaient vides. Les rares touristes sur lesquels on pouvait compter étaient les Italiens en raison des nouveaux liens établis entre Hitler et Mussolini.

Un déficit d'un million de marks

C'est pourquoi, dans le cadre du programme « La force à travers la joie », des centaines d'Allemands de condition très modeste ou à peine moyenne furent entassés dans des bus, la plupart (à en croire du moins les critiques de l'époque) ne brûlant pas d'intérêt pour les œuvres de Mozart, Wagner, Verdi ou Strauss. Et si le public était différent — et guère respectueux de ce qui lui était offert — la ville allemande était une fête du nazisme. Des croix gammées ornaient chaque fenêtre, chaque boîte aux let-

tres, et chaque jeune fille, chaque mère de famille, rehaussait sa tenue de motifs fascistes.

Cette ambiance pesante n'échappa pas au petit nombre des critiques occidentaux qui firent le déplacement. La plupart, sinon tous, furent horrifiés par la propagande nazie débordante, les drapeaux, l'inculture musicale patente du public. Aucun ne pouvait admettre de voir les officiers nazis s'asseoir aux mêmes tables du café Bazaar où, les années précédentes, ils avaient aperçu Bruno Walter et Lotte Lehmann.

Les critiques tentaient avec peine de ne pas se laisser aveugler par le cérémonial officiel répandu dans les rues pour se concentrer sur les œuvres représentées. Les comptes-rendus dont nous disposons permettent de penser que les représentations furent d'une tenue plus que bonne, ce qui n'est pas surprenant étant donné le talent des chefs et des chanteurs. Certains, d'ailleurs, ne devaient pas cacher leur satisfaction : ceux-là mêmes qui, des années durant, avaient mal digéré le mobisme de la clientèle salzbourgeoise riche et célèbre. Ils firent remarquer que le but des fondateurs avait été initialement de monter un festival pour le peuple, riche ou pauvre.

Pour les nazis, le festival fut néanmoins un échec, en dépit de son bon niveau artistique. On avait espéré que les spectateurs viendraient du monde entier ; et, en désespoir de cause, on avait fait venir à grands frais des ouvriers à Salzbourg ! Le déficit s'éleva finalement à 1 million de marks. Cette saison-là, le ministre de la propagande annonça que Salzbourg serait rattaché au même niveau que les festivals de Munich, Düsseldorf, Francfort et Heidelberg. Bayreuth aurait le pas sur tous.

Salzbourg n'allait retrouver son éclat que dix ans plus tard, après l'abdicaton du Reich.

STEPHEN GALLUP.

Traduction Michel Braudoux.

PHOTO

Sonny Rollins à Antibes

Le ténor qui rit aux étoiles



Exclusivité du Festival d'Antibes-Juan-les-Pins, la section Jazz in France, avec notamment Grappelli, Solal, Lockwood, Portal et Lubat, est une heureuse initiative. Elle couronne une manifestation d'où partent des tournées importantes (Supersax, Nina Simone, Jean-Luc Ponty), mais qui veut trancher avec les programmes tout faits : Sonny Rollins donne, vendredi en clôture, son seul concert européen de l'été.

De ses premiers groupes de rhythm'n'blues Rollins a gardé le goût d'une expressivité puissante. Puisqu'il ne pouvait être Parker, pas plus lui qu'un autre, il a pris le parti d'élargir la sonorité dense et volumineuse de Coleman Hawkins aux limites du ténor. C'est ce volume qui sautait, dès son entrée en scène, et l'impression de force.

Pour Rollins, la carrière se fonde avec une quête patiente, titive, de l'unité en lui et du son qui la présente. Après avoir produit l'exemple d'une mobilité particulière (« Tous les disques que j'ai enregistrés jusqu'en 1960 avaient cette particularité, si l'on ose dire, de ne pas se ressembler. Ils mettaient en évidence non pas un, mais plusieurs styles »), il cherche à unir, à se rejoindre, sans cesse échappé et bientôt installé, tous passés confondus, dans un plaisir de la volubilité qui fait de chacun de ses concerts une aventure.

En scène, Rollins débambule, va, vient, lance le pavillon de son ténor aux étoiles, rit en jouant, arpentant la musique d'un pas ample, saisit le son à bras le corps, dans une joie communicative, tendue par le ressassement de la formule et l'élargissement du volume. Comme d'une épreuve physique sans exploit ni redite, qui prétendrait susciter on ne sait quelle communion renouvelée. Rollins ne termine pas un concert comme il le commence. Mais nous, nous n'en sortons jamais comme nous y sommes entrés.

« Ma musique vise à une expression profonde et forte. C'est cela que je désire manifester, une force, oui, et une profondeur sensibles. Je ne maîtrise pas tous les éléments d'un concert, mais je suis souvent heureux du résultat. Au premier regard, ma musique relève de l'exercice. Physique ou pas, expressif ou pas, appelez-le comme vous voulez, c'est un exercice. Je le ressens ainsi. Je suis comme un athlète, contraint de me maintenir en permanence en grande condition. C'est l'élément essentiel de mon jeu de scène. Il suppose beaucoup de soin et de préparation. Le souffle est ce qui me préoccupe le plus. La musique

se fonde dans la capacité du souffle. Quand le souffle est là, la présence assurée, la force intacte, la musique vient d'elle-même. C'est pourquoi j'aime vraiment jouer en public. Le concert est une rencontre et un échange. Mais pour recevoir d'un public, il faut commencer par lui donner énormément. Pour moi, l'enregistrement ne correspond plus à ce désir, il est d'un autre ordre. Il met en jeu d'autres tensions, d'autres flux que ceux qui circulent dans un concert. J'ai pourtant un disque programmé pour la fin de l'année avec le même groupe et Bob Cranshaw, mais c'est l'histoire du concert qui me passionne.

« Le jazz reste une musique exceptionnelle. Une merveilleuse musique qui garde sa place, même si les temps ont changé. Ma situation est originale, en un sens, parce que je n'ai jamais cessé de perfectionner une recherche, personnelle sans m'écarter d'une forme de tradition que je crois essentielle. A certains égards, je me sens à la fois lié à cette tradition et étranger à elle, mais pas pour ce qui concerne le rythme. Là, je ne transige pas. C'est le fond de ma musique, comme cela a été pour les musiciens que j'aime. Je renouvelle, mais dans la tradition.

Ceux que j'aime ? Miles Davis, bien sûr, Art Blakey, Dizzy Gillespie, tous ceux qui continuent de jouer, j'aime beaucoup de monde, à la vérité, mais aussi bien ces jeunes, les frères Marsalis, Pat Metheny, Steve Coleman, Sting... Je sais ce qu'ils font, et en même temps, comme tout créateur, je dois me tenir légèrement à l'écart. Vous ne pouvez pas composer, trouver votre son, si vous écoutez trop de musique. Il faut savoir se protéger. L'approche de l'instrument est une approche de soi. Elle exige cette part de solitude.

« Je travaille chaque jour en commençant par des exercices classiques et une part d'improvisation. D'un côté, la musique, la composition, l'élaboration de nouvelles formules, de l'autre, le souffle, le phrasé, l'intensité du rythme. C'est un travail très physique qui doit aboutir à se trouver totalement soi-même en face du public. Le public d'Antibes me plaît énormément. Il sait m'écouter. Il crée une situation où je peux me libérer. J'aime jouer devant des gens de tous âges. J'essaie de faire en sorte que chaque concert soit un moment heureux, réconfortant, porté par l'espoir, par l'optimisme.

« Les temps ne sont pas à l'optimisme ? Ma musique, si. »

FRANÇOIS MARMAIENDE.

* Festival d'Antibes-Juan-les-Pins : Martial Solal, Machado, Manuel Rocha (le 27 à 18 h) ; Stéphane Grappelli, Didier Lockwood (21 à 30) ; Claude Barthélemy, Louis Sclavis (le 28 à 18 h) ; Michel Portal Unit, Bernard Lubat, Antoine Hervé, Christian Escoudé (21 à 30) ; Sonny Rollins (le 29). Tél. : 93-61-04-98 ; 93-33-95-64.

Keichi Tahara au Palais de Tokyo

Figure de proue



« Tahara, Keichi », Paris, 1982.

Le Japonais Keichi Tahara expose au Palais de Tokyo des portraits d'artistes : Robbe-Grillet, Beuys, Xenakis ou Klossowski.

KEICHI TAHARA, trente-sept ans, établi en France depuis 1972, s'adonne depuis près de dix ans à l'art du portrait. D'abord par plaisir, puis à la demande d'un magazine japonais, il a ainsi photographié une centaine de personnalités du

monde des arts comme Peter Brook, André Masson ou Alain Robbe-Grillet.

Moins inspiré par l'œuvre que par la personne, il montre le rapport qui s'établit avec les sujets, saisis dans leur décor familier, lors de séances qui n'excèdent pas dix minutes. Pour lui, poser n'est pas un moyen d'affirmer une identité idéale. Créateur de son propre monde, l'artiste devient un acteur qui joue et n'a plus pour image qu'une identité figurée. L'art du

portrait envisagé comme un acte d'imagination équivaut à piéger les apparences par la force de la lumière qui n'existe que par l'ombre.

Résumant à la fois l'œuvre et l'artiste, redoublant l'empreinte du masque par le surgissement d'un univers intérieur, ce portrait à visage découvert confirme la pensée de Kantor selon laquelle « dans l'art il y a quelque chose à quoi on ne peut accéder que par la porte de la mort ».

Ces trente-six portraits presque tous pris à Paris entre 1979 et 1987 sont admirablement servis par des tirages géants, étalés sur une cimaise circulaire. Ils constituent l'un des accrochages les plus réussis du CNP depuis son installation au Palais de Tokyo.

* Keichi Tahara, prix Niepo 1988, attribué par Gens d'Images, avec l'appui de la Fondation Hewlett-Packard France, au CNP, Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, Paris-16^e. Jusqu'au 15 septembre.

el français de l'ère romantique
sson de Prague

CHATEAU DE CHENONCEAU
WEISBUCH

CINEMA

985, en quarante peintures. Musée de l'Ancien-Evêché jusqu'au 18 novembre.

GRENOBLE. Richard Paul Lohse : rétrospective. Musée, jusqu'au 5 septembre.
MELTEM (AMAROLA : *Sol Le Wha, etc.*).
Maganis. Site Bouchayer-Viallot, 155,
cours Berriat (76-21-95-84). Jusqu'au
1 septembre.

LE HAVRE. Bernard Frim : une trentaine d'œuvres de 1977 à 1987. Musée des
eaux-arts André-Malraux. Jusqu'au

LYSLE-SUR-LA-SORGUE. Jean Hénocq. Hôtel Donadei de Campredon (30-38-741). Jusqu'au 30 octobre.

ESSOIRE. Fernand Léger. Centre culturel Pomel. Jusqu'au 15 septembre.

JORGNY. Etage du tableau : peintures de Martin Barré, James Bishop, Christian Consolet, Bernard Joubert, Daniel De-

LYON. Lyon-Europe. Cent des d'architecture moderne. Espace lyonnais d'art contemporain. Centre d'échanges de l'Europe (78-42-33-03). Jusqu'au 19 août.

MARSEILLE. L'art moderne à Marseille. La collection du Musée Cantini. Musée Cantini, 19, rue Grignan (91-56-11-11).

MULHOUSE. Peintures abstraites de Jean Legros (1917-1981). Musée des

NANTES. = Matter of facts = fait
notices anglaises utilisées en photographie
tirées des beaux-arts. Jusqu'en 31 août.

NIMES. Collection de musée Van Abbé
Elaboration. Musée des beaux-arts. Rue
d'Alsace 166-67-68-69. Jusqu'en 31 août.

ROCHECHOUART, Hommage à Otto Freundlich (1878-1943). Musée départemental d'art contemporain, château, jusqu'au 31 août.

SAINT-ETIENNE. Alberto Magallon, usage d'art moderne. La Terrasse (77-93-58). Jusqu'au 12 septembre.

SAINT-PAUL-DE-VENTE. Fernand Léger ; rétrospective. Fondation Legnit. Jusqu'au 2 octobre.

STRASBOURG. La mémoire des silences, deux mille ans d'écrits en Alsace : manuscrits et incunables. Palais Saint-

TOULON. Libérons aujourd'hui. Mairie 113, boulevard Leciard (94-93-15-54). Jusqu'au 30 septembre.

VILLENEUVE-D'ASCO. Gérard Garrawski. Musée d'art moderne. Jusqu'en septembre.

— $\frac{1}{2}$ — $\frac{1}{2}$ —

Chant, trp, basse, batt. Quartet brésilien,

K. Spang Hansen (sax.), J.-Y. Candela (clavier), M. Madore (basse). Brésilien
Marcelo Trio, 22 h 30, dim. Guit., basse,
batt., chant. Bill Thomas Blues Band,
2 h 30 lun. Guit., basse, batt., chant.

LACE (42-46-10-87). Soirée à Fiente,
13 h juu.

ITT JOURNAL SAINT-MICHEL
(43-26-28-59). *Benzy Waters, Polyx Jordan*
Quinet, 21 h 30 mer., jeu. Jean-Paul
Lemoureaux Quartet, 21 h 30 ven.
Arphéon Celesta, 21 h 30 sam.

ITT OPPORTUN (42-36-01-36).
J. Lelann, C. Aivim, A. Collaz, T. Rabon-
on, 23 h mer., jeu., ven., sam., dim., lun.

PINTE (43-26-26-15). Akrosh, 22 h 30 mer., jeu. DDM Quartet, 22 h 30 ven., sam. Carole Morin, 22 h 30 lun., mar.

OW-CLUB (42-33-84-30). Maxin Henry Jazz Music, 21 h 30 mer., jeu., sam. Riverside City Band. Jusqu'en août, 21 h 30 mar. Denmark.

INSET (40-26-46-60). Francis Lockwood Trio, 23 h mer., jeu. ven. sam.

VILLAGE (43-26-80-19). Trio Michel
Braulier, 22 h mer., jeu. S. Perniani
(batt.), S. Goubert (batt.). Trio Alain
Jean-Marie, 22 h ven., sam. A. Collaz
(batt.), Erenetti (batt.).

ISER VOLÉ (42-33-37-71). Ultramarine, 23 h mer., jeu., ven., sam., dim. (dernière).

RY ROCK (43-39-52-09). Coktail, 2 h 30 mer. Rivet & Rocking Chair, 2 h 30 ven. Johnny Brakos et ses frères Brothers, 22 h 30 sam. Standa, 22 h 30 dim. Freddy Meyer, 22 h 30 jeu., Shire.

CALIBUR (48-04-74-92). Work.
3 h 30, ven. Soul funk. Babe's in Toy-
land, 23 h 30 sam.

RUS (47-00-78-88). Manoir, 23 h mer.,
s. Avec les Escargots. Hard Rock
Magazine. 23 h mar.

LACE (42-46-10-87). Soirée French
Jazz, 23 h. mer. Le Cri de la mouche.
C 73 118 (42-36-93-09). L'été des

music-hall

CAVEAU DES OMBRETTES (43-54-497). Cabaret de la chanson française.



177

[illegible][illegible][illegible][illegible]

1940-1941: *Portrait of a Lady*
 1942-1943: *The Great Dictator*
 1944-1945: *The Great Dictator*
 1946-1947: *The Great Dictator*
 1948-1949: *The Great Dictator*
 1950-1951: *The Great Dictator*
 1952-1953: *The Great Dictator*
 1954-1955: *The Great Dictator*
 1956-1957: *The Great Dictator*
 1958-1959: *The Great Dictator*
 1960-1961: *The Great Dictator*
 1962-1963: *The Great Dictator*
 1964-1965: *The Great Dictator*
 1966-1967: *The Great Dictator*
 1968-1969: *The Great Dictator*
 1970-1971: *The Great Dictator*
 1972-1973: *The Great Dictator*
 1974-1975: *The Great Dictator*
 1976-1977: *The Great Dictator*
 1978-1979: *The Great Dictator*
 1980-1981: *The Great Dictator*
 1982-1983: *The Great Dictator*
 1984-1985: *The Great Dictator*
 1986-1987: *The Great Dictator*
 1988-1989: *The Great Dictator*
 1990-1991: *The Great Dictator*
 1992-1993: *The Great Dictator*
 1994-1995: *The Great Dictator*
 1996-1997: *The Great Dictator*
 1998-1999: *The Great Dictator*
 2000-2001: *The Great Dictator*
 2002-2003: *The Great Dictator*
 2004-2005: *The Great Dictator*
 2006-2007: *The Great Dictator*
 2008-2009: *The Great Dictator*
 2010-2011: *The Great Dictator*
 2012-2013: *The Great Dictator*
 2014-2015: *The Great Dictator*
 2016-2017: *The Great Dictator*
 2018-2019: *The Great Dictator*
 2020-2021: *The Great Dictator*
 2022-2023: *The Great Dictator*
 2024-2025: *The Great Dictator*

DIMANCHE

Jeudi-vingt-trois octobre : Réunion à la Grèce des lettres (1960) 6710000
Lettres et L'école de l'Université

JUNDI
MADRID
Fouquet marie, au 1^{er} défilé - Paris en
doux - Joubert - Baker, Jenson (1993)
Paris - Jenson - 14 h 10 - Paris aux toilettes
Paris - Jenson - Paris au fil de l'eau

[illegible][illegible]

Ecole maternelle

1. **GENERAL**
 2. **ADVERTISING**
 3. **RENTS**
 4. **SALES**
 5. **TRADING**
 6. **MANUFACTURING**
 7. **TRANSPORTATION**
 8. **UTILITIES**
 9. **FINANCIAL**
 10. **EDUCATION**
 11. **HEALTH**
 12. **RECREATION**
 13. **RELIGION**
 14. **ARTS**
 15. **SCIENCE**
 16. **TECHNOLOGY**
 17. **ENVIRONMENT**
 18. **ENERGY**
 19. **SPACE**
 20. **DEFENSE**
 21. **GOVERNMENT**
 22. **INTELLIGENCE**
 23. **DIplomacy**
 24. **Foreign Affairs**
 25. **International Law**
 26. **Human Rights**
 27. **Global Development**
 28. **Peacekeeping**
 29. **Disarmament**
 30. **Counterterrorism**
 31. **Cybersecurity**
 32. **Biotechnology**
 33. **Artificial Intelligence**
 34. **Robotics**
 35. **Space Exploration**
 36. **Climate Change**
 37. **Renewable Energy**
 38. **Environmental Protection**
 39. **Public Health**
 40. **Medical Research**
 41. **Pharmaceuticals**
 42. **Healthcare Systems**
 43. **Educational Reform**
 44. **Higher Education**
 45. **Research and Development**
 46. **Science Communication**
 47. **Public Policy**
 48. **Legislation**
 49. **Regulation**
 50. **Government Operations**
 51. **Public Administration**
 52. **Political Science**
 53. **History**
 54. **Archaeology**
 55. **Anthropology**
 56. **Sociology**
 57. **Psychology**
 58. **Behavioral Science**
 59. **Neuroscience**
 60. **Genetics**
 61. **Evolutionary Biology**
 62. **Ecology**
 63. **Conservation Biology**
 64. **Environmental Science**
 65. **Geology**
 66. **Geophysics**
 67. **Earth Science**
 68. **Astronomy**
 69. **Planetary Science**
 70. **Space Science**
 71. **Interplanetary Science**
 72. **Exoplanets**
 73. **Galaxies**
 74. **Cosmology**
 75. **Particle Physics**
 76. **Quantum Mechanics**
 77. **Relativity**
 78. **String Theory**
 79. **Supernovae**
 80. **Black Holes**
 81. **Dark Matter**
 82. **Dark Energy**
 83. **Universe**
 84. **Time**
 85. **Space-Time**
 86. **Gravity**
 87. **Magnetism**
 88. **Electricity**
 89. **Optics**
 90. **Acoustics**
 91. **Thermodynamics**
 92. **Fluid Dynamics**
 93. **Plasma Physics**
 94. **Condensed Matter Physics**
 95. **Statistical Mechanics**
 96. **Complex Systems**
 97. **Network Theory**
 98. **Complexity Science**
 99. **Systems Science**
 100. **Interdisciplinary Research**

Informations « services »

CONCOURS

Ecole nationale des vétérinaires

(par ordre alphabétique)

OPTION GÉNÉRALE

Frédéric Ab Der Halden (4), Antoine Adam (249), David Aebischer (250), Delphine Afolabi (220), Olivier Ailland (69), Cathy Allaghe (65), Vincent Allier (285), Ayméric Allouet (353), Philippe Amar (446), Gwendal André (391), Hélène Arnold (123), Fabrice Aubert (8), Bruno Andry (30), Jean-Christophe Augustin (239), Philippe Autermann (61).

Jean-Marie Bach (89), Emmanuelle Bachet (45), Claire Bafaro (416), François Bagatini (218), Laure Balmberger (18), Frédéric Balzan (337), Patrick Barnes (85), Véronique Barrière (223), Gilles Baraton (104), Yvonne Baron (360), Cécile Barre (129), Suzanne Bastien (181), Nicolas Baudin (245), Pascal Baudouin (215), Florence Baudouin (215), Bénédicte Baudouin (403), François Bayle (276), Augustin Becquay (373), Sophie Bedon (54), Nathalie Bédou (107), Sabine Bedu (7), Joannès Bédou (428), Delphine Behn (244), Sophie Belloc (332), Sylvain Bellier (109), Bruno Benaim (5), Valérie Benard (20), Stéphanie Benhamdine (424), Florence Bergia (79), Eric Bernard (180), Pascale Berthier (114), Christophe Bétune (465), Vincent Beuvry (354), Sylvie Billard (126), Sylviane Bina (392), Stéphanie Birle (420), Sandrine Bisseret (365), Christophe Blanc (248), Marie-Anne Bland (291), Jacques Bonin (23), Sophie Bonnet (266), Christophe Bonvin (292), Frédérique Boucher (228), Samuel Boucher (415), Eric Bouchon (316), Maryse Bonlarand (445), Sébastien Boullier (43), Laurent Bourgeois (419), Estelle Bourgeois (234), Marie-Catherine Boute (393), Jean-Luc Boyer (200), Jean-Hugues Buzon (207), Anne Breton (117), Céline Breton (169), Anne Briand (255), Christine Bruchon (380), Christine Brun (275), Sylviane Bruchet (356), Anne Bureau (323).

Guillaume Cachard (161), François Caillaud (368), Patricia Caillaud (51), Isabelle Caro (14), Fabrice Calabro (147), Charles Calviac (222), Laurence Amy Caron (325), Christophe Carat (193), Patrick Cappe (282), Eric Cardinale (214), Olivier Caron (35), Franck Carpentier (342), Gail Carron (342), Luc Carville (231), Philippe Caufour (210), David Cayet (413), Christophe Cazaban (387), Christine Cazals (200), Philippe Chappin (328), Hubert Chappin (28), Bertrand Chauvet (151), Guillaume Chénat (196), Véronique Chénier (163), Laurence Chevassu (100), Frédérique Chevillon (164), Jean-Marc Chépy (110), Nicolas Chézy (427), Catherine Clavier (430), Sophie Chazal (183), Catherine Cockcroft (6), Emmanuel Comoy (165), Philippe Condamin (133), Hugues Constant (246), Florence Cornu (338), Laurence Cornu (421), Hélène Cordère (339), Anne Courcoux (423).

Sébastien Corbelle (287), Laurent Crepel (22), Estelle Crozet (146), Denis Crappe (118), Jean-Michel Cuzin (139), Emmanuel Cuzin (84), Agnès Czarnoch (77), Annette Dady (141), Franck Dairin (372), Marie Dal Corso (314), Anne Daillet (441), Christophe Dantzer (111), Annelise Darnas (247), Catherine Darnas (271), Corinne Davenez (307), Xavier David (404).

Emmanuelle de Villiers de la Nove (362), Arnaud Debrade (269), Christophe Debrasse (356), Christine Decamps (452), Eric Deconvelaire (411), Hélène Deguerville (456), Magali Delacoste (298), Romain Delauney (299), Arnaud Delafosse (24), Eric Delahaye (443), Didier Delarue (157), Guillaume Delarue (332), Véronique Demourez (344), Alain Denis (322), Vincent Desertaux (327), Laurence Desmery (263), Cécile Desmery (366), Nicolas Dietlin (158), Emmanuel Dorier (259), Hervé Dubach (10), Anne Ducon (236), Denis Dugard (134), Stéphane Duniquet (150), Noëlle Dupuy (83), Luc Dupuy-Danby (44), Benoît Durand (188), Florence Durand (390).

Cécile Eichenlaub (288), Catherine Elchiche (137), Catherine Elchicheury (286), Philippe Elchiche (206), Gaëlle Evain (460), Bernard Fabry (39), Cyrille Fargier (274), Olivier-Michel Faure (178), Stéphanie Faure-Soulet (138), Clothilde Fauvel (436), Christian Filhol (324), Valérie Filon (294), Dorine Firon (280), Alice Fontaine (16), Didier Fouchard (170), Valérie François (461), Jérôme Frasson (383), Isabelle Frayse (304), Richard Froger (308), Emmanuelle Fromont (60).

Karine Gamet (270), Michel Garin Wichatitsky (209), Anne-Marie Gaudet (407), Jean-Christophe Gaudet (375), Céline Gastinel (326), Emmanuelle Gauthier (359), Muriel Gauthier (32), Stéphane Gay (449), Pierre Giebert (426), Christophe Georges (177), Christophe Gerard (11), Guillaume Gerber (105), Christophe Germain (91), Martine Germain (58), François Gervais (87), Jean-Loup Ghigo (220), Anne-Sophie Ghislin (166), Stéphanie Ghiron (82), Cyrille Goussard (42), Françoise Goldfajn (211), Sandrine Goldman (48), Françoise Goubin (1), Thierry Goutzard (185), Frédéric Goyens (37), Erik Grandière (71), Christophe Grare (177), Xavier Guasquiere (49), Jean-Luc Guerolet (144), Nathalie Gueron (123), Stéphanie Guilhien (19), Marie-Danièle Guise (198), Stéphanie Guzyck (70).

Igor Hanuier (311), Nicolas Hardy (76), Olivier Hartung (273), Olivier Hazon (253), Fabrice Hebert (9).

Denise Henoc (113), Philippe Henri (392), Lionel Herbin (187), Delphine Herriot (382), Anne Hibert (108), Thierry Hirtz (116), Philippe Hocquet (440), Philippe Hoffschmidt (315), Didier Honiez (57), Agnès Harsault (72), Christian Hussen (296), Virginie Ingle (120), Jean-Christophe Iratzo (167), Eric Jacot (136), Jean-Claude Jambou (190), Jean-Claude Jacot (333), Stéphanie Jacot (156), Paul Jaffres (46), Bruno Jahier (381), Catherine Jallat (306), Pierre Jamin (454), Jean-Marc Jambert (199), Eric Joseph (173), Jean-Pierre Journal (252), Guy Kane (300), Xavier Kassab (272), Michel Kervon (331), Béatrice Kieffer (154), Anne-Marie Klein (95), Olivier Klein (370), Lydia Kohan (102), Catherine Kohler (204).

Martine La Goutte (21), Bertrand Lacroix (202), Catherine Lacroix (434), Isabelle Lagrange (439), Véronique Lagrange (38), Florence Lagrange (463), Eric Lambolze (278), Jean-Louis Lamer (78), Evelyne Lander (233), Christophe Langlois (75), Laurent Laperche (40), Ludovic Laperche (281), Didier Laroche (160), Bénédicte Larroumet (90), Jean-Luc Lassalle (162), Christine Laurent (317), François Le Due (453), Eric Le Gall (398), Carole Le Quemener (388), Pierre Le Talleur (101), Franck Locat (313), François Lecoq (377), Franck Lefebvre (68), Annabel Lefort (237), Thierry Lefort (112), Vincent Lefort (254), Jean-Christophe Lemaître (216), Marielle Lemaître (427), Christophe Lervier (330), Caroline Lesieur (435), Georges Letoit (419), Aline Levillain (410), Hélène Lévêque (458), Laurent Lévêque (226), Christophe Lévêque (217), Christophe Lévêque (66), Anne-Françoise Lévêque (462).

Christophe Tibary (31), Stéphanie Tabouret (73), Isabelle Tapie (159), Hélène Tauveret (464), Meïlin Tay (367), Sandrine Terrier (121), Isabelle Testant (341), Alain Teyssier (191), Anne Thébaud (349), Pierre-Christophe Thébaud (15), Claude Thérèse (438), Eric Thérèse (350), Frédéric Thibault (240), Fabrice Thibault (36), Jérôme Thibault (353), Laurent Thibault (369), Eric Tromey (143), Régis Urbani (34), Cécile Vachette (47), Aurélie Valogues (212), Damien Van de Voerde (353), Christophe Van Inghelst (182), Christel Van Latemont (401), Jan Van Tuinen (189), Laurent Van Vlierberghe (348), Eric Vasseur (400), Jean-François Vasseur (438), Eric Thérèse (350), Catherine Vermeire (128), Olivier Vigorin (412), Yann Vigorin (284), Laurent Villamant (172), Dominique Vitalis (419), Stéphanie Vitalis (297), Valérie Vogler (41), Guillaume Voyer (268), Hans Wapler (389), Sophie Wermers (242), Stéphanie Wism (451), Valérie Wism (22), Valérie Zapata (283), Noura Zeggane (295), Muriel Zimmermann (406).

Eric Bérin (1), Patrick Bessé (3), Laurent Combier (2), Rémy Delagrange (3), Pascal Levy (4), Daniel Solima (6).

OPTION ROCHEMIE HOLO-

Philippe Brunet (4), Béatrice Brunet (4), Jean-François Dupon (6), Daniel Lafon (3), Michel Lopez (2), Maurice Roche (1).

CONCOURS B RÉSERVÉ AUX

TITULAIRES D'UN BSA OU D'UN DUT.

Eric de Massias (3), Bruno Gascolin (1), Jérôme Henry (2).

(402), Stéphane Pochon (343), Catherine Poirier (340), Jean-Yves Poirier (329), Gene Polidori (432), Emmanuel Pommier (243), Arnaud Pouchin (425), Sylvain Pouliot (140), Thierry Pouchin (309), Damien Pouchin (399), Vincent Poullaud (175), Marielle Poullaud (405), Régis Poullot (25), Antoine Poulain (125), Christophe Pradel (280), Cécile Prat (241), Marie-Laure Prat (135), Laurent Prieur (318), Thierry Renaud (26), Anne Reynaudon (384), Alain-Jacques Rozan (130), Olivier Ribon (262), Jean-Mathieu Ricard (332), Stéphane Richard (293), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux (374), Sylvain Rousseau (259), Laurence Richard (63), Isabelle Richoux (153), Yannick Ridel (142), Philippe Rieuzeau (55), Véronique Rigal (152), Katia Rissou (131), Michelle Rivale (442), Christophe Rivale (267), Béatrice Rivale (328), Christophe Rizz (194), Cécile Robert (155), Christophe Robert (184), Christian Roby (201), Olivier Rocher (233), Philippe Rodière (336), Christine Romanoff (422), Romain Rosignol (371), Stéphanie Rosignol (97), Catherine Rostang (429), Elodie Roth (251), François Roumeau (58), Vincent Roux

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

1^{er} arrdt

COMÉDIE-FRANÇAISE
4/5 p., 100 m², imm.
1900, 1^{er} étage, standing.
2 100 000 F. TRANS
OPERA 43-45-23-15.

2^e arrdt

PRÈS OPÉRA

3 PIÈCES 80 m², chéme, p.
dép. 100 000 F., 45-24-33-33.
R. CONDORCET très beau
4 pièces 78 m² tout cf.,
décoration soignée, bois d'èr.
1 320 000 F. TRANS
OPERA 43-45-23-15.

3^e arrdt

MARAIIS super 2 p., par-
fait état, s/p. 340 m²,
avec piscine, 200 F. 1 016 500. TRANS
OPERA 43-45-23-15.

5^e arrdt

10^e CEMINER stand, s/p. 100
m², 4 chéme, 12 cont.
+ bureau 135 m² balcon.
3 500 000 F. 43-25-15-35.
R. BROCA à soler lumineux
3 pièces, 50 m², chéme
+ bibliothèque chéme.
1 800 000 F. 43-25-15-35.
Téléphone : 43-25-04-28.

7^e arrdt

BAC imm. grande classe,
dép. 100 000 F., 45-24-33-33.
R. du GAL-BERTRAND
cherchant dble séjour +
chambre s/p. et jdn, sol.
1 800 000 F. 47-05-41-81.

8^e arrdt

R. DE ROSE imm. p. de 1^{er}
étage, 80 m², 1 500 000 F.
TRANS OPERA 43-45-23-15.

9^e arrdt

TRUDANE 4/5 p., 110 m²
cf., parking possible.
3 500 000 F. TRANS
OPERA 43-45-23-15.

11^e arrdt

PASSAGE DE LA MAIN-
D'OEUVRE studio plein de charme
avec mezzanine de cou-
che, cf. 240 000 F.
M. COUET 43-25-43-74.

12^e arrdt

BASTILLE très beau 2 p.
45 m², très belle décoration,
2^e étage, 770 000 F.
TRANS OPERA 43-45-23-15.

13^e arrdt

GOBELINS 5^e arr., park.
cherché, 2 pièces, belle a-
de bain, cuis. équipée,
1 250 000 F. 43-25-07-1.
43-25-04-28.

14^e arrdt

R. PATAT BEAU 2/3 p.
80 m² env. ref. m. r. bonne
distribution, proche RER et
bus, cf. 450 000 F. 43-25-43-74.

15^e arrdt

APPT 18^e CROIX-NEVET
2 p., 45 m², imm. 1930, 2^e
étage, cuis. équipée, s/p.
W.C., 800 000 F. n. 075.
A. Karche SA 43-70-85-85.

16^e arrdt

COUR MONTFARVILLE
stud. 2 p., 30 m², 30 m²,
cuis. équipée, s/p. 800 000 F.
43-25-15-35.

17^e arrdt

Av. GAL-LECLERC, gd 4 p.
80 m², 2 chéme, 2 chéme,
2 ch. cuis. équipée, s/p.
W.C., 1 700 000 F.
TRANS OPERA 43-45-23-15.

18^e arrdt

APPT 18^e CROIX-NEVET
2 p., 45 m², imm. 1930, 2^e
étage, cuis. équipée, s/p.
W.C., 800 000 F. n. 075.
A. Karche SA 43-70-85-85.

19^e arrdt

APPT 18^e CROIX-NEVET
2 p., 45 m², imm. 1930, 2^e
étage, cuis. équipée, s/p.
W.C., 800 000 F. n. 075.
A. Karche SA 43-70-85-85.

20^e arrdt

APPT 18^e CROIX-NEVET
2 p., 45 m², imm. 1930, 2^e
étage, cuis. équipée, s/p.
W.C., 800 000 F. n. 075.
A. Karche SA 43-70-85-85.

21^e arrdt

APPT 18^e CROIX-NEVET
2 p., 45 m², imm. 1930, 2^e
étage, cuis. équipée, s/p.
W.C., 800 000 F. n. 075.
A. Karche SA 43-70-85-85.

22^e arrdt

APPT 18^e CROIX-NEVET
2 p., 45 m², imm. 1930, 2^e
étage, cuis. équipée, s/p.
W.C., 800 000 F. n. 075.
A. Karche SA 43-70-85-85.

23^e arrdt

APPT 18^e CROIX-NEVET
2 p., 45 m², imm. 1930, 2^e
étage, cuis. équipée, s/p.
W.C., 800 000 F. n. 075.
A. Karche SA 43-70-85-85.

24^e arrdt

APPT 18^e CROIX-NEVET
2 p., 45 m², imm. 1930, 2^e
étage, cuis. équipée, s/p.
W.C., 800 000 F. n. 075.
A. Karche SA 43-70-85-85.

25^e arrdt

APPT 18^e CROIX-NEVET
2 p., 45 m², imm. 1930, 2^e
étage, cuis. équipée, s/p.
W.C., 800 000 F. n. 075.
A. Karche SA 43-70-85-85.

26^e arrdt

APPT 18^e CROIX-NEVET
2 p., 45 m², imm. 1930, 2^e
étage, cuis. équipée, s/p.
W.C., 800 000 F. n. 075.
A. Karche SA 43-70-85-85.

27^e arrdt

APPT 18^e CROIX-NEVET
2 p., 45 m², imm. 1930, 2^e
étage, cuis. équipée, s/p.
W.C., 800 000 F. n. 075.
A. Karche SA 43-70-85-85.

28^e arrdt

APPT 18^e CROIX-NEVET
2 p., 45 m², imm. 1930, 2^e
étage, cuis. équipée, s/p.
W.C., 800 000 F. n. 075.
A. Karche SA 43-70-85-85.

GROUPE JPM

Idéal pied-à-terre
FOUR STUDIO
100 m², 1^{er} étage, 520 000 F.

GROUPE JPM

Idéal pied-à-terre
FOUR STUDIO
100 m², 1^{er} étage, 520 000 F.

GROUPE JPM

Idéal pied-à-terre
FOUR STUDIO
100 m², 1^{er} étage, 520 000 F.

GROUPE JPM

Idéal pied-à-terre
FOUR STUDIO
100 m², 1^{er} étage, 520 000 F.

GROUPE JPM

Idéal pied-à-terre
FOUR STUDIO
100 m², 1^{er} étage, 520 000 F.

GROUPE JPM

Idéal pied-à-terre
FOUR STUDIO
100 m², 1^{er} étage, 520 000 F.

GROUPE JPM

Idéal pied-à-terre
FOUR STUDIO
100 m², 1^{er} étage, 520 000 F.

GROUPE JPM

Idéal pied-à-terre
FOUR STUDIO
100 m², 1^{er} étage, 520 000 F.

GROUPE JPM

Idéal pied-à-terre
FOUR STUDIO
100 m², 1^{er} étage, 520 000 F.

GROUPE JPM

Idéal pied-à-terre
FOUR STUDIO
100 m², 1^{er} étage, 520 000 F.

GROUPE JPM

Idéal pied-à-terre
FOUR STUDIO
100 m², 1^{er} étage, 520 000 F.

GROUPE JPM

Idéal pied-à-terre
FOUR STUDIO
100 m², 1^{er} étage, 520 000 F.

GROUPE JPM

Idéal pied-à-terre
FOUR STUDIO
100 m², 1^{er} étage, 520 000 F.

GROUPE JPM

Idéal pied-à-terre
FOUR STUDIO
100 m², 1^{er} étage, 520 000 F.

GROUPE JPM

Idéal pied-à-terre
FOUR STUDIO
100 m², 1^{er} étage, 520 000 F.

GROUPE JPM

Idéal pied-à-terre
FOUR STUDIO
100 m², 1^{er} étage, 520 000 F.

GROUPE JPM

Idéal pied-à-terre
FOUR STUDIO
100 m², 1^{er} étage, 520 000 F.

GROUPE JPM

Idéal pied-à-terre
FOUR STUDIO
100 m², 1^{er} étage, 520 000 F.

GROUPE JPM

Idéal pied-à-terre
FOUR STUDIO
100 m², 1^{er} étage, 520 000 F.

GROUPE JPM

Idéal pied-à-terre
FOUR STUDIO
100 m², 1^{er} étage, 520 000 F.

GROUPE JPM

Idéal pied-à-terre
FOUR STUDIO
100 m², 1^{er} étage, 520 000 F.

GROUPE JPM

Idéal pied-à-terre
FOUR STUDIO
100 m², 1^{er} étage, 520 000 F.

GROUPE JPM

Idéal pied-à-terre
FOUR STUDIO
100 m², 1^{er} étage, 520 000 F.

GROUPE JPM

Idéal pied-à-terre
FOUR STUDIO
100 m², 1^{er} étage, 520 000 F.

GROUPE JPM

Idéal pied-à-terre
FOUR STUDIO
100 m², 1^{er} étage, 520 000 F.

GROUPE JPM

Idéal pied-à-terre
FOUR STUDIO
100 m², 1^{er} étage, 520 000 F.

locations non meublées offres

Région parisienne

CHAMPIGNY de réhabilitation
de 120 m², 3 p., 4^e ét.,
2 573 F. + 507 F. ch., cuisine
avec cab. de 10^e, 1 185 F.
+ 230 F. ch., 43-25-44-87.

Région parisienne

CHAMPIGNY de réhabilitation
de 120 m², 3 p., 4^e ét.,
2 573 F. + 507 F. ch., cuisine
avec cab. de 10^e, 1 185 F.
+ 230 F. ch., 43-25-44-87.

Région parisienne

CHAMPIGNY de réhabilitation
de 120 m², 3 p., 4^e ét.,
2 573 F. + 507 F. ch., cuisine
avec cab. de 10^e, 1 185 F.
+ 230 F. ch., 43-25-44-87.

Région parisienne

CHAMPIGNY de réhabilitation
de 120 m², 3 p., 4^e ét.,
2 573 F. + 507 F. ch., cuisine
avec cab. de 10^e, 1 185 F.
+ 230 F. ch., 43-25-44-87.

Région parisienne

CHAMPIGNY de réhabilitation
de 120 m², 3 p., 4^e ét.,
2 573 F. + 507 F. ch., cuisine
avec cab. de 10^e, 1 185 F.
+ 230 F. ch., 43-25-44-87.

Région parisienne

CHAMPIGNY de réhabilitation
de 120 m², 3 p., 4^e ét.,
2 573 F. + 507 F. ch., cuisine
avec cab. de 10^e, 1 185 F.
+ 230 F. ch., 43-25-44-87.

Région parisienne

CHAMPIGNY de réhabilitation
de 120 m², 3 p., 4^e ét.,
2 573 F. + 507 F. ch., cuisine
avec cab. de 10^e, 1 185 F.
+ 230 F. ch., 43-25-44-87.

Région parisienne

CHAMPIGNY de réhabilitation
de 120 m², 3 p., 4^e ét.,
2 573 F. + 507 F. ch., cuisine
avec cab. de 10^e, 1 185 F.
+ 230 F. ch., 43-25-44-87.

Région parisienne

CHAMPIGNY de réhabilitation
de 120 m², 3 p., 4^e ét.,
2 573 F. + 507 F. ch., cuisine
avec cab. de 10^e, 1 185 F.
+ 230 F. ch., 43-25-44-87.

Région parisienne

CHAMPIGNY de réhabilitation
de 120 m², 3 p., 4^e ét.,
2 573 F. + 507 F. ch., cuisine
avec cab. de 10^e, 1 185 F.
+ 230 F. ch., 43-25-44-87.

Région parisienne

CHAMPIGNY de réhabilitation
de 120 m², 3 p., 4^e ét.,
2 573 F. + 507 F. ch., cuisine
avec cab. de 10^e, 1 185 F.
+ 230 F. ch., 43-25-44-87.

Région parisienne

CHAMPIGNY de réhabilitation
de 120 m², 3 p., 4^e ét.,
2 573 F. + 507 F. ch., cuisine
avec cab. de 10^e, 1 185 F.
+ 230 F. ch., 43-25-44-87.

Région parisienne

CHAMPIGNY de réhabilitation
de 120 m², 3 p., 4^e ét.,
2 573 F. + 507 F. ch., cuisine
avec cab. de 10^e, 1 185 F.
+ 230 F. ch., 43-25-44-87.

Région parisienne

CHAMPIGNY de réhabilitation
de 120 m², 3 p., 4^e ét.,
2 573 F. + 507 F. ch., cuisine
avec cab. de 10^e, 1 185 F.
+ 230 F. ch., 43-25-44-87.

Région parisienne

CHAMPIGNY de réhabilitation
de 120 m², 3 p., 4^e ét.,
2 573 F. + 507 F. ch., cuisine
avec cab. de 10^e, 1 185 F.
+ 230 F. ch., 43-25-44-87.

Région parisienne

CHAMPIGNY de réhabilitation
de 120 m², 3 p., 4^e ét.,
2 573 F. + 507 F. ch., cuisine
avec cab. de 10^e, 1 185 F.
+ 230 F. ch., 43-25-44-87.

Région parisienne

CHAMPIGNY de réhabilitation
de 120 m², 3 p., 4^e ét.,
2 573 F. + 507 F. ch., cuisine
avec cab. de 10^e, 1 185 F.
+ 230 F. ch., 43-25-44-87.

Région parisienne

CHAMPIGNY de réhabilitation
de 120 m², 3 p., 4^e ét.,
2 573 F. + 507 F. ch., cuisine
avec cab. de 10^e, 1 185 F.
+ 230 F. ch., 43-25-44-87.

Région parisienne

CHAMPIGNY de réhabilitation
de 120 m², 3 p., 4^e ét.,
2 573 F. + 507 F. ch., cuisine
avec cab. de 10^e, 1 185 F.
+ 230 F. ch., 43-25-44-87.

Région parisienne

CHAMPIGNY de réhabilitation
de 120 m², 3 p., 4^e ét.,
2 573 F. + 507 F. ch., cuisine
avec cab. de 10^e, 1 185 F.
+ 230 F. ch., 43-25-44-87.

Région parisienne

CHAMPIGNY de réhabilitation
de 120 m², 3 p., 4^e ét.,
2 573 F. + 507 F. ch., cuisine
avec cab. de 10^e, 1 185 F.
+ 230 F. ch., 43-25-44-87.

Région parisienne

CHAMPIGNY de réhabilitation
de 120 m², 3 p., 4^e ét.,
2 573 F. + 507 F. ch., cuisine
avec cab. de 10^e, 1 185 F.
+ 230 F. ch., 43-25-44-87.

Région parisienne

CHAMPIGNY de réhabilitation
de 120 m², 3 p., 4^e ét.,
2 573 F. + 507 F. ch., cuisine
avec cab. de 10^e, 1 185 F.
+ 230 F. ch., 43-25-44-87.

Région parisienne

CHAMPIGNY de réhabilitation
de 120 m², 3 p., 4^e ét.,
2 573 F. + 507 F. ch., cuisine
avec cab. de 10^e, 1 185 F.
+ 230 F. ch., 43-25-44-87.

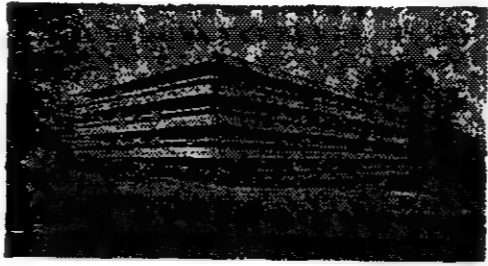
Région parisienne

CHAMPIGNY de réhabilitation
de 120 m², 3 p., 4^e ét.,
2 573 F. + 507 F. ch., cuisine
avec cab. de 10^e, 1 185 F.
+ 230 F. ch., 43-25-44-87.

Région parisienne

CHAMPIGNY de réhabilitation
de 120 m², 3 p., 4^e ét.,
2 573 F. + 507 F. ch., cuisine
avec cab. de 10^e, 1 185 F.
+ 230 F. ch., 43-25-44-87.

LOCATIONS : LA SÉLECTION DES INSTITUTIONNELS APPARTEMENTS ET MAISONS A LOUER



Economie

SOMMAIRE

■ La nomination de M. Jean Peyrelevade à la tête du groupe d'assurances UAP suscite de nombreuses réactions. On s'interroge sur la signification politique et économique de cette décision gouvernementale (lire ci-dessous).

■ Le gouvernement veut remettre en marche la machine du traitement social pour arrêter la montée du chômage (lire page 24).

■ Nouvelle étape dans le réaménagement de la dette brésilienne. Le FMI approuve le plan de redressement économique de Brasilia (lire ci-dessous).

■ M. Jean Farge, sous-gouverneur du Crédit foncier, ancien secrétaire d'Etat à la sécurité sociale (1979-1981), a été nommé président de la COB en remplacement de M. Yves Le Portz (lire page 21).

REPÈRES

Commerce extérieur

Des actions prioritaires pour les PME

Pour l'ensemble de l'année, le déficit commercial français devrait être de 25 et 30 milliards de francs, a indiqué mardi 28 juillet M. Jean-Marie Rausch, le ministre du commerce extérieur, à l'occasion de sa première conférence de presse à ce titre. Reconnaisant une certaine « continuité » dans ses intentions avec celles de ses différents prédécesseurs — il a d'ailleurs rencontré M. Cresson, MM. Deniau et Noir, le nouveau ministre a indiqué qu'il accorderait « une priorité en faveur des actions pour les PME-PMI ». Il compte agir en particulier pour « améliorer la connaissance des marchés, la diffusion de l'information... mieux coordonner les secteurs public et privé ». Revenant à son compte « les clubs pays », une idée du premier ministre, il souhaite aussi améliorer l'ensemble du système de formation, M. Rausch, qui a rencontré M. François Périgot le 26 juillet, compte faire une série de propositions concrètes au premier ministre en octobre prochain.

Consommation

Le freinage se prolonge en France

La consommation des ménages en produits manufacturés a de nouveau baissé en juin (-1,3 % par rapport à mai). Le mouvement de réduction s'est amorcé en début d'année, après une période particulièrement forte pour la consommation. Le repli de juin s'explique notamment par l'automobile et le textile. Dans tous les autres secteurs, la tendance est, au contraire, à la hausse.

Dettes

Accord du FMI pour le redressement brésilien

En accordant un prêt de 1,4 à 1,5 milliard de dollars au Brésil, sur une durée de dix-huit mois, le Fonds monétaire international a pratiquement donné son aval au plan de redressement économique présenté par ce pays. La délivrance de prêt du FMI est toutefois subordonnée à l'approbation, par les banques internationales, de l'accord négocié pour le rééchelonnement des 87,6 milliards de dollars représentant la dette commerciale brésilienne. La décision du FMI permet au Brésil de recevoir le prêt-relais de 500 millions de dollars demandé aux pays industriels pour l'aider à payer les intérêts sur cette dette commerciale échue en juin, juillet et août 1988, soit 18 milliards de dollars.

La nomination de M. Jean Peyrelevade à la tête de l'UAP

La valse des généraux

Après le remplacement par le gouvernement de quatre de ses dix-huit membres, le conseil d'administration de l'Union des assurances de Paris (UAP) s'est réuni le mardi 26 juillet. Comme prévu, il a décidé de proposer comme PDG M. Jean Peyrelevade, proche des socialistes et PDG du groupe Suez avant 1986. Le conseil des ministres devait, à partir de cette proposition, nommer officiellement M. Peyrelevade PDG, ce mercredi 27 juillet.

M. Jean-Louis Giral, administrateur depuis 1984 au titre des personnalités qualifiées, qui ne faisait pas partie du lot remplacé, a démissionné de son propre chef. Il a publié un communiqué dans lequel il indique

En remplaçant M. Jean Dromer par M. Jean Peyrelevade à la tête de l'UAP, le gouvernement actuel aura donné à cet établissement nationalisé son quatrième président en six ans, en comptant Mme Yvette Chagnon, de juin 1983 à mars 1987, date de son départ à la retraite, et M. Pierre Esteve, de juin 1980 à juin 1983, date de son éviction. Si on prend une autre comptabilité d'assurances nationalisées, le GAN, trois présidents se seront succédés en quatre ans, M. Guy Verdell étant remplacé, en février 1982, par M. Bernard Attali, lui aussi évincé en juillet 1986 au bénéfice de M. François Heilbrunn, ancien collaborateur de M. Jacques Chirac.

En comparaison, les Assurances générales de France (AGF), autre établissement nationalisé, ont bénéficié d'une remarquable stabilité : à M. Georges Plé, président pendant onze années jusqu'en février 1982, date à laquelle il devint PDG de la Compagnie financière de Suez, a succédé à M. Michel Albert, ancien commissaire au Plan, qui occupe ce poste depuis six ans, bien trop longtemps sans doute car, rue de Rivoli, certains penseraient à le remplacer pour satisfaire des appétits, paraît-il.

Dans cette valse des PDG, n'oublions pas les banques nationalisées. Au Crédit commercial de France, quatre présidents ont régné en trois ans, MM. Raoul-Duval, Deguen, Jouve et Paliez, avant de trouver la stabilité avec M. Michel Pébereau, grâce à la privatisation. Au Crédit industriel et commercial (CIC), M. Georges Dumas succéda, en février 1982, à M. Dominique Châtillon, qui était en place depuis 1976; et fut lui-même remplacé, en juillet 1986, par M. Jean Dromer puis, en avril 1987, par M. Jean Saint-Gours, lequel avait lui-même libéré la présidence du Crédit national pour recasser M. Paul Menut, qui se trouvait en pénitence à la BNP, faute de mieux. A l'heure actuelle, M. Jean-Maxime Lévy, PDG du Crédit lyonnais, est en posture délicate : en juillet 1986, chantre de la privatisation, il avait remplacé M. Jean Deflassieux, socialiste bon teint, qui lui-même avait pris la place, en février 1982, de M. Claude-Pierre Brossette, nommé à ce poste en 1974 par M. Valéry Giscard d'Estaing.

On pourrait se gausser de cette partie de chasse aux sorcières et faire de l'ironie à bon compte : si, malgré

que « la révocation politique du président de l'UAP (...) n'est pas compatible avec le fonctionnement normal d'un conseil d'administration », il ne souhaite pas, par sa présence, cautionner la parodie de concertation qui doit désigner le successeur et a donc remis son mandat à disposition.

Pendant le conseil, les six représentants des salariés se sont abstenus, comme c'est le cas la plupart du temps pour les nominations de PDG dans les entreprises nationalisées. Pour constituer une majorité, M. Peyrelevade a dû voter lui-même.

Le PDG limogé, M. Dromer, proche du RPR, s'est vu proposer une ambassade par M. Rocard, qui a tenu à

cette valse des PDG, les établissements concernés continuent à se porter honorablement. Cela voudrait dire que les présidents n'ont qu'une utilité relative et que leur défilé à la tête de ces compagnies est sans conséquences réelles. En fait, il conviendrait, et il suffirait, que ces maisons soient dotées d'un bon directeur général à qui un président intelligent laisserait la bride sur le cou, s'abstenant surtout de trop prendre d'initiatives personnelles.

Le raisonnement est trop facile, surtout lorsqu'il s'applique, à des vaisseaux majestueux comme les compagnies d'assurances, riches de leurs énormes réserves techniques et d'un portefeuille de contrats qui évolue avec une relative lenteur. Il est déjà moins évident avec les banques, organismes qui peuvent être menacés lorsque leur assise devient fragile, comme c'est le cas du CIC d'Ile-de-France actuellement. Il ne l'est plus du tout lorsqu'il s'agit d'entreprises industrielles, lancées dans le grand vent du large.

Grandes manœuvres européennes

Dans un grand établissement, le PDG a une tâche capitale, celle que lui assignait naguère M. Roger Martin, l'ancien président de Saint-Gobain : « Prévoir l'avenir et désigner les hommes qui feront cet avenir ». M. Martin ajoutait : « Désigner et former son successeur ». Ce qui n'est pas le cas, hélas ! pour les entreprises publiques dont les chefs sont nommés soit pour assurer un contrôle politique, soit pour fournir un point de chute doré aux bons serviteurs, de quelque bord qu'ils soient.

La plupart du temps, les postes de présidents deviennent alors des

liu trouver un autre poste important. On se souvient que, en 1986, lors du remplacement d'une douzaine, en juillet, puis d'une trentaine, en septembre, de PDG de groupes nationalisés par M. Chirac, le président de la République avait insisté pour que les personnes remplacées se voient offrir des postes dignes, ce qui n'a pas toujours été suivi par le gouvernement d'alors. M. Dromer a remercié M. Rocard de lui avoir cherché « une sortie plus qu'honorable ». Mais il a refusé parce qu'il mesure « la difficulté, dans les circonstances actuelles, de représenter l'Etat à l'étranger ».

Bébé. On a pu mesurer les appétits du groupe Generali, le numéro un italien lancé à l'assaut de la Compagnie du Midi. Le groupe privé français Vicore s'apprête à s'associer avec un groupe britannique tandis que le géant allemand Allianz, le numéro un européen, après avoir avalé la RAS, le numéro un italien et la société britannique Cornhill, s'apprête à bien quelque compagnie française, puisque la France manque à sa panoplie.

Aujourd'hui, dans les compagnies d'assurances et dans les banques

L'homme de la privatisation de l'UAP ?

Rappelant que l'assurance « n'était pas son métier », M. Jean Peyrelevade a déclaré le 26 juillet à l'AFP : « Il me faudra quelques mois, au cours desquels je serai très discret, pour prendre connaissance des dossiers sur lesquels je n'ai aucune idée préalable ».

Interrogé en avril dernier par l'Exposition (déjà du 18 avril au 5 mai sur son éventuel retour à

la tête d'une entreprise nationale, l'ancien directeur adjoint de cabinet de M. Pierre Mauroy avait répondu : « J'y mettrais une condition : pouvoir à terme mettre en Bourse 49 % du capital de l'entreprise que je présiderais ». Il ajoutait : « Mon schéma idéal serait d'ailleurs de voir l'Etat n'en conserver que 34 % ».

nationalisées il faut absolument des hommes qui sentent du temps devant eux puisque leurs décisions s'exerceront leurs effets, bons ou mauvais, que bien des années après et qu'il faudra bien que quelqu'un en endosse la responsabilité. Le haut fonctionnaire qui aura souvent inspiré la décision ne sera plus là pour le faire, au hasard des mutations ou des changements de ministres et de majorité.

Au reste, ce qui se passe dans le microcosme des entreprises nationa-

L'opposition dénonce la « chasse aux sorcières »

Le remplacement de M. Jean Dromer par M. Jean Peyrelevade à la tête de l'UAP a provoqué les critiques de l'opposition. M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a affirmé « nos dernières éditions du 27 juillet » que « la décision de limogage de Jean Dromer, professionnel de très haute compétence et de très haute qualité, reconnu par ses pairs, est manifestement une démission supplémentaire de la chasse aux sorcières dans laquelle le gouvernement s'est engagé ».

M. Bruno Durioux, député CDS proche de M. Raymond Barre, a déclaré qu'il regretterait ce remplacement, estimant qu'il s'agit d'une « décision de caractère politique qui n'est pas justifiée ». Le Parti républicain comme quant à lui qu'il « ouvre la porte à la gauche d'Etat PR chargé des P & T, ce qui l'ont assisté à la première étape d'une stratégie d'encerclement sou-

nois de l'entreprise libre dans notre pays ».

Du côté du Parti communiste, M. Philippe Herzig, membre du bureau politique, dénonce dans cette nomination les préparatifs « des remodelages des empires financiers » et de « l'entrée des capitalistes étrangers ». La réponse aux problèmes posés au pays par la gestion des grandes entreprises nationalisées « ne consiste pas simplement à changer des membres du RPR par des membres du Parti socialiste ».

Les deux capitalismes

ment pas cet homme-là, lui le ferait défenseur des privatisations.

Voilà bientôt quinze ans que l'on s'indigne, à chaque alternance politique, d'une « chasse aux sorcières ». On ferait mieux de reconnaître qu'il existe une vingtaine de postes de la République (mais pas cinquante, cent, comme on l'a vu naguère), dont l'importance politico-stratégique est telle qu'il est normal que les titulaires changent quand la politique change. La France compte assez de talents — son système de formation des élites reste efficace — pour se le permettre, d'autant que l'engagement politique des hauts fonctionnaires, même s'il est parfois discret, n'est pas moins réel. C'est sans doute là la conséquence d'un exécutif fort et d'une alternance désormais reconnue comme normale.

C'est d'ailleurs ce à quoi nous assistons depuis quinze ans : M. Valéry Giscard d'Estaing, parce que le gaullisme avait placé partout ses hommes, avait nommé ; les socialistes ont accentué le mouvement en 1981 et 1982 et M. Jacques Chirac n'a pas été en reste en 1986-1987. On ne peut que constater que la culture française a profondément changé et que le système des dévouements est désormais de pratique courante.

Il est une autre illusion qu'il faut aussi dissiper : « Ceux qui partent auront la suite de leur carrière assurée ». M. Jacques Chirac s'y était vainement engagé auprès de M. François Mitterrand en 1986 et les socialistes le clament aujourd'hui. Mais l'Etat n'a pas suffisamment de postes aux réels pos-

sière de Suez, 3,75 % d'Havas, 3 % de Paribas et de Saint-Gobain, 2,8 % de la CGI et 1 % de la Société générale. Elle est donc au centre de ce réseau d'actionnaires mis en place par le RPR pour alimenter des courants d'argent ; une minime qui avait choqué non seulement MM. Mitterrand et Barre, mais aussi une bonne partie des milieux d'affaires, écartés de ces agapes. C'est dire que le « dénoyautage » engagé par le départ de M. Dromer ne choquera réellement que le RPR.

Mais le départ d'un homme ne suffit pas à changer le rapport de forces. Même si le poids de l'Etat-actionnaire, joint au poids de l'Etat-client et aux menaces d'OPA que peut faire peser l'Etat-propriétaire ne sont pas négligeables (la négociation Havas, par exemple, pourrait aboutir rapidement à la solution voulue par le pouvoir). Mais il faudra peut-être aussi libérer, dans certains cas par une loi, ces actionnaires stables de leurs engagements (ils doivent garder leurs actions pendant deux ans et ne peuvent les céder dans les trois années suivantes qu'aux actionnaires stables). On en est convaincu rue de Rivoli, mais on affirme à Matignon qu'un tel projet de loi n'est pas au programme du gouvernement des six prochains mois. Ce sera alors au marché de faire son œuvre.

« Dénoyautage »

Il n'en reste pas moins que, la décision prise, il faut se demander si elle sera efficace. « Quand j'entends aujourd'hui le débat économique se limiter à la question des fameux noyaux durs, j'ai envie de me demander : dans quel pays sommes-nous ? », disait naguère le premier ministre. Force est pourtant de constater que l'éviction de M. Jean Dromer est directement liée à cette question des noyaux durs : l'UAP détient 6 % de la Compagnie finan-

cière de Suez, 3,75 % d'Havas, 3 % de Paribas et de Saint-Gobain, 2,8 % de la CGI et 1 % de la Société générale. Elle est donc au centre de ce réseau d'actionnaires mis en place par le RPR pour alimenter des courants d'argent ; une minime qui avait choqué non seulement MM. Mitterrand et Barre, mais aussi une bonne partie des milieux d'affaires, écartés de ces agapes. C'est dire que le « dénoyautage » engagé par le départ de M. Dromer ne choquera réellement que le RPR.

Mais le départ d'un homme ne suffit pas à changer le rapport de forces. Même si le poids de l'Etat-actionnaire, joint au poids de l'Etat-client et aux menaces d'OPA que peut faire peser l'Etat-propriétaire ne sont pas négligeables (la négociation Havas, par exemple, pourrait aboutir rapidement à la solution voulue par le pouvoir). Mais il faudra peut-être aussi libérer, dans certains cas par une loi, ces actionnaires stables de leurs engagements (ils doivent garder leurs actions pendant deux ans et ne peuvent les céder dans les trois années suivantes qu'aux actionnaires stables). On en est convaincu rue de Rivoli, mais on affirme à Matignon qu'un tel projet de loi n'est pas au programme du gouvernement des six prochains mois. Ce sera alors au marché de faire son œuvre.

Deux idées ont en effet émergé des dernières grandes opérations industrielles : la première, c'est que les entreprises ont besoin d'actionnaires qui suivent d'assez près leur stratégie financière ou industrielle pour les épauler, le cas échéant. Un tel intérêt se manifeste par des parti-

FRANÇOIS RENARD.

Écon

Jean Farge nommé président de la COB

surveiller, sans point,

Le 28 juillet 1988, M. Jean Farge, sous-gouverneur du Crédit foncier, ancien secrétaire d'Etat à la sécurité sociale (1979-1981), a été nommé président de la COB en remplacement de M. Yves Le Portz.

M. Farge, 52 ans, est diplômé de l'École nationale d'administration (ENA). Il a été sous-gouverneur du Crédit foncier de 1981 à 1986, puis secrétaire d'Etat à la sécurité sociale de 1981 à 1986.

M. Farge a été nommé président de la COB par le conseil d'administration de la COB, présidé par M. Jean-Louis Giral.

M. Farge a été nommé président de la COB par le conseil d'administration de la COB, présidé par M. Jean-Louis Giral.

M. Farge a été nommé président de la COB par le conseil d'administration de la COB, présidé par M. Jean-Louis Giral.

M. Farge a été nommé président de la COB par le conseil d'administration de la COB, présidé par M. Jean-Louis Giral.

M. Farge a été nommé président de la COB par le conseil d'administration de la COB, présidé par M. Jean-Louis Giral.

M. Farge a été nommé président de la COB par le conseil d'administration de la COB, présidé par M. Jean-Louis Giral.

M. Farge a été nommé président de la COB par le conseil d'administration de la COB, présidé par M. Jean-Louis Giral.

M. Farge a été nommé président de la COB par le conseil d'administration de la COB, présidé par M. Jean-Louis Giral.

M. Farge a été nommé président de la COB par le conseil d'administration de la COB, présidé par M. Jean-Louis Giral.

M. Farge a été nommé président de la COB par le conseil d'administration de la COB, présidé par M. Jean-Louis Giral.

Marchés financiers

BOURSE DU 26 JUILLET

[illegible]

Complant (selection)										SICAV (selection)										26/7				
VALEURS			% du port.	% du coupon	VALEURS			Cours princ.	Dernier cours	VALEURS			Cours princ.	Dernier cours	VALEURS			Emission	Rechat	VALEURS			Emission	Rechat
Obligations					VALEURS					VALEURS					VALEURS			Prime incl.	Net	VALEURS			Prime incl.	Net
Bep. 0.90 5/7	127	1 067			Comptel	118				Toutat-Asphalte	250	250	A.A.A.	811 28	810 88	Francis Régis	881 84	882 78	Prémédica Reale	1718 57	1884 57			
0.90 5/7 70/93	102 48	9 049			Chamberlain (BA)	579				Toutat-Asphalte	250	250	Asphalte	250 28	250 28	Francis Régis	881 84	882 78	Pavatel	382 30	385 34			
0.90 5/7 70/94	105 85	9 049			Champan (BA)	138				Toutat-Asphalte	250	250	Asphalte	250 28	250 28	Francis Régis	881 84	882 78	Pavatel	382 30	385 34			
0.90 5/7 70/95	105 85	9 049			C.I.C. Franc. de	170	183			Toutat-Asphalte	250	250	Asphalte	250 28	250 28	Francis Régis	881 84	882 78	Pavatel	382 30	385 34			
0.90 5/7 70/96	105 85	9 049			C.I.C. Franc. de	170	183			Toutat-Asphalte	250	250	Asphalte	250 28	250 28	Francis Régis	881 84	882 78	Pavatel	382 30	385 34			
0.90 5/7 70/97	105 85	9 049			C.I.C. Franc. de	170	183			Toutat-Asphalte	250	250	Asphalte	250 28	250 28	Francis Régis	881 84	882 78	Pavatel	382 30	385 34			
0.90 5/7 70/98	105 85	9 049			C.I.C. Franc. de	170	183			Toutat-Asphalte	250	250	Asphalte	250 28	250 28	Francis Régis	881 84	882 78	Pavatel	382 30	385 34			
0.90 5/7 70/99	105 85	9 049			C.I.C. Franc. de	170	183			Toutat-Asphalte	250	250	Asphalte	250 28	250 28	Francis Régis	881 84	882 78	Pavatel	382 30	385 34			
0.90 5/7 71/00	105 85	9 049			C.I.C. Franc. de	170	183			Toutat-Asphalte	250	250	Asphalte	250 28	250 28	Francis Régis	881 84	882 78	Pavatel	382 30	385 34			
0.90 5/7 71/01	105 85	9 049			C.I.C. Franc. de	170	183			Toutat-Asphalte	250	250	Asphalte	250 28	250 28	Francis Régis	881 84	882 78	Pavatel	382 30	385 34			
0.90 5/7 71/02	105 85	9 049			C.I.C. Franc. de	170	183			Toutat-Asphalte	250	250	Asphalte	250 28	250 28	Francis Régis	881 84	882 78	Pavatel	382 30	385 34			
0.90 5/7 71/03	105 85	9 049			C.I.C. Franc. de	170	183			Toutat-Asphalte	250	250	Asphalte	250 28	250 28	Francis Régis	881 84	882 78	Pavatel	382 30	385 34			
0.90 5/7 71/04	105 85	9 049			C.I.C. Franc. de	170	183			Toutat-Asphalte	250	250	Asphalte	250 28	250 28	Francis Régis	881 84	882 78	Pavatel	382 30	385 34			
0.90 5/7 71/05	105 85	9 049			C.I.C. Franc. de	170	183			Toutat-Asphalte	250	250	Asphalte	250 28	250 28	Francis Régis	881 84	882 78	Pavatel	382 30	385 34			
0.90 5/7 71/06	105 85	9 049			C.I.C. Franc. de	170	183			Toutat-Asphalte	250	250	Asphalte	250 28	250 28	Francis Régis	881 84	882 78	Pavatel	382 30	385 34			
0.90 5/7 71/07	105 85	9 049			C.I.C. Franc. de	170	183			Toutat-Asphalte	250	250	Asphalte	250 28	250 28	Francis Régis	881 84	882 78	Pavatel	3				

Cote des changes				Marché libre de l'or			
ARCHÉ OFFICIEL	COURS poids	COURS 26/7	COURS DES BILLETS		COURS poids	COURS 26/7	
			Achat	Vente			
1 dollar (51)	7 098	6 267	6 500	6 470	Or 999 (en barre)	87 000	88 000
1 franc (100 F)	16 123	7 021			Or 999 (en lingot)	88 250	89 350
100 francs (100 DM)	337 280	337 180	327	347	Pièce française (20 F)	500	506
100 francs (100 P)	16 123	16 119	16 400	16 400	Pièce française (10 F)	300	
100 francs (100 L)	28 820	28 820	28	28	Pièce française (5 F)	150	
100 francs (100 B)	88 800	88 800	88	93	Pièce belge (20 B)	507	498
100 francs (100 M)	52 830	52 830	56	57	Suède	638	638
100 francs (100 S)	10 748	10 747	10 800	11 100	Pièce de 20 dollars	2875	2850
100 francs (100 D)	4 212	4 215	4 300	4 600	Pièce de 10 dollars	1936	1920
100 francs (100 L)	4 680	4 682	4 300	4 800	Pièce de 5 dollars	983 30	
100 francs (100 L)	405 650	404 920	393 600	417 500	Pièce de 50 cent.	3220	3270
100 francs (100 M)	88 070	88 300	88	87	Pièce de 10 cent.	333	
100 francs (100 S)	47 085	47 085	48 500	49 500	Or Londres	442 20	430 25
100 francs (100 D)	5 087	5 100	4 850	5 350	Or Zurich	442	431 20
100 francs (100 B)	4 128	4 137	3 900	4 800	Or Hongkong	443 25	429 05
100 francs (100 M)	5 147	5 161	4 850	5 350	Argent Londres		
100 francs (100 S)	4 704	4 729	4 580	4 900			

c : coupon détaché - e : effort - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Le conflit du Golfe et les négociations de New-York. 4 Birmanie : la succession du général Ne Win. 5 Tunisie : la politique d'ouverture de M. Ben Ali. — Cuba à l'heure de la « castroïca ».	6 Le Conseil constitutionnel et la transparence financière de la vie publique. — La rencontre RPR-UDF. 7 Les ministres centristes veulent créer un « courant de l'ouverture ». — Communication : main basse sur les catalogues du cinéma français.	10 Police : deux nominations au conseil des ministres. — Défense : M. Chevènement chez les gendarmes de Saint-Pol-de-Léon. 17 Démantèlement d'une filière internationale de drogue à Palma-de-Majorque.	11 Avignon 88. 12 Opéras made in USA au Popsico Summerfest Festival de New-York. 12-13 Le Festival de Salsbourg en 1988. 13 Sonny Rollins à Antibes. — Les photos de Keiichi Tahara exposées au Palais de Tokyo.	20 La nomination de M. Payrellevade à la tête de l'UAP. 21 M. Jean Farge est nommé président de la Commission des opérations de Bourse. 22-23 Marchés financiers.	Abonnements 8 Annonces classées 18-19 Cartes 10 Météorologie 16 Mots croisés 16 Radio-télévision 16 Expositions 14 Spectacles 14-15	● Jouez avec le Monde...JEU ● La messagerie internationale...DIA 36-15 tapez LM ● Le mini-journal de la rédaction...JOUR ● Admission aux grandes écoles...ÉCOLES 36-15 tapez LEMONDE

Au conseil des ministres

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres du mercredi 27 juillet a approuvé le mouvement préfectoral suivant :

Préfecture de police de Paris : M. Pierre Verbrugghe, conseiller maître à la Cour des comptes, est nommé préfet de police en remplacement de M. Jean Paulini, admis à la retraite (lire page 10).

Direction des renseignements généraux : M. Jacques Fournet, préfet de la Nièvre, est nommé directeur central des renseignements généraux en remplacement de M. Philippe Massoni, nommé préfet de l'Aube.

Région Bretagne : M. Jacques Guérin, préfet de la région Auvergne, est nommé préfet de la région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine.

Région Auvergne : M. Bernard Landouzy, préfet hors cadre, ancien directeur du cabinet de M. Séguin,

Les modalités d'indemnisation après les orages

Les personnes dont les biens ont été endommagés par les très violents orages du 23 juillet doivent déclarer leur sinistre à leur assureur dans un délai de cinq jours, c'est-à-dire le 28 juillet au plus tard, rappelle le Centre de documentation et d'information des assurances (CDIA). Les dégâts au toit et à la façade ainsi que ceux causés par la pluie à l'intérieur des maisons peuvent être indemnisés en titre de la garantie « tempête » des contrats multirisques « habitation ».

Les dégâts subis par les voitures sont, en général, couverts par la garantie « dommages-tous accidents » figurant dans les contrats d'assurance.

En revanche, les dégâts provoqués par les inondations aux habitations ou aux entreprises ne sont indemnisés que si un arrêté interministériel reconnaissant l'état de « catastrophe naturelle » est publié au Journal officiel.

Enfin, les personnes blessées alors qu'elles se trouvaient dans un établissement ouvert au public (commerces, centres de loisirs) peuvent faire jouer leur assurance individuelle « accidents » qui complètera les prestations versées par les organismes sociaux. La responsabilité de ces établissements ne peut être engagée que si l'effondrement partiel des bâtiments résulte d'un vice de construction ou d'un mauvais entretien. La tempête, en effet, est en principe considérée comme un cas de force majeure.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 27 juillet
Bien orienté

Le marché semblait poursuivre son mouvement de légère hausse, amorcé mardi avec 0,95 % de progression. Dès les premiers échanges, l'indice instantané s'élevait à 2.021. Parmi les plus fortes progressions figuraient Roussel (+ 3,9 %), UIF (+ 3,8 %), Merlin Gerin (+ 3,1 %), Lyonnaise des eaux (+ 2,9 %) et Luchaire (+ 2,9 %). En baisse, on notait Guyenne Gascogne (- 3 %), RHV (- 2,5 %), Maisons Phénix (- 2,2 %) et Unibail (- 2 %).

M. Soisson veut ramener la hausse prévue à 100 000 chômeurs supplémentaires

Les limites du traitement social

La reprise de l'aggravation du chômage, confirmée avec les chiffres de juin (le Monde du 27 juillet) marque bien les limites du traitement social et des exigences.

Alors que la pente naturelle est à l'augmentation, il faut toujours accroître les capacités d'accueil des dispositifs, ajouter de nouvelles mesures pour parvenir à leur plein rendement pour pouvoir espérer maintenir un rythme de baisse ou même obtenir une certaine stabilité.

Continuellement, il faut soutenir l'effort en y consacrant des moyens financiers supplémentaires. Lancé au printemps dernier pour juguler une hausse qui devenait inquiétante, puis réactivé à l'été dans la perspective des élections, le programme de M. Philippe Séguin est désormais en voie d'effacement.

Il ne réussit plus à retenir la montée des chômeurs et l'absence d'un plan équivalent empêche d'espérer une maîtrise rapide.

Les sorties de stages (+ 6 500 sur un an) qui se traduisent par une nouvelle inscription à l'ANPE des chômeurs de longue durée ou la baisse des entrées en formation (21 572 à 6 102 pour les stages modulaires. Parallèlement, le plan jeunes connaît des remous. En un an, les bénéficiaires de contrats d'adaptation, qui ne sont plus exondés de charges sociales, sont

revenus de 298 000 à 129 000. Cette baisse n'est pas compensée par la progression des SIVP (stages d'initiation à la vie professionnelle), très contestés, qui passent de 277 000 à 343 000.

Mais le traitement social entraîne également des perturbations sur le marché du travail, accentuées par les nouvelles pratiques du licenciement.

Ainsi se trouve confirmée par les faits l'inquiétude de M. Michel Rocard, exprimée publiquement dès sa prise de fonctions. Le premier ministre avait alors annoncé qu'il fallait s'attendre à une augmentation du nombre des chômeurs à la fin de l'année, de l'ordre de 250 000 supplémentaires.

Depuis, le gouvernement s'efforce de remettre la machine du traitement social en marche et veut arrêter l'hémorragie. Il a donc annoncé que des crédits supplémentaires (2,5 milliards) seraient consacrés.

Selon M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, cela devrait permettre de ramener la hausse prévisible à 170 000. Avec la discussion budgétaire et les rallonges actuellement en négociation, le successeur de M. Michel Delbure se fixe maintenant pour objectif de limiter la casse à 100 000 chômeurs supplémentaires d'ici décembre.

Deux conditions à cela : il faut dans un premier temps privilégier la quantité de mises en stages, au détriment de la qualité, et mobiliser les organismes de formation qui auront des difficultés pour redémarrer instantanément.

SUÈDE : A moins de deux mois des élections législatives

L'affaire Ebbe Carlsson empoisonne le climat politique

STOCKHOLM
de notre correspondante

Une commission parlementaire suédoise devait entendre à partir du mercredi 27 juillet onze personnalités liées au scandale de l'enquête parallèle menée par l'éditeur Ebbe Carlsson sur l'assassinat de l'ancien premier ministre Olof Palme. Devant l'ampleur des remous provoqués par la découverte, il y a deux mois, de cette enquête, la commission a en effet décidé de ne pas attendre comme prévu la prochaine rentrée parlementaire pour examiner le rôle du pouvoir social-démocrate dans l'affaire.

Parmi les personnalités appelées à comparaître, figurent le premier ministre social-démocrate lui-même, M. Ingvar Carlsson, qui aurait souhaité sans doute un autre début à la campagne électorale pour les législatives du 18 septembre prochain, ainsi que l'ancien ministre de la justice, M. Anna-Greta Leijon. Celle-ci avait dû démissionner pour avoir, sans prévenir le parquet, signé une lettre de recommandation à son vieil ami Ebbe Carlsson afin de lui ouvrir les portes nécessaires à son enquête.

La première audition de la commission, en public, a toutes les chances de faire salle comble : outre M. Ebbe Carlsson, elle entendra M. Hans Holmér - ancien préfet de police de Stockholm, qui avait été

déchargé de l'enquête sur le meurtre du premier ministre après l'échec de la « piste kurde ». Également convoqué : l'ambassadeur de Suède à Paris depuis 1982, M. Carl Lidbom, personnage-clé de la social-démocratie suédoise, lui-même ancien ministre de la justice.

A l'instar du chef du gouvernement, M. Lidbom minimise la portée de la faute professionnelle commise par M. Leijon. Tout juste qu'il est, il assimile à un « délit comparable à un stationnement interdit » le fait que certains membres des services secrets (SA-PO), amis de M. Ebbe Carlsson, aient remis à celui-ci, dans le but de discréditer leurs chefs, des documents secrets. Il s'agit en l'occurrence des enregistrements de conversations téléphoniques entre membres du Parti communiste du Kurdistan résidant en Suède, qui contenaient des menaces voilées et plusieurs mentions du nom d'Olof Palme.

Négligence et paresse

M. Lidbom avait reçu ces documents du « détective » Carlsson (qu'il connaît depuis longtemps) au mois de mars dernier. Il affirme qu'il s'agissait de tester la manière dont fonctionnaient les services secrets avant et après le meurtre d'Olof Palme.

M. Lidbom dirige en effet depuis neuf mois une commission parlementaire chargée précisément d'examiner le comportement de cette frange de la police qui n'a jamais eu la sympathie du pouvoir social-démocrate. Les conclusions de la première partie de cette enquête indiquent qu'il y a eu « de la négligence et de la paresse » de la part des services secrets.

Les auditions de la commission seront, selon le modèle américain, retransmises en direct à la télévision, pour un public lassé depuis longtemps par ce genre d'embrouilles. Les institutions sont partagées. Les policiers tentent de se discréditer mutuellement. L'impitoyable et la gogrie qui agitent la classe politique gagnent aujourd'hui d'importance. L'épouse du ministre des finances, qui travaille elle-même au ministère, a ainsi demandé, dans une lettre ouverte au premier ministre (publiée dernièrement par un journal du soir social-démocrate), qu'on lui devait aller la solidarité au sein du parti ; celle de cette personne compromettrait certaines défaillances à entendre le chef du gouvernement, qui s'obstine à rendre l'opposition responsable de la démission du ministre de la justice.

FRANÇOISE NIÉTO

Le numéro du « Monde »
du 27 juillet 1988
a été tiré à 480 510 exemplaires

RODIN la mode en SOLDES!

Les robes de soirée
Les robes de jour
Les robes de nuit
Les robes de bébé
Les robes de bébé
Les robes de bébé

RODIN
34, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

Les conflits du travail en 1987 et en 1988

De la chute à la remontée

Est-ce une façon de conjurer le mauvais sort ? Le patronat s'attend à une « rentrée » sociale plus revendicative que par le passé, avec une recrudescence, déjà observée depuis quelques mois, des conflits salariaux. Au CNFP, on se prépare même à retrouver un taux de « conflictualité » proche de celui de la période où M. Raymond Barre était au pouvoir. Les statistiques publiées par le ministère du travail peuvent augurer en partie d'une telle perspective. Pour les quatre premiers mois de 1988, les moyennes se situent « dans des ordres de grandeur qui les rapprochent des niveaux de 1984 et de 1985 ».

Ainsi, quand on observe, pour les conflits localisés, l'évolution du nombre des journées non travaillées, la moyenne mensuelle est de 80 300 pour les quatre premiers mois de 1988, contre 42 700 en 1987 et 109 000 en 1984. On note encore loin de 1977, année d'application du « plan Barre », où la moyenne mensuelle était de 203 000. Du fait de la poussée des revendications salariales, les conflits localisés ont connu « une nette remontée » en mars (121 300 journées perdues) et en avril (119 400).

Si regain il y a en 1988, ce que l'automne confirmera ou non, il serait prématuré d'en conclure que l'on va retrouver un niveau de conflictualité aussi élevé qu'avant 1980, année depuis laquelle, malgré les pointes de 1982 (assez sensible) et de 1986 (modérée), la baisse des grèves est quasi continue. Ainsi, comme on pouvait le

prévoir (le Monde du 1^{er} mars), le chiffre des journées perdues à la suite de conflits collectifs du travail a été en 1987 pour la deuxième fois depuis dix ans, en dessous d'un million (969 100). Ce chiffre est légèrement inférieur à celui de 1986 (1 041 600) et légèrement supérieur à celui de 1985 (884 900), année où le niveau avait été l'un des plus bas depuis quarante ans.

« le plus faible jamais enregistré »

Alors qu'on était déjà dans de très basses eaux en 1986, les conflits localisés ont battu un nouveau record à la baisse en 1987. Avec 511 600 journées perdues, le niveau est, souligne le ministère, « le plus faible jamais enregistré ». La construction navale et aéronautique et les transports ont demeuré les branches les plus conflictuelles, mais avec des chiffres inférieurs à 1986. Si les grèves ont augmenté dans l'imprimerie, la presse et l'édition, elles ont connu une diminution certaine dans la sidérurgie.

En 1987, les conflits généralisés ont représenté 47 % de l'ensemble des journées non travaillées, soit une proportion « sensiblement égale » à celle de 1986, due à une raison identique à savoir le grève dans le secteur nationalisé. A elle seule la grève de la SNCF, qui s'est poursuivie en janvier 1987, a provoqué 378 000 journées perdues sur un total de 457 518 pour l'ensemble des conflits généralisés. Autant dire que si des grèves aussi importantes que celles que l'on a connues il y a dix-huit mois se produisaient dans le secteur nationalisé à l'automne, ce phénomène cumulé avec le regain observé dans le secteur privé aboutirait à une remontée sensible des conflits. A suivre...

MICHEL NOBLECOURT.

Avec Le Monde sur Minitel

Admissions UTC
le 29 juillet

GRANDES ÉCOLES

36.15 LEMONDE

MON ROYAUME
POUR CE PRIX-LÀ !

14 900 F HT

ÉCHANGE de votre Macintosh Plus
pour un Macintosh SE
disque dur 20 Mo interneINTERNATIONAL
COMPUTER

La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4^e • 47.72.26.26
64, av. du Prado Marseille 6^e • 91.37.25.03

GRANDE ÉDITION ANNÉE - N° 1988

L'ONU en majesté

M. Peres de

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes qui vous feront découvrir le monde sous un autre angle.

Le monde en 1988

En 1988, le monde a été marqué par de nombreux événements. L'ONU a joué un rôle central dans de nombreuses crises. Ce livre vous présente une année riche en événements, avec des photos et des textes